7e Année, N° 118 - 5 Juin 1931 Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Les "Amis de la Nature" au Molkenrain
par Georges AIRELLE

Deux jours à Barcelone
par JEAN PIERRE

LA RÉPUBLIQUE, UN LEURRE
par Edo TIMMEN

L'Église a la conquête des ouvriers

Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

LIX. La Solution des 22, jugée par R. Vivès
LX. Réponse de Baldacci à Vivès
LXI. Réflexions sur l'unité syndicale, par Roger Francq
LXI. A l'unité par le front unique, par Patri
LXIII. La résolution des Indirectes

Vers le Socialisme ou vers le Pharaonisme
par Robert LOUZON

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 5)

Rédaction et Administration :

54, rue du Château-d'Eau -- Paris (10e)

(*Permanence de 5 à 7 tous les soirs*)

Téléphone : Botzaris 21-32

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à PIERRE MONATTE, 54, rue du Château-d'Eau, à Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à M. BARAT, même adresse.

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, **54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.**

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE

L'anarchisme espagnol devant la suprême épreuve. — L'affaire des rapports policiers du Nord. — Où en est le mouvement pour l'Unité ..... P. MONATTE.

LES « AMIS DE LA NATURE » AU MOLKENRAIN .....GEORGES AIRELLE

DEUX JOURS A BARCELONE .....JEAN-PIERRE.

LA REPUBLIQUE EST UN LEURRE.....DO FIMMER.

L'EGLISE A LA CONQUETE DES OUVRIERS.

...MAIS LA VOILA, L'ENQUETE SUR L'UNITE SYNDICALE :

LIX. La solution des 22 jugée par R. Vivès. — LX. Réponse de Baldacci à Vivès. — LXI. Réflexions sur l'Unité syndicale par Roger Francq. — LXII. A l'Unité par le front unique par Patri. — LXIII. La résolution du Congrès des Indirectes.

VERS LE SOCIALISME OU VERS LE PHARAONISME .....R. LOUZON.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits du mois. — Le programme international anglo-hollando-norvégien. — Des déclarations de Pestagna. — Une lettre de Tom Mooney. — L'accord mondial du sucre. — La durée des crises.

ENTRE NOUS

LE CARNET DU SAUVAGE

L'anarchisme espagnol devant la suprême épreuve

Les événements marchent vite en Espagne. En un mois, il s'est produit l'incendie des couvents, une vague de manifestations et de grèves marquée déjà par les fusillades de Tetouan et de Santander. Sans parler de la baisse de la peseta provoquant une crise financière se répercutant au sein du gouvernement provisoire par l'offre de démission d'Indalecio Prieto. La lune de miel ne pouvait durer longtemps. Elle semble bien près d'être finie.

Les liens qui ligotaient le peuple espagnol sont brisés. Le premier sentiment éprouvé a été celui du soulagement, un « soulagement général » m'écrit Nettlau. C'était tout naturel. Aussi naturel que de vouloir maintenant se dégourdir bras et jambes. La classe ouvrière est entrée en mouvement. C'est l'important. Dans la mesure où elle posera avec netteté ses revendications, la séparation des classes s'opérera d'elle-même, les éléments bourgeois qui n'avaient que de grands mots à offrir aux ouvriers regagnant leur propre camp.

J'ai été surpris par ce que raconte Fimmen, dans l'article qu'il a écrit à son retour de Madrid, sur l'importance du courant contre la participation au sein du parti socialiste espagnol. C'est très différent de ce qui nous avait été raconté jusqu'ici, même par des gens ayant fait le même voyage. Si les socialistes et les militants de l'Union générale sont capables de se dégager du pouvoir bourgeois, la question de la prise du pouvoir par les ouvriers se posera plus tôt qu'on ne pouvait penser, et dans de meilleures conditions.

La première condition indispensable c'est d'abord que s'opère la séparation de classe. La classe ouvrière ne peut mener sa lutte que si elle ne se laisse pas empêtrer dans les préoccupations et revendications des autres classes ou sous-classes qui n'attendent pas de la République les mêmes choses qu'elle. Sur ce point essentiel, une pensée commune peut rassembler aisément socialistes de gauche, anarchistes, syndicalistes, communistes. La pensée commune appelle automatiquement l'action commune.

A quel courant peut revenir dans l'action commune le mérite de frayer la voie, de voir le premier ce qu'il y a à faire et de commencer à le faire? Je pense que c'est à l'anarchisme espagnol. C'est une épreuve décisive pour lui. C'est la suprême épreuve pour l'anarchisme.

Les anarchistes espagnols ne manquent pas de sens révolutionnaire. Ils ont toujours été aussi préoccupés d'action ouvrière que de spéculation théorique; leur action cadrant même souvent assez mal avec leurs théories. Dans aucun pays, même en Italie, l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire n'ont été aussi étroitement liés. Est-ce à dire qu'il n'y ait pas la moindre divergence de vues entre eux à l'heure présente? A en juger par les articles de militants anarchistes et anarcho-syndicalistes espagnols publiés par le Libertaire *du 15 mai, on peut répondre négativement. C'est ainsi qu'on peut lire dans une déclaration de la Fédération anarchiste ibérique (embrassant Espagne et Portugal) :*

« Notre principal rayon d'action se développe dans l'organisation ouvrière de la C. N. T. créée, soutenue et orientée par les anarchistes, malgré que, à l'heure actuelle, elle soit quelque peu influencée par des éléments qui, tout en étant issus de l'anarchisme eux-mêmes, prétendent en faire un organisme de défense économique neutre et indéterminé; but auquel ils n'atteindront jamais parce que nous réagirons et que nous parviendrons sûrement à imprimer à la C. N. T. l'orientation anarchiste qu'elle eut toujours. »

Faisant écho à ces paroles, Pedro Foix, un collaborateur de Solidaridad Obrera, *donne vraisemblablement le point de vue des hérétiques :*

« Les catalanistes voulaient que nous, anarchistes de la C. N. T., occupions des postes à leurs côtés. Il va de soi que nous n'avons pu que refuser.

« La C. N. T. est une force qui a joué un rôle très important lors de la lutte contre la monarchie. Si immédiatement elle ne peut déclencher la révolution sociale, elle sera sûrement en mesure de le faire dans un avenir assez proche. A une condition préalable, toutefois : c'est que les militants, anarchistes et syndicalistes fassent complètement l'union entre eux. Si cela s'accomplit, nous pouvons dire que l'Espagne sera le premier pays du monde où triomphera la révolution dirigée par les syndicats et les libertaires. »

Qu'est-ce que la Fédération anarchiste entend par « organisme de défense économique neutre et indéterminé ». Il nous est bien difficile de le comprendre. Ni les déclarations de Pedro Foix ni celles de Pestagna à El Sol *ne paraissent neutres et indéterminées. Espérons que les discussions du Congrès de la C. N. T. qui se tient en ce moment nous éclaireront davantage.*

En tout cas, il est clair que pour tous, pour les hérétiques comme pour les autres, la Révolution espagnole n'a fait que commencer avec l'établissement de la République. Cela me rappelle le souvenir, tout différent, d'une conversation avec un anarcho-syndicaliste allemand en 1920 ou en 1921. Il était venu m'interviewer. Quand je lui eus répondu, je l'interviewai à mon tour sur les perspectives révolutionnaires en Allemagne. Il n'en avait pas la moindre. Alors que tout le monde se demandait quand s'ouvrirait la deuxième étape de la Révolution allemande, lui non seulement ne se posait pas la question de période, mais il n'envisageait même pas l'éventualité d'un nouveau bond révolutionnaire. Il se contentait de ronronner son catéchisme anarcho-syndicaliste. Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes espagnols ne sont pas de ce bois-là.

Mais leur sens révolutionnaire les amènera-t-il à se plier aux réalités, aux nécessités et à y plier, à y adapter leurs théories?

En premier lieu, reconnaître la lutte de classe, l'action autonome de la classe ouvrière, donc distincte de celle des autres classes intéressées à la République, je ne dis pas à la Révolution. Il est trop tard, et la bourgeoisie espagnole est trop faible pour faire sa propre révolution. La classe ouvrière espagnole seule peut être révolutionnaire.

En second lieu, accepter l'idée de la dictature du prolétariat, de la prise du pouvoir dans la période de destruction du régime. Dans sa déclaration à El Sol, *Pestagna dit :*

« On parle toujours de la dictature du prolétariat; nous ne voulons aucune dictature. La seule solution est le syndicalisme. La révolution politique est déjà faite

en Espagne. Il faut faire maintenant la révolution sociale! »

Le mot de dictature sonne mal aux oreilles des Espagnols. Ils sortent d'en prendre. L'expression de dictature du prolétariat sonne mal aux oreilles des anarchistes. Surtout après l'expérience russe. Mais de quelque nom qu'on affuble l'organisme qui coordonnera l'action révolutionnaire pour détruire le régime féodal et capitaliste, et qui soutiendra la classe ouvrière dans la période de combats et d'incertitude, il faut quelque chose, un régime quelconque. J'accepte qu'il s'appelle dictature du prolétariat; ce que je n'accepte pas c'est qu'un parti exerce au nom du prolétariat cette nécessaire dictature. Pourquoi les Espagnols n'ambitionneraient-ils pas d'expérimenter la dictature du prolétariat par le moyen de leurs syndicats. Après l'expérience russe faite par les bolcheviks, l'expérience espagnole faite par les anarcho-syndicalistes. Quand on parle comme Pestagna de « la discipline d'acier que le syndicat impose », on ne peut avoir la peur des mots et craindre la formule de la dictature du prolétariat.

De même en ce qui concerne l'Etat ouvrier. Certes, l'anarchisme poursuit la disparition de l'Etat. Le communisme aussi, d'ailleurs. Mais tant qu'il y aura des classes, l'Etat durera. Tant que la révolution ne sera pas universalisée il y aura des Etats. Dans cette période historique, tout le problème est de savoir ce que sera l'Etat ouvrier. Il peut être très différent de l'Etat bolchevik. La solution de l'organisation économique, de l'organisation de toute la vie d'un pays par le syndicalisme, vous l'appellerez comme vous voudrez. Ce ne sera en définitive pas autre chose qu'un Etat ouvrier. Aux révolutionnaires espagnols de nous façonner un type d'Etat ouvrier, de régime syndicaliste digne d'être opposé à l'Etat bolcheviste.

L'affaire des rapports policiers du Nord

Les dirigeants de la C.G.T.U. s'excitent beaucoup sur cette affaire. En particulier, Jean Brécot. Mais point, comme il serait naturel, dans le but de découvrir les auteurs de ces rapports et d'en nettoyer les organisations unitaires et communistes. Non, cela ne les préoccupe pas. Ce qui les préoccupe c'est l'avantage qu'ils peuvent tirer de cette affaire contre la minorité de la C.G.T.U., contre Chambelland, contre le Cri du Peuple.

Il est plus important à leurs yeux de chasser les minoritaires de la C.G.T.U. que d'en chasser les mouchards.

D'ailleurs, n'ont-ils pas reçu la consigne de se débarrasser des premiers. L'I. S. R. leur a donné cet ordre voilà déjà longtemps. Sans doute les assaille-t-elle de reproches lancinants : « Comme c'est long! comme c'est long! Il faut en avoir fini avant le congrès confédéral. Septembre n'est plus loin. Il faut que le congrès se trouve devant le fait acquis. Dépêchez-vous, dépêchez-vous! »

Notre Jean Brécot se dépêche. Il se dépêche même trop. C'est très bien d'être un type service-service, et ça vous donne de l'importance de s'égosiller comme un adjudant à la corvée de quartier. Mais il ne faut pas s'exciter au point de tout embrouiller. Il ne faut pas, sous prétexte d'exécuter une consigne, braver jusqu'au ridicule.

*L'affaire des rapports policiers du Nord est extrêmement simple, admirablement claire. Brécot aura beau écumer dans l'*Humanité *et dans la* Vie Ouvrière, *il ne réussira pas à la faire paraître compliquée et obscure. La docile Commission d'enquête de la C. G. T. U., non plus.*

Cette affaire est facile à résumer. Des rapports de police sur l'activité du Syndicat unitaire des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, un syndicat régional, couraient les rues du bassin minier. Quelques-uns arrivent à la connaissance de Chambelland. En qualité de membre de la Commission exécutive de la C. G. T. U., il croit devoir les communiquer au bureau confédéral. C'est avant la grève. Des semaines se passent. Rien n'est fait pour découvrir le ou les mouchards.. Des rapports policiers nouveaux, tout chauds, relatifs à la grève ceux-là, sont mis dans la circulation. Certains sont même lus à une tribune d'assemblée de grève, en présence de militants communistes. Le bureau confédéral ne fait toujours rien. Alors, Chambelland reproduit ces rapports dans le Cri du Peuple. *Voilà toute l'affaire. Elle est assez simple; elle est assez claire, n'est-ce pas?*

Aussi quand Jean Brécot donne à un article de la Vie Ouvrière *ce titre en gros caractères : « De l'Intérieur au* Cri du Peuple », *voulant établir évidemment une chaîne infamante, comment ne s'attirerait-il pas cette remarque :*

Il manque un chaînon à cette fameuse chaîne; il en manque même plusieurs. Un premier chaînon constitué par les mouchards qui, des rangs des syndicats unitaires et du parti communiste, informent l'Intérieur. Un dernier chaînon constitué par les mouchards qui, au sommet de la C. G. T. U. et du parti communiste, couvrent les premiers ou les font couvrir.

*Aussi quand Jean Brécot demande, dans l'*Humanité, *toujours en gros caractères : « Quel rôle a joué et joue Chambelland? » on est obligé de lui répondre, et sans hésiter : « Chambelland a peut-être joué le rôle d'un naïf, mais lui, Jean Brécot, il a joué et continue à jouer un rôle inquiétant. »*

Je crois bien qu'à la place de Chambelland je n'aurais pas pris tant de gants. Je ne leur aurais pas communiqué ces rapports policiers autrement que par la publication, tout de suite, dans le Cri du Peuple. *Saisis publiquement ils auraient été bien obligés de se mettre à la recherche des auteurs de ces rapports. Ils n'auraient pas pu passer quelques semaines à imaginer de savantes diversions. Ah! nos gaillards sont maîtres dans la stratégie de la diversion!*

Ils en ont tenté de tous les genres. Ils en ont même réussi quelques-unes, puisque Charbit lui-même, encore plus naïf que Chambelland, — on ne l'aurait jamais cru, — a éprouvé le besoin de leur dire d'où étaient parvenus ces rapports. Il s'était figuré que les communistes seraient contraints de revenir au point essentiel : chercher le ou les mouchards, une fois que réponse aurait été faite à cette question secondaire : « Comment ces rapports sont-ils parvenus entre les mains de Chambelland? » Les communistes y sont revenus de belle façon, en effet, au point essentiel! Il fallait, au contraire, leur répliquer : « Nous vous dirons volontiers d'où nous tenons ces rapports, une fois que vous nous aurez donné l'impression que vous voulez vraiment en rechercher les auteurs. »

Charbit leur a supposé un restant de bonne foi. Qui donc, il est vrai, aurait pensé que l'on aboutirait à ce

spectacle de haute comédie qu'il n'y aurait qu'un mouchard dans cette affaire et que ce serait Chambelland. Ce mouchard de Chambelland, comme l'écrit l'Enchaînée du Nord, cette canaille de Chambelland, comme l'écrit l'Humanité sous la signature de Jean Brécot.

Se fâcher? Allons donc! C'est à mourir de rire. Ne vous en privez pas, mes amis. Vous verrez tomber le culot des forts en gueule du communisme.

Il ne s'agit pas de savoir si dans ces rapports de mouchards il y a des erreurs ou non. Un mouchard n'est pas forcément un type intelligent. Je n'ai connu personne de plus bête que Métivier. Et Azev ne brillait pas non plus par l'intelligence. Il peut y en avoir de moins bêtes, ou même de plus intelligents, mais sans caractère ou pourris d'un vice quelconque, comme ce secrétaire de rédaction du Journal du Peuple par exemple, qui fut repéré grâce à un rapport de police dans lequel Monmousseau, le Monmousseau d'alors, n'était pas trop mal campé, rapport de police qui figurait au dossier du Complot de 1920. En règle générale, il ne faut pas supposer qu'un mouchard, même greffé sur un ancien militant, doit comprendre tout et comprendre toujours. Il peut même fort bien glisser à dessein certaines erreurs pour détourner au besoin les soupçons. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Personne ne s'est porté garant de la véracité absolue de ces rapports de mouchards. Leur auteur ou leurs auteurs seuls pourraient le faire.

Ce dont il s'agit, et c'est là ce qu'il y a d'important dans l'affaire, c'est de savoir à quel point l'organisation unitaire et communiste dans cette région industrielle du Nord et du Pas-de-Calais est infectée de mouchards à ses divers échelons. Je serais bien étonné si Jean Brécot n'en savait pas là-dessus un peu plus long que moi. Or, le peu que je sais me montre un fameux danger!

Une histoire assez récente — qu'est-ce que c'est que cinq à six ans? — devrait obliger à une extrême prudence. Quand on a été obligé de s'apercevoir qu'un secrétaire d'Union départementale, sur qui longtemps des préventions avaient pesé, était bien réellement un mouchard et un agent du patronat, on devrait désormais prendre des précautions infinies dans le choix des militants de tête. Celui-là déjà il avait l'estampille du parti. Ce n'était donc pas une garantie. Ça l'est encore moins aujourd'hui. Et cela montre que dans cette région le patronat et le pouvoir ont une expérience peu commune du mouchardage du mouvement ouvrier.

Brécot n'ignore pas que chaque cellule communiste et chaque section syndicale unitaire, ce qui souvent n'est plus que la même chose, est empoisonnée par un ou par plusieurs indicateurs. C'était l'un des écueils que nous avions jadis prévus pour les cellules. Il n'était possible d'éviter cet écueil qu'en redoublant de précautions. Au contraire, on a mené les cellules en plein dessus. De là l'impuissance des communistes à pénétrer les usines, c'est-à-dire à y entretenir un foyer permanent et de plus en plus ardent. Ils ont fait faucher des vagues et des vagues de militants, rendant ainsi toute action et toute organisation impossibles pour longtemps. Au lieu de se lamenter périodiquement sur la difficulté d'aller aux usines et de les pénétrer, ils feraient mieux de nettoyer leurs rangs de tous les policiers; le travail à l'usine ne sera possible que s'il n'y a pas de mouchards. Nettoyage d'abord. Nettoyage constamment.

Brécot n'ignore pas non plus qu'on raconte certain incident qui se serait produit à Lens au cours de la période de préparation de la dernière grève. Les mineurs devant faire partie des piquets de grève auraient été désignés d'avance dans une réunion de Conseil syndical. Le lendemain la liste établie était entre les mains de la Compagnie. Et le surlendemain les mineurs inscrits sur cette liste apprenaient leur renvoi de la mine.

Brécot n'ignore pas ce bruit. Il l'ignore d'autant moins que c'est encore une chose que Chambelland a pris la peine de lui dire. Il devrait bien à son tour nous dire ce que l'enquête qu'il n'a pas dû manquer de faire lui a appris. Son silence ne peut signifier qu'une chose, c'est que le bruit était fondé.

Brécot n'ignore pas davantage qu'au Comité régional des mineurs les militants qui le composent constatent des fuites depuis plusieurs années, et depuis plusieurs années ils se regardent les uns les autres avec inquiétude et méfiance. « Est-ce lui », se demande chacun. Un tel a été soupçonné. Il a dû s'absenter. Les fuites ont continué. Ainsi de suite pour plusieurs. Si bien que le cercle s'est restreint peu à peu. Je ne sais s'il comprend deux ou trois personnes, mais ce que je sais c'est qu'il y a dans ce petit nombre le secrétaire régional du Parti communiste. Et ce que je sais, moi profane, il n'y a vraiment pas de raison pour que Brécot ne le sache pas, avec beaucoup de choses en plus.

Il y a quelques jours, l'Humanité elle-même déclarait que des accusations de cet ordre avaient été portées contre trois dirigeants du parti, contre Semard, contre Frachon, contre Celor. Elle oubliait de dire que ces accusations avaient été portées de l'intérieur même du parti et non du dehors. Au sommet du parti, des fuites sont constatées aussi depuis longtemps. « Est-ce lui? » se demande chacun. Il y a six mois, un an, un de mes amis, un communiste allemand de passage à Paris, me racontait qu'à Berlin dans les sphères dirigeantes du parti on ne parlait que de l'exécution de Semard, comme mouchard, par l'Internationale communiste elle-même. De recoupements en recoupements, on était arrivé à lui attribuer la paternité de certaines fuites. Je répondis que rien encore n'avait été publié ici. J'ajoutai même, peut-être bien naïf à mon tour, que cela me surprenait beaucoup de la part de Semard. Je suppose que ce dernier a pu faire reviser son procès, puisqu'il est toujours à la tête du parti, et qu'il continue à y protéger les Jany et les Revoyre d'aujourd'hui comme il les protégeait hier.

A la place des gens de l'Humanité, j'aurais pris ma plume et j'aurais écrit, soit pour la R. P., soit pour le Cri : « Voici ce qu'on raconte à Berlin... » Je ne l'ai pas fait, parce que je comprends autrement le rôle d'un militant qui tient une plume. Ce que j'en fais aujourd'hui, c'est simplement pour donner une leçon de pudeur à Jean Brécot. Afin qu'il regarde un peu comment son parti s'est laissé infester de haut en bas, avant de se permettre de traiter Chambelland de canaille. « Un ennemi conscient et averti de nos organisations », ainsi qu'il l'appelle, mais n'est-ce pas plutôt le mouchard devenu roi dans la C.G.T.U. et commandant aux « ennemis inconscients et inavertis » parmi lesquels je fais à Jean Brécot la charité de le ranger. Vous imaginez-vous une séance au Grand Quartier général communiste et entendez-vous un ou deux mouchards jouant les extra-purs parler à Jean Brécot, à Raca-

mond, Dudilieux ou à quelque autre de ces révolutionnaires invertébrés?

— Vous n'allez pas céder au chantage de la minorité et obéir aux sommations d'un Chambelland?

Non, Jean Brécot ne cédera pas, n'obéira pas. Il est fort. Il ne dansera qu'au son des violons des mouchards.

Où en est le mouvement pour l'unité ?

De plusieurs côtés cette remarque est faite : Le Comité de propagande pour l'Unité syndicale, après avoir marqué le pas, voit son influence diminuer.

Qu'y a-t-il de vrai?

Il serait vain de nier que tout ne va pas pour le mieux. Mais de là à parler de recul, il y a un grand pas.

Du côté de la C.G.T., c'est diminuer l'importance réelle d'une intervention comme celle du secrétaire de l'Union départementale de la Haute-Vienne que de dire sans plus que le Comité national s'est prononcé contre l'unité.

Ce qui pourrait plus judicieusement être pris comme du sur-place ou même du recul, c'est que les Congrès d'Unions ou de Fédérations ne discutent jamais de l'unité. Là pourtant les délégués viennent directement des syndicats. La voix d'en bas pourrait donc se faire entendre. Si elle ne le fait pas, c'est que les syndicats et les syndiqués ne pensent pas à l'unité. Erreur, cependant. En réalité, les dirigeants de la C.G.T. ont imaginé un baîllon merveilleux. Ils ont décidé — par ces temps de centralisme, que ne pourraient-ils décider ? — que le problème de l'unité n'avait pas à être discuté dans les Congrès d'Unions ou de Fédérations. Ils commencèrent, on s'en souvient, à vouloir faire avaler ça au Congrès de l'Union de la Loire. Ils n'y réussirent pas, Baldacci ayant été plus tenace que Lapierre, et les délégués de la Loire n'étant pas au nombre des plus passifs. Mais on peut dire que le baîllon a joué partout ailleurs. Même dans des départements où on ne s'y attendait vraiment pas. C'est ainsi, par exemple, qu'au dernier Congrès du Doubs, notre camarade Vauthier s'est vu obliger de retirer une motion d'unité pour ne pas faire à Jeannin une trop grosse peine et pour ne pas paraître vouloir troubler le Congrès.

Vous pensez bien que si Jeannin a refusé avec tant de vigueur qu'une motion d'unité soit discutée au Congrès du Doubs, c'est que la consigne donnée par les dirigeants confédéraux est impérative. Une même chose s'était passée, ou à peu près, au Congrès de la Fédération de l'Eclairage; Delsol ne put faire venir la question de l'unité qu'aux questions diverses.

Non, il n'y a pas recul du Comité de propagande pour l'Unité dans le secteur de la C.G.T.

Et pas davantage dans le secteur de la C.G.T.U. Ses congrès d'Unions ne sont plus des congrès et les syndicats s'y font de moins en moins représenter, majoritaires comme minoritaires. Au dernier de l'Union de la Seine, il manquait une dizaine de syndicats minoritaires; de là la diminution des voix. Vous me direz que si la minorité était organisée et si elle faisait son devoir, elle serait présente et batailleuse. Elle ne l'est pas, c'est une constatation à faire. On est las des luttes de tendances; on n'aime pas les injures; encore moins les coups. Or, les « purs » sèment la terreur autour d'eux, en attendant de faire le vide complet.

Malgré cela, les dirigeants de la C.G.T.U. ont une telle peur du prochain congrès et du débat sur l'unité qu'ils font des pieds et des mains pour liquider la minorité avant septembre. Ils savent mieux que personne que les militants unitaires de base, ceux qui ne sortent pas tout frais des Jeunesses communistes, sont favorables à l'unité. On a beau la leur présenter comme l'unité de trahison, on ne les en convainct pas. Non seulement des militants de base, mais des dirigeants eux-mêmes. Vassart a déclaré il y a quelques mois que la C.G.T.U. devrait accepter le point de vue des 22, pour nous mettre au pied du mur. Il avait l'air de le faire par manœuvre, afin de nous mettre dans l'embarras. En réalité, c'était son propre embarras qu'il trahissait. Favorable à l'unité sur les bases indiquées par les 22, il n'avait pas eu le courage de le dire et il s'était abrité derrière un paravent. Piètre paravent!

On me rapporte que des militants communistes d'une région auraient depuis longtemps donné leur adhésion aux 22 s'ils n'y avaient pas vu le nom de Cadeau. Il n'y tient pas beaucoup de place cependant. Je suppose que ce n'est là qu'un prétexte. Pour d'autres le prétexte c'est le nom de Dumoulin, c'est le mien. Qu'y faire? Attendre patiemment que le courage pousse au cœur de ces camarades trop timides.

J'ai répété, à propos d'un article de Patri, ce que j'avais dit à la conférence de janvier : « Il n'est pas possible que les militants communistes sérieux se déjugent aussi malhonnêtement à quelques années d'intervalle sur un problème capital comme l'unité syndicale ». Patri me réplique : « Sur ce point entièrement d'accord. » Puis-je lui répliquer à mon tour : Si vous ne vous déjugez pas, alors qu'attendez-vous pour faire quelque chose? On attend votre effort, votre part d'efforts à vous « les communistes qui ne se déjugent pas ». Mais voilà huit mois qu'on ne voit rien venir.

Non, il n'y a pas recul non plus dans le secteur de la C.G.T.U. Cela pourrait et devrait avancer plus vite, voilà tout.

Dans un autre secteur, celui de la Fédération autonome des fonctionnaires, il s'est produit des difficultés. Dans tout mouvement il s'en produit, mais peut-être là ont-elles été plus graves. L'initiative de rassembler les 22 était partie des militants de cette Fédération, Piquemal et Laplagne. Or, le manifeste des 22 n'était pas plutôt lancé qu'une opposition violente y était déclanchée par des militants des Indirectes comme Boursicot, reprenant la plupart des critiques communistes. Ça n'a pas facilité la tâche de Piquemal et de Laplagne. Et cela vient d'aboutir au vote d'une résolution comminatoire par le dernier Congrès des Indirectes. Le Comité de propagande pour l'Unité devrait accepter de sortir de sa tâche bien précise pour jouer au besoin un rôle plus large. C'est évidemment impossible. Et je passe sur « l'Unité qui ne doit pas être un regroupement platonique pour le plaisir de n'avoir qu'une seule Centrale syndicale ».

Ce petit tour du front d'unité n'est pas décourageant. Evidemment ceux qui croient que tout vient sans peine ne seront pas enthousiasmés de si peu. Mais nous savons qu'il ne faut pas vouloir récolter avant d'avoir semé.

Pierre MONATTE.

Un morceau d'unité ouvrière

Les " Amis de la Nature " au Molkenrain

Ceux des lecteurs de la *R. P.* qui, durant la grande guerre, ont combattu dans les Vosges et pris part aux boucheries du Hartmannswillerkopf, connaissent le Molkenrain. Cette montagne de 1200 mètres est située à l'ouest du Hartmann qu'elle rattache au massif du Grand Ballon, le point culminant de la chaîne. Ses flancs sont couverts de belles forêts ombreuses, son sommet couronné d'un vert pâturage où, l'été, paissent des moutons et des vaches. Sur l'une des pentes de ce pâturage s'élève une marcairerie; sur l'autre, à la lisière de gros hêtres noueux, se dresse le refuge des « Amis de la Nature ».

Qu'est-ce que les « Amis de la Nature »? Peu de Français le savent. Moi-même j'ignorais tout d'eux il y a seulement trois semaines. Je sais aujourd'hui que c'est une association touristique prolétarienne, créée en Autriche il y a longtemps déjà, par des travailleurs fervents de la montagne, mais adversaires de l'esprit bourgeois qui domine dans les sociétés soi-disant « neutres ». Cette association s'est peu à peu internationalisée, conquérant des adhérents dans les pays centraux d'abord, puis dans d'autres pays d'Europe. Au lendemain de la guerre, elle faisait son apparition en Alsace, où elle compte aujourd'hui plusieurs centaines de membres, répartis dans les sections de Schiltigheim, Neudorf, Strasbourg, Sainte-Marie-aux-Mines, Colmar, Guebwiller, Mulhouse, Thann, etc. Une section existe aussi à Florange (Moselle) et trois autres seulement dans la France d'avant Versailles, à Paris, Nancy et Grenoble.

Au total, les « Amis de la Nature » sont 250.000 et leur influence s'est étendue jusqu'en Amérique. Examinant leurs statuts, vous n'y trouvez rien de révolutionnaire. A côté des excursions, de la construction de refuges et de la démarcation des sentiers, la Société inscrit bien dans son programme les conférences, la création de bibliothèques, la vulgarisation des connaissances scientifiques. Cela la distingue quelque peu des Sociétés uniquement préoccupées de sport. Mais ce n'est pas ce qui peut lui conférer le caractère prolétarien. D'où donc le tient-elle ce caractère? Car elle le possède, elle le possède bien! Ceux qui se sont trouvés au Molkenrain le jour de la Pentecôte n'en peuvent douter.

Elle le tient des faits : ses adhérents sont des travailleurs, ses animateurs sont des militants appartenant aux diverses tendances du mouvement ouvrier, ses manifestations ont le caractère de classe.

***

Le 24 mai dernier, dimanche de la Pentecôte, près d'un millier d'« Amis de la Nature » — 983, pour être exact, — se sont rencontrés au sommet du Molkenrain.

La réunion avait été organisée par le groupe de Thann, possesseur du refuge. La moitié des assistants étaient des Alsaciens. Après eux, 200 Badois, venus de Karlsruhe, Ludwigshafen, Manheim et Fribourg, formaient le plus gros contingent. Les Suisses venaient ensuite, au nombre d'une centaine, représentant Bâle, Zurich et Neufchâtel. Des Allemands de Leipzig, Vienne, Stuttgart, Saarbrücken, Kaiserslautern, etc., constituaient le restant, avec deux Hollandais, un Tchécoslovaque et... huit Français de la vieille France.

Elle offrait un spectacle pittoresque en même temps qu'impressionnant, la vieille chaume envahie par les « Amis ». Partout des groupes s'étaient éparpillés. Les uns avaient préféré l'ombrage, les autres choisi le soleil. Des camarades mangeaient les vivres tirées des rucksacks, ou faisaient mijoter leur dîner dans la casserole de campement. D'autres causaient, plaisantaient, discutaient, lisaient, chantaient, faisaient de la musique. Beaucoup, simplement vêtus d'un pantalon mi-cuisse, la tête, le torse et les membres nus, prenaient un bain de lézard. On voyait quelques vieux, quelques enfants, des adolescents, des personnes d'âge mûr, mais surtout des jeunes gens et des jeunes filles. A tout instant arrivaient de nouvelles bandes, les unes par les sentiers de Willer et de Thann, les autres par ceux du Hartmann. Il y avait sans cesse du monde à la fontaine. Une foule se pressait à l'intérieur du refuge et sur la terrasse, où l'on vendait de la soupe chaude, des portions diverses, du café, des sirops et de la limonade, des cartes-vues et des articles pour fumeur.

J'étais venu en compagnie d'un autre instituteur, abonné comme moi à la *R. P.* Nous nous mettons à la recherche du camarade Thuillier, président du groupe de Nancy. Nous l'avons bientôt trouvé, s'entretenant en espéranto avec des Allemands. Il nous accueille avec la plus grande amabilité et nous renseigne sur tout ce que nous désirons connaître.

Ce refuge que nous admirons, ce sont les camarades de Thann qui l'ont construit eux-mêmes, à 25 ou 30, en travaillant le dimanche pendant près de trois ans. Ils ont monté les matériaux depuis la vallée jusqu'à la chaume, ils ont maçonné cette maison d'un étage qui possède une cuisine, une salle spacieuse pour les repas, une bibliothèque, deux chambres à coucher pouvant abriter 40 personnes. Cela leur a coûté pas mal d'argent, mais, peu à peu, leur dette s'amortit. Chacune des sections alsaciennes a un refuge dans les montagnes des Vosges. Celui de Fréconrupt, appartenant au groupe de Schiltigheim, et celui du Schnepfenried, appartenant au groupe de Colmar, ont été édifiés dans les mêmes conditions que celui du Molkenrain.

La section de Nancy n'a pas encore de refuge à elle. Peut-être, un jour, pourra-t-elle en élever un aussi. Mais les Vosges sont pour elle un peu plus lointaines et d'accès moins aisé que pour les sections d'Alsace. En dehors du tourisme et du naturisme, elle s'occupe pas mal, elle, d'éducation par les entretiens et les discussions entre camarades. Elle a, chaque vendredi, à la Maison du peuple, une réunion où l'on parle éthique, science ou socialisme. Chacun, quelle que soit sa tendance, peut y développer librement ses idées.

Socialistes et communistes sont en désaccord sur les moyens de faire la révolution. Mais les uns et les autres doivent convenir que ce qui manque le plus à la révolution, ce sont des hommes capables de la comprendre et de la réaliser. Parmi les adhérents des partis et des syndicats, combien de suiveurs, combien d'apathiques, combien d'individus de bonne volonté prisonniers de l'ignorance et des habitudes, n'apportent au mouvement qu'une force réduite. Qu'une œuvre éducative les tire de l'ornière, les élève à la fois physiquement, intellectuellement et moralement, l'effort qu'ils fourniront à la grande tâche sera plus sérieux et plus puissant. Voyez la Russie. Toutes les difficultés qu'elle éprouve à édifier la société nouvelle proviennent de l'état misérable dans lequel ont croupi si longtemps ses moujiks. Il lui faut une élite, il lui faut des spécialistes. N'en trouvant pas assez dans le peuple, elle a dû faire appel à des bourgeois,

même à des bourgeois étrangers, qu'elle paye bien cher et qui, parfois, la servent mal. Ce n'est là qu'un pis-aller, un expédient transitoire. Il lui faut faire l'impossible pour tirer de son prolétariat une élite d'autre nature, d'autre origine, d'autre conscience. Ce n'est qu'à ce prix qu'aboutira la grande tâche entreprise.

La situation qui se présente actuellement en Russie peut demain se présenter chez nous. Pourquoi l'attendre? Pourquoi ne pas chercher dès maintenant à créer, — dans les limites où nous le pouvons, — des éléments ouvriers prêts à faire aller la machine aux lieu et place de la bourgeoisie expropriée? Les « Amis de la Nature » se proposent cette tâche. Ils laissent partis et syndicats agir sur le terrain qui leur est propre. Eux n'ambitionnent que de leur fournir des hommes, dans l'acception la plus élevée du terme...

J'écoutais le camarade Thuillier et je retrouvais, formulées par lui, des idées qui depuis longtemps sont les miennes. Il y a belle lurette que j'ai conclu que point n'était besoin de travailler à faire venir la révolution. Elle vient bien toute seule! Elle vient bien vite! Elle est là, même, et, ce qui manque, c'est un prolétariat capable de l'utiliser. La grande guerre et le fascisme ont-ils eu d'autres causes que le retard du « facteur subjectif » sur le « facteur objectif » dans l'évolution de la société industrielle?...

Cependant, tandis que Thuillier parle, un camarade badois, allongé près de nous sur le gazon, cause avec véhémence à un Suisse, assis à l'ombre d'un arbre. Je comprends qu'il lui raconte l'affaire Krupp. Un autre Allemand déploie un journal illustré. Je reconnais l'A. I. Z., un hebdomadaire communiste pas mal fait, à mon avis, et dont nous n'avons malheureusement pas l'équivalent chez nous. Les sons d'un violon et des voix de jeunes filles frappent nos oreilles. Ce sont ceux de Colmar qui, sous les hêtres, donnent un concert. Nous écoutons en silence. Mes yeux, par dessus les cimes des arbres, contemplent là-bas la plaine de Mulhouse et le Jura brumeux. Quand le chant tombe, je ne puis m'empêcher d'exprimer tout haut la pensée qui m'est venue : Les pauvres bougres d'il y a quinze ans, ils entendaient ici une autre musique! Savoir ce qu'ils diraient de la réunion d'aujourd'hui ?...

Une Badoise vend des brochures contre la guerre, au profit des refuges de la Forêt Noire. Une Mulhousienne vend des billets de tombola, au profit de la Maison du peuple confédérée. D'autres vendent des insignes rouges, portant en allemand l'inscription : « Rencontre internationale des Amis de la Nature au Molkenrain. Pentecôte 1931. » J'ai l'occasion de parcourir l'organe mensuel des « Amis » suisses. J'apprends qu'un Saxon est venu à pied de son pays, en quatre semaines, couchant en chemin dans les Auberges de la Jeunesse.

Mais la cloche du refuge retentit. Ceux qui sont assis ou couchés se redressent. Tout le monde gagne la crête de la chaume, où une petite tribune a été établie.

Des Allemands ont fabriqué un drapeau rouge. On l'attache à la tribune. Il claque au vent, face à la grande croix blanche du sinistre Hartmann, qu'il domine de plus de cent mètres. Entre elle et lui, le creux du Silberloch, où 2.000 Français dorment sous les croix de bois.

Deux chœurs allemands sont chantés par un groupe, puis commence la longue série des discours. C'est le président du groupe de Thann, l'organisateur de la rencontre, qui l'ouvre :

— Genossinnen und Genossen!...

Sa voix forte et claire porte au loin. Ils doivent l'entendre, les morts vers lesquels il se tourne. Il remercie, il salue, puis il exalte l'œuvre des « Amis de la Nature ». Il fait allusion aux jours sanglants qu'ont vécus sur ce coin de terre poilus et feldgrauen, et il maudit la guerre et le capitalisme qui l'engendre. Le même thème sera repris tour à tour par chacun des orateurs, avec des variantes, mais tous affirmeront leur volonté de s'opposer à de nouveaux massacres et de répondre à la guerre par la révolte. Presque tous parlent allemand, quelques-uns espéranto, Thuillier français. Le délégué de Zurich emploie tour à tour français et allemand, se traduisant lui-même, phrase par phrase. Deux gendarmes sortis du bois se sont approchés, se sont couchés sur l'herbe, comme la plupart des assistants, et écoutent placidement. Après chaque discours, retentit, poussé d'abord par l'orateur, puis par la foule, le salut des touristes ouvriers : « Berg frei! » (1).

Pour finir, l'Internationale est chantée en chœur par tous les « Amis » de langue allemande.

La manifestation internationale du Molkenrain est terminée. Des groupes vont coucher ici, au refuge ou sous de vastes tentes. D'autres gagneront des auberges de montagne voisines de ces parages. D'autres enfin s'apprêtent à redescendre au fond des vallées.

Des Suisses du Tessin chantent « Bandiera Rossa ». Je fais la connaissance d'un camarade slovène qui travaille en Alsace. Il ne sait que quelques mots de français, parle l'allemand et l'espéranto. Nous parvenons tant bien que mal à nous comprendre. Il me demande si je connais *Monde*, *l'Ecole Emancipée*, Freinet et Boubou. Je lui parle, moi, d'*Isk*, revue socialiste allemande, de la *Neue Welt* de Strasbourg et d'autres journaux allemands. Je m'aperçois que nous sommes quelque peu de la même « tendance ».

— Socialiste? Communiste?

Il n'appartient plus à aucun parti. Moi non plus.

— Parteilos ?

— Oui, Parteilos !

Mon camarade et moi, nous sommes partis avec des Souabes qui s'en allaient vers Freundstein, en emportant le drapeau rouge. Le lendemain, nous les avons retrouvés à Thann, buvant la bière, avant de reprendre l'auto-car qui devait les ramener à Stuttgart. Dans le café où nous étions en leur compagnie, à une table voisine de la nôtre, un bourgeois disait entre ses dents :

— Ces gens-là, c'est à coups de mitrailleuses qu'on devrait les recevoir !

Dans une boutique où j'étais entré, des camarades allemandes faisaient des emplettes. La patronne, pour flatter sans doute le Français de France que je lui paraissais à mon langage, apostropha son garçon :

— Fous boufez bas leur barler Vrançais à ces sales Poches !

Sur les murs, de grandes affiches annonçaient une manifestation patriotique au Hartmann. Les anciens chasseurs à pied devaient y monter, après avoir été reçus solennellement par la municipalité de Mulhouse. La municipalité de Mulhouse ? Wicky, socialiste !

GEORGES AIRELLE.

P. S. — Si les détails qui précèdent ont pu intéresser des lecteurs de la *R. P.* et si certains d'entre eux désirent de plus amples renseignements sur les « Amis de la Nature », ils peuvent écrire au camarade Thuillier, 20, rue Alfred-Mézières, Nancy, qui leur donnera toutes les indications désirables. Espérons que ce mouvement d'éducation prolétarienne, auquel collaborent fraternellement des camarades de toutes tendances, socialistes, anarchistes, communistes, connaîtra quelque jour chez nous le succès qu'il connaît déjà dans les pays de langue allemande. — G. A.

(1) A ce cri de « Berg Heil! » (Salut, Montagnards!) les Sociétés alpines socialistes, les « Naturfreunde » opposent un autre cri : « Berg frei! » (Montagnes libres! Montagnes à tous!). — ANDRÉ CHAMSON. *Tyrol.*

LE PRINTEMPS D'UNE RÉVOLUTION

Deux jours à Barcelone

Quelques heures à rouler dans la chaleureuse, riche et vert-sombre campagne catalane, un jardin. Et c'est la grande gare, Barcelone. Syllabes où l'on voit jouer la lumière et qui appellent en mon esprit une vision déjà lointaine... En 1918, un bateau chargé de troupes de renfort algériennes vogue vers la France; les hasards de la guerre sous-marine l'obligent à passer tout près de la côte catalane et, soudain, c'est devant nous, dans le soleil, tout près, la grande ville blanche dont on voit parfaitement les places, les cathédrales, les avenues feuillues. Et, les yeux écarquillés, soldat parmi les autres soldats, je contemple cette chose extraordinaire, une Terre en Paix!... Quelle impression va-t-elle me faire aujourd'hui, la ville d'un autre monde, l'oasis pacifique?

UN HOMME DE LA RUE

Mais, pendant qu'au sortir de la gare, le nez en l'air, je cherche un *Terminus* qui n'existe que dans mon imagination, un pisteur d'hôtel a réussi à s'emparer de ma valise. Et d'autorité il m'entraîne vers quelque endroit dont je me méfie d'instinct. (Car je les connais, ces pisteurs méditerranéens, je connais les escopettes attendant les nouveaux débarqués!)

Et le type engage la conversation : je la connais encore, cette amabilité des guides et larbins internationaux!

Mais ce sont des propos bien bizarres pour un garcon d'hôtel en service!

Il s'informe de l'opinion publique française :

— Ou'est-ce qu'on dit en France de notre révolution?... On dit que c'est mauvais, n'est-ce pas? Les Français ont peur!

Vexé de n'avoir pas su me débrouiller tout seul, je proteste :

— Les Français n'ont pas peur, jamais! Sans ça ils ne seraient pas Français!

— Mais si. Tenez, hier matin, j'amenais un couple. La dame qui lisait un peu l'espagnol tombe sur un journal communiste, *Solidaridad Obrera*. Aussitôt ils n'ont plus voulu rester. Ils ont repris le premier train pour la France.

— Pourtant tout est calme ici? Vous n'avez pas eu de troubles comme à Madrid?

— Non. Pas encore.

— Ca va donc venir?

— Peut-être ce soir à neuf heures.

— Hein ?

— On demande la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Et le gouvernement, aujourd'hui, il a fait sortir tous les curés des couvents. Et il les a mis on ne sait pas où... D'ailleurs, regardez là.

En effet, voici des soldats qui gardent une rue et là d'autres militaires d'allure bizarre, verdâtres et coiffés d'un ridicule tricorne dont la face arrière ressemble à un chasse-neige de locomotive.

— Et ceux-là, qu'est-ce que c'est?

— Des gardes civils.

Ah vrai! ils n'ont pas beaucoup d'allure ces défenseurs de la royauté et de toutes les dictatures. Ils portent le brassard républicain : bleu violacé, jaune et rouge.

Mon type commence à m'intéresser. Sournoisement, je l'interroge :

— Le journal dont vous parliez, *Solidaridad*, c'est bien un journal communiste?

Je sais que c'est l'organe de la Confédération nationale du Travail. On peut le qualifier d'anarcho-syndicaliste, mais sûrement pas de communiste.

— Oui! oui! communiste. Mais, vous savez, y en a beaucoup, des journaux maintenant. Mais le meilleur c'est *La Batalla*. Celui-là, il dit bien la vérité!

Tiens! C'est l'hebdomadaire du groupe Maurin, des communistes dissidents.

Et voilà qu'il est proclamé le meilleur journal par un homme de la rue, qui, visiblement ne s'est éveillé à l'intérêt politique que depuis peu de temps, qui ne sait rien du programme et du passé des partis et qui attend des événements révolutionnaires pour « neuf heures du soir »!

Je pense au « garçon de cour » de Trotsky.

POLITIQUE D'ABORD

Et mon homme de la rue n'est pas le seul à palpiter d'intérêt politique. Toute la Catalogne est ainsi. Le peuple ne s'intéresse plus qu'à une sorte de problèmes : ceux de la vie politique.

Les spectacles sont à la base politique : la *Tragédie de Jaca* au cinéma. Comme affiches les portraits, plus grands que nature et dans le genre angélique, des derniers fusillés d'Alphonse : de beaux gars qui ont l'air de fiancés bien conventionnels. Une énorme pancarte portée par deux hommes : « Venez voir à l'Olympia les obsèques du premier soldat tombé pour la République. »

Et la littérature! Dans tous les kiosques, littérature politique d'abord! Les brochures des intellectuels espagnols: *Pour l'Espagne, contre le roi, Alphonse XIII démasqué, Les raisons de la IIe République*, des ouvrages catalans et surtout des ouvrages socialistes : tout le Trotsky est là. Lénine aussi offert à tout venant. Voici l'impérialisme qualifié d'étape « superior » du capitalisme. Mais pourquoi ne vois-je pas le *Sur la route de l'insurrection* qui serait si d'actualité? Voilà même Plekhanov et son travail sur l'anarchisme. Voici le plan quinquennal et le discours de Staline. Voici une revue à faucille et à marteau : « *Contre la culture bourgeoise* ». L'Espagne se jette sur toute cette littérature politique avec une avidité d'affamée. Et puis c'est si bon de pouvoir acquérir librement, au grand jour, pour quelques pesetas ce qui naguère vous eût conduit à Montjuich!

Mais la grande chose, le grand moyen d'éducation, c'est la conversation. Parle-t-on encore d'amour, du temps et des affaires? On en pourrait douter. *République, anarchisme, séparation de l'église, Catalogne, impérialisme, Maroc, communisme*, ces mots voltigent autour de vous en tous lieux : dans les tramways, au café, sur les boulevards. Et la passion supprimant les distances, on s'interpelle sans se connaître, on riposte au premier venu et comme le sujet intéresse les voisins, voici un meeting spontané, vingt à cinquante personnes sur le trottoir, argumentant, quoi qu'on pense, avec ordre, calme et courtoisie. Certains points des places et des boulevards sont ainsi couverts de grappes humaines discutantes du matin à la nuit avancée. En elles des gens de tous âges — presque tous de mise modeste — mais une majorité de jeunes gens. C'est tout naturel. Quand ils ont suffisamment discuté, ils s'en vont sifflant une retentissante *Marseillaise!* D'autres en groupe, dans un coin, pressés autour d'un morceau de papier, déchiffrent et épèlent l'*Internationale*. Ils ont tout à apprendre, les jeunes gens grandis sous la dictature et ils ont une telle tâche devant eux!

Me montrant une nouvelle grappe humaine qui se presse devant un journal qu'un kiosque vient de déployer en affiche, une camarade qui a vécu en Russie me dit : « Voyez, c'est comme en 1917! » En effet, c'est, comme en 1917, la révolution, la vague de fond qui soulève tout un peuple, l'arrache à ses manières habituelles de penser et le lance dans de nouvelles voies.

Mais il importe d'examiner les forces organisées devant cette vague et celles, au milieu d'elles, qui peuvent être capables de la diriger et de la transformer en réalité durable.

LE GOUVERNEMENT

Il est assez drôle. Il est bicéphale (Madrid et Barcelone) et bicolore : à Barcelone, c'est un homme nouveau, une figure très populaire, un persécuté de l'ancien régime, tandis qu'à Madrid ce sont des bourgeois authentiques, conservateurs, catholiques, socialistes, ministres de dictateurs et de roi... ou capables de l'être.

Si l'on peut se servir d'analogies, à Madrid, c'est le prince Lvof, à Barcelone c'est Kerensky.

Mais cette distinction n'a plus guère d'importance aujourd'hui. La république catalane a vécu. Les ouvriers catalans n'en ont pas voulu. « Nous sommes contre toutes les frontières, ont-ils dit. Ce n'est pas pour en créer de nouvelles! » Et le Kerensky catalan a cédé, rôle de tous les Kerensky.

En principe, la nouvelle Espagne sera fédérale, comme la Suisse. C'est-à-dire qu'en fait elle sera centralisée, sauf pour les questions d'instruction publique, d'agriculture et de beaux-arts.

Un seul gouvernement va donc compter, celui de Madrid.

Et il se caractérise par une chose : son incapacité à donner satisfaction aux aspirations populaires. Malgré sa crainte du peuple, il est condamné à l'immobilité par son désir de conservatisme.

Exemple : Il n'a pas pu s'opposer à ce que le peuple désarme les *somaten* qui étaient des sortes de gardes nationaux bourgeois. Après la chute d'Alphonse, dans les villages, et même dans les faubourgs des grandes villes, des délégations d'ouvriers se sont présentées chez ces bourgeois armés et leur ont, tout simplement, réclamé leurs armes. Le gouvernement a laissé faire. Mais aujourd'hui il vient de décider de réapprovisionner ces *somaten* en « armes courtes », pistolets et grenades.

Autre exemple : *la terre*. Le gouvernement a préparé un décret qui remplace le partage des terres, souhaité par les paysans, par un système de rachat absolument impossible. Un système qui ferait que les paysans resteraient, pendant des vies entières, débiteurs de leurs maîtres actuels.

Autre exemple : la mansuétude du gouvernement pour toutes les forces réactionnaires. De là les *journées* de mai.

Autre exemple enfin de l'impuissance comique de ce gouvernement : la question Trotsky. D'après ses propres déclarations, il voulait bien donner un visa de passeport à Trotsky. Mais il ne pouvait pas savoir ce que penserait le gouvernement qui viendrait après lui! Alors il ne pouvait pas prendre de décision!...

Que s'appelle-t-il alors *gouvernement*, même provisoire! Qu'il s'en aille!

C'est ce que commence à souhaiter ouvertement l'Espagne.

LA C. N. T.

La grosse force populaire de la Catalogne et de l'Espagne, c'est la Confédération Nationale du Travail. Association syndicaliste révolutionnaire, principale force de l'*Association Internationale des Travailleurs*, la C. N. T. a traversé toutes les années de dictature. Martinez Anido, Primo de Rivera, Berenguer, les sicaires et les *pistoleros* des « Syndicats libres » lui infligèrent des pertes terribles. Sous le seul Martinez Anido il y eut trois cent soixante assassinats de militants. Des quantités de camarades ne connurent pas d'autre résidence que Montjuich, Figuerras et les Baléares. Cependant, à peine le régime dictatorial et royal était-il ébranlé, la C. N. T. se retrouvait debout, organisait trois grèves générales à Barcelone dans le seul mois de novembre et, suspendant le boycott des élections, contribuait puissamment au succès des républicains. Le 14 avril, ce sont des camarades de la C. N. T. qui, s'emparant du Central télégraphique, annonçaient à toute l'Espagne que la république catalane était proclamée, coup final qui ne laissait à Alphonse qu'un espoir : la fuite.

— Aujourd'hui, me dit un camarade, le secrétaire du syndicat de la métallurgie, nous faisons des adhésions à ne savoir qu'en faire. Si nous n'en faisons pas plus, c'est que les presses à imprimer les cartes ne peuvent pas aller plus vite. Des organisations entières de l'U. G. T., la Centrale syndicale socialiste, viennent chez nous. *Solidaridad Obrera* tire à 40.000 exemplaires par jour, simplement parce que nous ne pouvons pas en imprimer plus. Dès maintenant nous sommes la grosse force morale. Dans deux mois nous aurons organisé tout le prolétariat.

— Alors, vous allez pouvoir passer à l'étape prochaine!

— A la révolution sociale? Oh! nous avons d'abord besoin de nous organiser, de refaire une vraie Confédération. Nous avons tant souffert sous les dictatures !

Et cette nécessité de souffler après le premier succès, tous les camarades la proclament.

— Si nous pouvions le faire, me dit Clara, direc-

teur de *Solidaridad Obrera* (un directeur bien peu directorial, un vrai camarade) si nous pouvions le faire, bien sûr que nous renverserions le capitalisme. Mais nous n'avons pas pu. Encore maintenant nous n'avons pas la force. Autant le reconnaître franchement!

— Songe, me dit Pestagna, secrétaire de la Confédération (rien du dictateur!) songe que même pour prendre la parole dans les meetings nous manquons d'hommes. Des quantités de nouveaux et de jeunes arrivent chez nous. Mais que savent-ils? Nous avons un besoin terrible d'éducation et d'organisation.

On sent les hommes sortis des prisons, sortis des ténèbres interminables de la dictature, qui viennent d'arriver dans une clairière et qui respirent enfin. Ils sont tout heureux de pouvoir aller au syndicat sans pressentir, à l'entrée, des assassins mercenaires ou des mouchards ignobles. Ils vont maintenant au syndicat comme des hommes libres!

— Mais, dis-je à l'un d'eux, est-ce que tu crois que cette belle liberté va durer toujours? Est-ce que tu ne vois pas que le gouvernement va, un jour prochain, tourner ses armes contre vous? Il y a eu Cavaignac en France...

— Evidemment, dit-il, ce sont des bourgeois... Mais ce colonel Macia, c'est une belle figure, très aimée du peuple. C'est plutôt un intellectuel révolutionnaire, tu sais... Et puis, s'ils attaquent, nous nous défendrons.

Et là je comprends que la C. N. T. ne croit pas à l'imminence d'une attaque bourgeoise. D'autre part, qu'elle a très grande confiance en sa force de résistance. Avec juste raison d'ailleurs : elle présente la force du nombre d'abord, et puis avec ses traditions qui lui font mêler les pratiques de l'anarchisme à celles du syndicalisme, elle peut être, dans la défensive, excellente. Mais dans la bataille sociale, toute classe qui ne fait que se défendre est vaincue d'avance.

— Quelle force principale avez-vous contre vous? demandai-je au camarade secrétaire de la métallurgie.

— La garde civile, ce rempart de toutes les dictatures. Ils sont tous monarchistes là-dedans, malgré leurs brassards.

— Et l'armée?

— Tous les soldats sont républicains. Beaucoup d'officiers sont des révolutionnaires. Ils ont conspiré sous la dictature. En somme l'armée est pleine de sympathie pour le peuple. Et le jour où nous serons sûrs seulement de sa neutralité, nous nous moquerons de la garde civile.

— Et le problème de la terre, dis-je à Pestagna, va-t-il se poser dans les mois qui viennent?

— Sûrement. Le paysan espagnol est terriblement exploité. De là cette émigration constante, alors que des terres étendues restent en friche. En général, c'est le régime de la grande propriété. Il y a des propriétés énormes, vastes comme des régions, où le maître possède non seulement la terre, mais les villages, les chapelles, tout, sauf les hommes. Et si un paysan déplaît au maître, il faut qu'il quitte la région. En Catalogne, c'est autre chose. La situation varie d'ailleurs beaucoup avec les provinces. Mais partout il y a dispute entre ceux qui travaillent la terre et les propriétaires.

— Ces travailleurs sont organisés?

— Oui, dans la C. N. T. Et ils nous donnent beaucoup de travail. Ils n'en font qu'à leur tête. Ainsi en Andalousie, ils n'ont que deux idées : tuer les gendarmes et les propriétaires et partager la terre. Si ça arrive, ce sera une terrible jacquerie! Alors que nous voulons, nous, l'institution de fermes collectives.

— Et le Maroc?

— Eh bien, pendant des dizaines d'années le peuple a été tout à fait contre cette expédition militaire. C'était un souci terrible pour chaque paysan qui voyait partir ses fils au régiment. Mais maintenant, c'est calme là-bas. Primo de Rivera a eu de la chance! Il a réussi. Il a terminé la guerre. Et ç'a été beaucoup pour son long succès ici. Aujourd'hui le peuple n'a plus la hantise du Maroc. Il ne comprendrait pas que nous allions dire : « Il faut l'abandonner. » Il dirait : « Pourquoi? puisqu'il paye maintenant ses propres dépenses! » A vrai dire, nous n'avons pas encore étudié la question. Mais, puisque nous allons avoir l'organisation fédérative de l'Espagne, le Maroc pourrait peut-être entrer dans cette Fédération...

— Ceci me paraît bien dangereux. Avez-vous remarqué la démarche du *Centre commercial Hispano-Marocain* de Madrid? Il demande au gouvernement de prendre toutes mesures pour permettre enfin la mise en valeur du Maroc : des terres « sans indemnité aucune au Maghzen », une Banque agricole, des travaux publics, une réforme de la mauvaise administration, un statut définitif « des colons, des commerçants, des industriels et des indigènes ». Il faut que l'Espagne retire enfin le fruit de ses sacrifices, disent ces personnages. C'est l'aggravation de l'exploitation coloniale. Et si la république bourgeoise peut avoir un sens colonial, c'est celui-là. Ne le craignez-vous pas?

— Je le répète, nous n'avons pas encore étudié la question. Mais dans cette république fédérative nous demanderions que les droits de citoyen soient donnés à tous, aussi bien aux Marocains qu'aux Espagnols... En tous cas, si jamais la guerre recommençait là-bas, nous serions contre.

Voici donc cette C. N. T., une belle organisation syndicale de masses, vraiment ouvrière, sans bureaucratie ni dictateurs, mais ne paraissant pas avoir en matière de vision et de stratégie sociales l'extraordinaire perspicacité qui serait indispensable dans les mois qui viennent. Il y a des moments où un homme voyant clair vaut plus que mille mausers! « Rendre Blanqui à l'insurrection! grognait Thiers, plutôt lui donner une division! » Et encore, il y a plus clairvoyant que Blanqui... A mon avis, les camarades de la C. N. T. ne se rendent, avant tout, pas assez compte de l'extrême fragilité de cette lune de miel avec le gouvernement de Macia.

LE GROUPE MAURIN

C'est le *Bloc Ouvrier et Paysan*. Des communistes dissidents. L'ancienne Fédération catalane du P. C. espagnol exclue du parti pour des raisons diverses, notamment un désaccord sur la question syndicale : ils veulent militer à l'intérieur de la C. N. T., alors que les communistes officiels voulaient la scission syndicale, la formation immédiate d'une section squelettique de l'I. S. R.

Comme la C. N. T., ils ont le vent en poupe : un joli local sur la place Macia (ex-place Royale), un hebdomadaire intéressant, *La Batalla*, une organisation peu nombreuse encore, mais en croissance, une grande influence morale.

— Notre dernier numéro s'est enlevé en une heure! me dit l'ami Arlandis, un ancien militant des Cuirs et Peaux marseillais. Si nous avions pu avoir un tirage double, il serait parti tout entier. Et nos meetings! Il faut voir ça! Le 1er mai nous appelions le peuple dans une grande salle du palais de l'Exposition. La grève étant complète, les gens devaient traverser tout Barcelone à pied. Eh bien, avant l'heure du meeting la salle était bondée. Plusieurs milliers de personnes. Et il en resta plus du double à la porte.

— Magnifique!... Et les communistes officiels, quelle est leur influence?

— Très petite. Ils ont de l'argent, mais très peu d'hommes. Et pas d'auditeurs. Ils demandent des choses impossibles comme la prise du pouvoir immédiate. Et puis ils disent trop de mensonges. Tu n'as qu'à voir les articles de Gabriel Péri! Il raconte, par exemple, que le peuple a donné l'assaut à la forteresse de Montjuich. Or il n'y a rien eu qui se puisse appeler un assaut populaire. Il raconte à ses lecteurs que l'*Humanité* est interdite en Espagne. Or, on la trouve dans tous les kiosques!... Mais tu n'as qu'à aller les voir, si ça te dit. Ça peut être utile pour ton information.

— Oh non! D'ailleurs, ils ne voudraient pas me recevoir... Mais, dis-moi, avec cette influence grandissante, l'avenir politique s'annonce heureusement!

— Oui, mais nous avons besoin de nous organiser! Je viens de passer trente-trois mois en prison. Les camarades, la même chose. Le parti naît seulement. Il nous faudrait encore trois ans d'organisation.

— Trois ans! Mais tu es bien optimiste! Tu crois que la bourgeoisie va vous laisser trois ans, que vous n'aurez pas avant un Kornilov?

— Sans doute, ça peut exister. Sanjurjo peut vouloir jouer au Cavaignac, nous massacrer et faire une dictature comme au Portugal. Cependant, il nous faudrait bien trois ans.

Un autre camarade, Nin, me dit :

— C'est justement le tragique de cette révolution. Le prolétariat se trouve à la veille de la victoire ou de la défaite, alors qu'il n'est pas organisé. S'il avait seulement un parti de 10.000 membres, la victoire serait assurée.

Quant à Maurin, il a parfaitement conscience de la proche possibilité d'une offensive bourgeoise. Il a conscience que cette situation entre l'impérialisme et la révolution est toute temporaire et que la solution est une question de mois.

— Il faut, dit-il, nous organiser rapidement, en même temps que nous polarisons les masses, c'est-à-dire : 1° les prolétaires; 2° les classes moyennes chez qui les étudiants et les intellectuels sont déjà en pleine effervescence; 3° les paysans, tout à l'attente anxieuse de la terre; 4° l'armée, dont la discipline est déjà complètement rompue. Et contrairement aux communistes officiels qui réclament la prise du pouvoir immédiate, nous réclamons, pour conquérir ces diverses catégories sociales, la *révolution démocratique*.

« *Il faut pousser plus loin la révolution commencée!* », tel est, en effet, le titre du numéro spécial de *La Batalla* après les journées de mai.

Et voici le développement :

« ...Le général Berenguer, général palatin, courtisan, fidèle laquais du roi détrôné, quittait samedi la prison, à la surprise douloureuse de tout le peuple. Le gouvernement capitulait ouvertement. Les réactionnaires gagnaient une position après l'autre.

Mais la classe ouvrière de Madrid n'a pas voulu consentir plus longtemps à une politique d'abandon et de capitulation... Et l'action révolutionnaire s'est imposée. Et le gouvernement n'a pu qu'agir conformément à la volonté populaire. Quelques monarchistes ont été incarcérés. Berenguer est retourné en prison. La presse réactionnaire a été en partie muselée.

« La révolution par en bas, la révolution permanente est la seule garantie que la réaction ne triomphera pas de nouveau. La première attaque révolutionnaire a été de résultats brillants. Mais elle n'est pas autre chose qu'un pas en avant. Il faut continuer le travail révolutionnaire.

« Les prisons sont aujourd'hui vides. Il faut les remplir de monarchistes. La presse réactionnaire doit être supprimée.

« Il faut annihiler le pouvoir de l'Eglise. Assez de couvents, assez d'églises.

« Il faut en finir avec la vieille aristocratie. Et qu'apparaisse la révolution agraire. Que les paysans pauvres se répartissent la terre des grands propriétaires, ce sera, pour la réaction, un coup de poignard dans le cœur.

« Il faut détruire l'armée monarchique. Il faut défaire la garde civile. Il faut dissoudre la police.

« Il faut faire, en un mot, la Révolution démocratique.

« Un peu de révolution chaque jour!

« Révolution permanente! »

On ne peut nier que ce langage très clair ne soit *d'actualité*, admirablement adapté aux événements, et qu'il ne doive trouver l'oreille d'une population qui cherche sa voie. De là l'admiration de mon pisteur d'hôtel : « Celui-là, il dit bien la vérité! »

PERSPECTIVES

« Mais qu'est-ce qui va se passer? » Je vous entends bien, avec votre inévitable question de l'impatience!

Eh bien, il est difficile de dire tout ce qui peut être possible dans les mois qui viennent.

Mais on peut au moins dire ce qui est impossible : c'est le gouvernement actuel, ou du moins sa persistance.

Ce gouvernement ne peut, en effet, compter s'appuyer de façon durable sur aucun élément de la société espagnole : ni sur la bourgeoisie industrielle (qui est inexistante), ni sur l'aristocratie, ni sur l'église, ni sur l'armée, ni encore moins sur le prolétariat. A moins qu'il ne se transforme en dictature — encore lui faudrait-il l'armée! — il est condamné à disparaître. S'il peut exister aujourd'hui, c'est que l'église, l'armée, la finance étrangère font bloc sur lui comme sur un moindre mal, comme sur une barrière au pire des fléaux, le pouvoir prolétarien. D'autre part, le changement de régime a soulevé dans les classes moyennes et chez les prolétaires des enthousiasmes qui les rendent pleins d'indulgence pour le nouveau gouvernement. Mais toutes ces circonstances ne dureront pas toujours! Et il apparaîtra un jour prochain, comme le dit Louzon, que « Zamora est aussi impossible que Kerensky. »

Qu'arrivera-t-il alors?

Cavaignac? C'est possible. Un général peut trou-

ver des troupes et attaquer le prolétariat des grandes villes. Dans ce cas, malgré leurs belles qualités de résistance, une seule possibilité de victoire pour nos camarades : c'est que grâce à une bonne propagande, grâce à un prestige prolétarien suffisant, les troupes du Cavaignac se mettent à fondre, comme ont fondu celles de Kornilov devant Petrograd.

Prise du pouvoir par la C. N. T.? Ce serait évidemment la meilleure solution, étant donnée l'énorme force de cette organisation. Mais voudra-t-elle du pouvoir? Il ne le semble pas. Cependant ne pourrait-il pas se révéler dans son sein une tendance qui se résigne, sinon au principe, du moins au fait de la prise du pouvoir? Ne pourrait-il pas se trouver des gens qui se rendent compte que l'alternative est : ou bien un nouveau Primo, ou bien les prolétaires et qui organiseraient un pouvoir tout à fait terrible pour tous les Primo, mais absolument libéral pour les camarades prolétaires? Ce n'est pas impossible. Ce serait même sûrement pour l'Espagne, la solution la plus facile, la plus pacifique et la plus durable.

Prise du pouvoir par le *Bloc Ouvrier et Paysan?* C'est ainsi que les choses se sont passées en Russie. Quand, après la chute de Nicolas II, la campagne s'est ouverte pour la conquête des masses, les majoritaires du parti social-démocrate russe n'étaient peut-être pas plus organisés et influents que les camarades du groupe Maurin; ces camarades ont une juste compréhension des événements. C'est la condition primordiale pour le succès de leur tâche écrasante.

Succès du parti communiste? Il lui faudrait, outre de l'argent, des gens qui sachent voir clair dans les choses, qui sachent ce qu'ils veulent et comment ils le veulent. Est-ce possible avec le régime actuel de l'Internationale? Si ce n'est pas possible, ce dont j'ai peur, les communistes espagnols feront non de l'anticapitalisme, mais de l'antimaurinisme et de l'antisyndicalisme. Et Trotsky ajoutera un chapitre à son « grand organisateur des défaites » prolétariennes.

Guerre, à la face de la bourgeoisie, entre les différentes tendances du mouvement ouvrier? C'est l'éventualité la plus épouvantable. Et elle ne pourrait se terminer que d'une façon : la survenue d'un dictateur.

... Ainsi, de quelque façon qu'on envisage le problème, on aboutit à cette évidence que l'avenir ne peut être que :

Ou un dictateur.

Ou le pouvoir du prolétariat.

Puissent les prolétaires espagnols être bien persuadés qu'il n'y a pas d'autre éventualité.

JEAN-PIERRE.

Notre inventaire syndical

Nous pensions que la publication du questionnaire sur l'inventaire syndical nous vaudrait une foule de petites monographies départementales.

Avouons que nous n'en avons pas reçu une seule.

Pourtant nous avons obtenu depuis trois mois une quinzaine de promesses fermes. L'envoi de l'article n'était qu'une question de temps, de quelques renseignements à rechercher ou à vérifier.

Pourtant il devrait suffire que nous demandions quelque chose par le canal de la revue, sans avoir besoin d'écrire en particulier, pour que nos amis connus et inconnus se mettent au travail.

Le plus curieux c'est que les camarades qui ont mis en branle cette enquête utile et intéressante sont au nombre de ceux qui ne donnent plus signe de vie.

Secouez-vous, nos amis, secouez-vous!

Documents sur l'Espagne

La République, un leurre !

L'Espagne a passé par sa révolution « pacifique », accueillie avec joie par tous les hommes qui veulent le bien. Ce fut une révolution exemplaire pour tous ceux qui nourrissent la croyance, et même la certitude, qu'à la longue le bien l'emporte sur le mal. Les urnes ont parlé : la majorité du peuple s'est prononcée contre la monarchie, ou bien plutôt contre le monarque régnant; celui-ci et sa famille se sont empressés de faire leurs malles et de partir pour l'étranger à la première occasion.

La République fut proclamée, un gouvernement provisoire, dans lequel siègent trois socialistes, fut institué; et presque tout le monde est heureux et content. Tout ce qui, en Espagne, est « démocrate » et « républicain » travaille à présent côte à côte pour stabiliser la République et préparer à la patrie commune un avenir brillant et heureux.

Tout, dis-je, sauf quelques esprits critiques, qui pensent que la révolution politique qui vient de se dérouler en Espagne ne peut avoir une signification véritable pour la classe ouvrière que si elle est suivie par une révolution sociale, et que c'est précisément une collaboration entre la classe ouvrière et la bourgeoisie soi-disant démocrate qu'il faut éviter, si l'on veut réussir à réaliser la révolution sociale.

Le 1er mai à Madrid

Les conditions actuelles en Espagne sont bien caractérisées par la manière dont a été célébrée la fête du 1er mai, érigée en fête nationale par le curieux mélange d'éléments hétérogènes qu'est le gouvernement « révolutionnaire » provisoire. Partout les ouvriers et les républicains ont fait des fêtes et des démonstrations communes. C'est-à-dire que les manifestants étaient pour 95 % des prolétaires, mais en tête du cortège marchaient les chefs républicains, bras dessus bras dessous avec les leaders ouvriers, et se laissaient applaudir et acclamer par la foule rangée sur leur route.

J'ai eu l'occasion d'assister à la démonstration qui eut lieu à Madrid, à laquelle participèrent, suivant la presse bourgeoise, environ 300.000 personnes. Le cortège lui-même comprenait, disons, 60 à 70.000 personnes, presque exclusivement des ouvriers, marchant en rangs de 20 à 25 hommes et portant avec eux beaucoup de pancartes et de bannières rouges et seulement peu d'emblêmes de la jeune République. Les autres 230.000 « participants » se trouvaient massés en rangs compacts, en une foule qui s'étendait à perte de vue, non seulement des deux côtés de la rue mais encore devant le cortège. En tête du cortège — bras dessus bras dessous avec deux ministres socialistes, des militants ouvriers locaux et une demi-douzaine d'étrangers, encore là après la réunion du Conseil général de la F. S. I., qui s'était terminée la veille, — marchaient un certain nombre de gros bonnets républicains; au premier rang, le maire de Madrid et avec lui le professeur Unamuno, connu pour ses attaques véhémentes contre l'ex-roi Alphonse XIII, mais aussi comme un adversaire des

aspirations et de l'idéal socialistes et de ceux qui militent pour leur réalisation.

Tandis que le cortège avançait, lent et silencieux, attendant chaque fois qu'on ait dégagé la route devant lui sur 30 à 40 mètres, les spectateurs exultaient, accueillaient avec des bravos et des salves d'applaudissements les leaders et plus que tous la figure populaire du professeur, agitaient des drapeaux républicains, poussaient des cris de « Vive la République! » et, de temps à autre, aussi de « Vive le socialisme! », lorsqu'une invitation à cela émanait du cortège même. Avant que le cortège se fût dissous, le chef du gouvernement provisoire, Alcala Zamora, ancien monarchiste, républicain de fraîche date et, comme politicien, un homme d'une renommée fort douteuse, parla à la foule en des termes « inspirés » et « enflammés ». Et la foule l'acclama.

C'est ainsi que se passa à Madrid la journée du 1er mai. D'après ce qu'on m'a dit, la journée fut semblable dans les autres villes du pays.

La participation socialiste au gouvernement provisoire

Il n'existe pas en Espagne de parti républicain proprement dit. Il y a uniquement un grand nombre de personnes plus ou moins connues, politiciens, artistes et intellectuels, qui se disent républicains. Bon nombre d'entre eux ne se sont découvert des convictions républicaines que depuis fort peu de temps. Les uniques organisations dans lesquelles la pensée républicaine était et est personnifiée étaient le Parti socialiste et l'U. G. T. (Union Générale des Travailleurs), qui collabore avec lui. C'est de ces deux organisations que se sont servis ces messieurs — dont la très grande majorité s'est transformée dans un court laps de temps de monarchistes convaincus — c'était naturel — en républicains non moins convaincus — pour renverser la monarchie, pour réaliser leurs propres aspirations politiques et pour défendre leurs intérêts économiques.

Si la classe ouvrière espagnole a fourni son concours pour le renversement de la monarchie, si elle a prêté main-forte aux représentants de la classe bourgeoise, c'était sur sa voie, c'était son intérêt immédiat. On ne saurait en dire autant de ce qui suivit : la participation au gouvernement, l'acceptation, en tant que partie d'un ministère en majorité bourgeois, d'une responsabilité pour le développement ultérieur des événements.

Abstraction faite de la manière dont fut prise la décision de former un gouvernement de coalition, — plus d'une chose pourrait être dite à ce propos, — cette coalition, qui doit servir à consolider les résultats obtenus par la révolution, comporte non seulement de gros dangers pour la révolution, mais menace encore de conduire à l'affaiblissement, à la division, à la scission du mouvement ouvrier. Ce qui s'est produit aujourd'hui en Espagne, se trouvera ne pas être autre chose qu'une répétition du spectacle que la révolution en Allemagne a donné au monde et aura comme effets : de tromper les travailleurs sur la signification réelle de ce qui s'est passé; de détourner l'attention et l'énergie du prolétariat de ses intérêts véritables pour la réalisation d'un leurre, « la République »; des divisions et des luttes intestines, massacres d'ouvriers par des ouvriers; la consolidation et le renforcement, enfin, de la position de la classe bourgeoise, hostile aux ouvriers, et l'affaiblissement de notre mouvement.

Vive opposition socialiste à la participation

L'opinion que j'émets ici est partagée d'ailleurs par une partie très importante des militants ouvriers espagnols. La question de la participation au pouvoir a été l'objet de discussions passionnées au sein de la direction du Parti socialiste et de l'U. G. T. Je n'ai pas faculté de publier tout ce qu'on m'a raconté à ce sujet. On sait que les membres de la minorité ont résigné toutes leurs fonctions au sein du Parti. Ce qui est moins connu, c'est que cette minorité refuse toutes les fonctions que lui offre le gouvernement provisoire. Ce qui est encore moins connu, c'est la grandeur de la minorité qui était contre et la petitesse de la majorité qui était pour la participation.

La minorité de la direction désagrégée met tout en œuvre pour qu'un congrès du Parti soit convoqué immédiatement après les élections à l'Assemblée constituante, congrès où la question de la participation au pouvoir sera soumise au jugement des ouvriers. Elle pense que la majorité du congrès se rangera résolument du côté de la minorité de l'ancienne direction et qu'il sera mis un terme à l'aventure du gouvernement de coalition, avant que le mal créé par lui n'ait pris trop d'ampleur.

« En ce moment le Parti est dirigé par les républicains », c'est ainsi que j'ai entendu, à plus d'une reprise définir la situation.

C'est dire que la coalition impose au Parti toute espèce de restrictions dans sa propagande et son activité, tandis que les républicains profitent de la conjoncture qui leur est favorable, pour créer ou renforcer leur propre organisation dont ils ont un si impérieux besoin. La bourgeoisie libérée de la dictature, grâce aux organisations ouvrières, se sert de la coalition pour consolider ses positions et pouvoir ensuite prévenir par tous les moyens l'émancipation de la classe ouvrière. La minorité dans l'ancienne direction du Parti l'a compris. Son opinion est partagée par les dirigeants des principales organisations syndicales.

Cette manière de voir prend racine et s'étend parmi les ouvriers syndiqués qui comprennent que la présente révolution n'est pas « leur » révolution, que la lutte pour la libération du prolétariat ne se trouve que dans sa toute première phase et que, dans cette lutte, non seulement ils n'ont rien à attendre de « la République », mais encore qu'ils la trouveront contre eux, avec toutes les ressources dont elle dispose.

EDO FIMMEN.

PAS DE CHANCE !

Monmousseau venait de piquer une colère terrible à la lecture de mon article « La voie est ouverte à la Révolution espagnole ».

Dans un filet de la *Vie ouvrière*, j'étais traité de tourne-veste, de quarante-huitard, de quarante-huitard à la canard et à l'imposture, « qui « pond » en chaise percée au profit des successeurs d'Alphonse XIII ».

Tout cela pour cet article sur les « bontés républicaines espagnoles ». Article provocant, paraît-il, pour ce phénomène.

Pour lui et ses pareils, rien de changé en Espagne. A les en croire, la situation s'était même plutôt aggravée.

Patatras!

Voilà que de Moscou on leur demande de corriger l'erreur qui consiste à dire qu'ne Espagne il n'y a rien de changé. Les événements d'avril, leur dit-on, sont le commencement de la Révolution espagnole.

Exactement ce que j'avais dit.

Monmousseau n'a pas plus de chance que de jugeotte.

— P. M.

UNE NOUVELLE ENCYCLIQUE

L'Eglise à la conquête des ouvriers

Nous n'apprendrons rien aux lecteurs de la Révolution Prolétarienne *en évoquant ici la très habile politique sociale poursuivie depuis quarante ans par l'Eglise catholique, politique qu'inaugura le* 15 *mai* 1891 *la célèbre encyclique de Léon XIII,* Rerum Novarum, *sur la condition des ouvriers.*

Le syndicalisme chrétien, qui fait dans ce pays d'évidents progrès et dont le syndicalisme révolutionnaire doit de plus en plus tenir compte, n'en est-il pas le fruit?

Cette politique vient d'entrer, ces jours-ci, dans une phase nouvelle.

Sous la pression des circonstances, et malgré de sérieuses résistances dans son propre sein, l'Eglise se voit obligée d'accentuer son évolution sociale et de mettre au tout premier rang de ses préoccupations la conquête du prolétariat.

« L'ordre social » capitaliste ne s'avère-t-il pas de plus en plus fragile, de plus en plus périssable?

De nombreux jeunes catholiques ne sont-ils pas, de plus en plus, attirés vers le socialisme?

La nécessité de canaliser le mouvement ouvrier n'est-il pas pour l'Eglise, menacée par la révolution sociale, de plus en plus impérieuse?

Pie XI, qui est sans conteste un des chefs les plus intelligents, les plus dangereusement clairvoyants qu'ait jamais eus le catholicisme, poursuit, en l'élargissant singulièrement, la grande manœuvre commencée par Léon XIII.

Saisissant l'occasion du quarantième anniversaire de l'encyclique Rerum Novarum — *anniversaire célébré par Rome et par tout le monde catholique avec un éclat inaccoutumé, — le pape vient de publier, sous le titre* Quadragesimo Anno, *une encyclique nouvelle, dont il nous faut donner ici de larges extraits.*

Léon XIII s'était contenté d'examiner le problème social sous l'angle particulier des rapports à l'usine entre patrons et travailleurs. Pie XI voit plus large, et c'est un tableau de tout le désordre capitaliste qu'il nous présente.

Léon XIII cherchait un antidote à la lutte de classes et voulait le trouver dans le syndicalisme chrétien, dans des organismes d'arbitrage.

Pie XI, le dépassant, se place sur le plan international, s'inquiète pour l'avenir même de l' « ordre social » bourgeois, et après s'être fait le censeur impitoyable de ses dirigeants, prétend leur donner des leçons, les sauver de la catastrophe qui les guette.

Il nous paraît certes douteux que la clientèle habituelle de l'Eglise suive, sans se rebiffer, son pape sur cette voie scabreuse.

L'actuelle querelle de boutique entre le Vatican et Mussolini, entre syndicalisme chrétien et syndicalisme fasciste, prouve que la bourgeoisie n'est pas disposée partout à suivre des leçons si indiscrètes.

Il nous semble aussi qu'en dénonçant si brutalement le « mal social », Pie XI risque fort, au lieu de reconquérir ses brebis « égarées dans le socialisme », d'envoyer au mouvement révolutionnaire de nouvelles recrues.

Enregistrons néanmoins l'encyclique Quadragesimo Anno *comme un signe des temps, comme un des signes les plus frappants de ce temps.* — D. GUÉRIN.

I. CRITIQUE DU REGIME CAPITALISTE

Le relèvement du prolétariat (1)

. . . . . .

Tel est, en effet, le but que Notre prédécesseur (2) se faisait un devoir de poursuivre : travailler au relèvement du prolétariat. Il convient d'urger d'autant plus cette obligation et d'y appuyer avec une plus pressante insistance, que l'on a trop souvent négligé sur ce point les directives de Notre prédécesseur, soit qu'on les passât intentionnellement sous silence, soit qu'on jugeât la tâche irréalisable, alors cependant qu'elle peut être accomplie et qu'il n'est pas permis de s'y soustraire.

L'atténuation du paupérisme, qui, au temps de Léon XIII, s'étalait encore dans toute son horreur, n'a cependant rien enlevé à la valeur et à l'opportunité de ces instructions. Sans aucun doute, la condition des ouvriers s'est sensiblement améliorée et ils jouissent à bien des égards d'un sort plus tolérable; il en est ainsi surtout dans les pays plus prospères et plus policés, où les ouvriers ne pourraient indistinctement passer tous pour accablés de misère et voués à une extrême indigence. *Par ailleurs, toutefois, à mesure que l'industrie et la technique moderne envahissaient rapidement pour s'y installer et les pays neufs et les antiques civilisations de l'Extrême-Orient, on voyait s'accroître aussi l'immense multitude des prolétaires indigents dont la détresse crie vers le ciel.* A quoi s'ajoute encore la puissante armée des salariés ruraux réduits aux plus étroites conditions d'existence et privés « de toute perspective d'une participation à la propriété du sol » et qui, s'il n'y est pourvu de façon efficace et appropriée, resteront à jamais confinés dans les rangs du prolétariat.

Le prolétariat et le paupérisme sont, à coup sûr, deux choses bien distinctes. Il n'en reste pas moins vrai que l'existence d'une immense multitude de prolétaires d'une part, et d'un petit nombre de riches pourvus d'énormes ressources d'autre part, atteste à l'évidence que les richesses créées en si grande abondance à notre époque d'industrialisme sont mal réparties et ne sont pas appliquées comme il conviendrait aux besoins des différentes classes.

. . . . . .

Tout cela, Notre prédécesseur l'a non seulement insinué, mais proclamé en termes clairs et explicites; Nous-même, nous le répétons en cette Lettre avec une nouvelle insistance. *Qu'on en soit bien convaincu, si l'on ne se décide enfin, chacun pour sa part, à le mettre sans délai à exécution, on n'arrivera pas à défendre efficacement l'ordre public, la paix et la tranquillité de la société contre l'assaut des forces révolutionnaires.*

(1) Les sous-titres sont empruntés au texte de l'encyclique paru dans le journal *La Croix*.

(2) Léon XIII.

Transformation du régime économique

De profonds changements ont été subis depuis Léon XIII par le régime économique, aussi bien que par le socialisme.

Et, d'abord, que les conditions économiques aient fortement changé, la chose est manifeste. Vous le savez, vénérables Frères et très chers Fils, Notre Prédécesseur, d'heureuse mémoire, a eu surtout en vue, en écrivant son Encyclique, le régime dans lequel les hommes contribuent d'ordinaire à l'activité économique, les uns par les capitaux, les autres par le travail, comme il le définissait dans une heureuse formule : « Il ne peut y avoir de capital sans travail ni de travail sans capital. »

Le système capitaliste n'est pas intrinsèquement mauvais, mais il a été vicié

Ce régime, Léon XIII consacre tous ses efforts à l'organiser selon la justice : il est donc évident qu'il n'est pas à condamner en lui-même. Et, de fait, ce n'est pas sa constitution qui est mauvaise, mais *il y a violation de l'ordre quand le capital n'engage les ouvriers ou la classe des prolétaires qu'en vue d'exploiter à son gré et à son profit personnel l'industrie et le régime économique tout entier, sans tenir aucun compte ni de la dignité humaine des ouvriers, ni du caractère social de l'activité économique, ni même de la justice sociale et du bien commun.*

Il est vrai que, même à l'heure présente, ce régime n'est pas partout en vigueur; il en est un autre qui gouverne encore une nombreuse et très importante fraction de l'humanité; c'est le cas, par exemple, de la profession agricole, où un très grand nombre d'hommes trouvent leur subsistance au prix d'un travail probe et honnête. Cet autre régime économique n'est pourtant pas exempt d'angoissantes difficultés, que Notre prédécesseur signale en plusieurs endroits de sa Lettre et auxquelles Nous-même avons fait ci-dessus plus d'une allusion.

Mais depuis la publication de l'Encyclique de Léon XIII, avec l'industrialisation progressive du monde, le régime capitaliste a, lui aussi, considérablement étendu son emprise, envahissant et pénétrant les conditions économiques et sociales de ceux-là mêmes qui se trouvent en dehors de son domaine, y introduisant, en même temps que ses avantages, ses inconvénients et ses défauts, et lui imprimant pour ainsi dire sa marque propre.

Ce n'est donc pas seulement pour le bien de ceux qui habitent les régions de capitalisme et d'industrie, mais pour celui du genre humain tout entier, que Nous allons examiner les changements survenus depuis Léon XIII dans le régime capitaliste.

La dictature économique a succédé à la libre concurrence

Ce qui, à notre époque, frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore *l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui d'ordinaire ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires, et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré.*

Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, *si bien que, sans leur consentement, nul ne peut plus respirer.*

Cette concentration du pouvoir et des ressources, qui est comme le trait distinctif de l'économie contemporaine, est le fruit naturel d'une concurrence dont la liberté ne connaît pas de limites; *ceux-là seuls restent debout qui sont les plus forts, ce qui souvent revient à dire qui luttent avec le plus de violence, qui sont le moins gênés par les scrupules de conscience.*

A son tour, cette accumulation de forces et de ressources amène à lutter pour s'emparer de la Puissance, et ceci de trois façons : on combat d'abord pour la maîtrise économique; on se dispute ensuite le pouvoir politique, dont on exploitera les ressources et la puissance dans la lutte économique; le conflit se porte enfin sur le terrain international, soit que les divers Etats mettent leurs forces et leur puissance politiques au service des intérêts économiques de leurs ressortissants, soit qu'ils se prévalent de leurs forces et de leur puissance économiques pour trancher leurs différends politiques.

Funestes conséquences

Ce sont là les dernières conséquences de l'esprit individualiste dans la vie économique, conséquences que vous-mêmes, vénérables Frères et très chers Fils, connaissez parfaitement et déplorez : la libre concurrence s'est détruite elle-même; à la liberté du marché a succédé une dictature économique. L'appétit du gain a fait place à une ambition effrénée de dominer. Toute la vie économique est devenue horriblement dure, implacable, cruelle. A tout cela viennent s'ajouter les graves dommages qui résultent d'une fâcheuse confusion entre les fonctions et devoirs d'ordre politique et ceux d'ordre économique, telle, pour n'en citer qu'un d'une extrême importance, la déchéance du pouvoir ; lui qui devrait gouverner de haut, comme souverain et suprême arbitre, en toute impartialité et dans le seul intérêt du bien commun et de la justice, il est tombé au rang d'esclave et devenu le docile instrument de toutes les passions et de toutes les ambitions de l'intérêt. Dans l'ordre des relations internationales, de la même source sortent deux courants divers : c'est, d'une part, le nationalisme ou même l'impérialisme économique; de l'autre, non moins funeste et détestable, l'internationalisme ou impérialisme international de l'argent, pour lequel là où est l'avantage, là est la patrie.

. . . . . .

Le plus grand désordre du présent régime économique : la ruine des âmes

La plupart des hommes, en effet, sont presque exclusivement frappés par les bouleversements temporels, les désastres et les calamités terrestres. Mais à regarder ces choses comme il convient, du point de vue chrétien, qu'est-ce que tout cela comparé à la ruine des âmes? Car il est exact de dire que telles sont, actuellement, les conditions de la vie économique et sociale qu'un nombre très considérable d'hommes y trouvent les plus grandes difficultés pour opérer l'œuvre, seule nécessaire, de leur salut éternel.

Constitué pasteur et gardien de ces innombrables brebis par le premier pasteur qui les a rachetées de son sang, Nous ne pouvons sans une poignante émotion, arrêter Nos regards sur leur immense détresse. C'est pourquoi Nous souvenant de Notre charge pastorale, Nous ne cessons, avec une paternelle sollicitude de chercher les moyens de leur venir en aide, recourant aussi aux efforts infatigables de ceux qu'y invite un devoir de justice et de charité. A quoi servira d'ailleurs aux hommes de gagner tout l'univers par une plus rationnelle exploitation de ses ressources, s'ils viennent à perdre leurs âmes? A quoi servira de leur inculquer les sûrs principes qui doivent gouverner leur activité économique, s'ils se laissent dévoyer par une cupidité sans frein et un égoïsme sordide, si « connaissant la loi de Dieu, ils agissent tout à l'opposé de ses préceptes »?

Les causes du mal

La déchristianisation de la vie sociale et économique et sa conséquence, l'apostasie des masses laborieuses, résultent des affections désordonnées de l'âme, triste suite du péché originel qui, ayant détruit l'harmonieux équilibre des facultés, dispose les hommes à l'entraînement facile des passions mauvaises et les incite violemment à mettre les biens périssables de ce monde au-dessus des biens durables de l'ordre surnaturel. De là cette soif insatiable des richesses et des biens temporels qui, de tout temps sans doute, a poussé l'homme à violer la loi de Dieu et à fouler aux pieds les droits du prochain, mais qui, dans le régime économique moderne, expose la fragilité humaine à tomber beaucoup plus fréquemment. L'instabilité de la situation économique et celle de l'organisme économique tout entier exigent de tous ceux qui y sont engagés la plus absorbante activité. Il en est résulté chez certains un tel endurcissement de la conscience que tous les moyens leur sont bons qui permettent d'accroître leurs profits et de défendre contre les brusques retours de la fortune les biens si péniblement acquis; les gains si faciles qu'offre à tous l'anarchie des marchés attirent aux fonctions de l'échange, trop de gens dont le seul désir est de réaliser des bénéfices rapides par un travail insignifiant, et dont la spéculation effrénée fait monter et baisser incessamment tous les prix au gré de leur caprice et de leur avidité, déjouant par là les sages prévisions de la production. Les institutions juridiques destinées à favoriser la collaboration des capitaux, en divisant et en limitant les risques, sont trop souvent devenues l'occasion des plus répréhensibles excès; nous voyons, en effet, les responsabilités atténuées au point de ne plus toucher que médiocrement les âmes : sous le couvert d'une résignation collective se commettent les injustices et les fraudes les plus condamnables; les hommes qui gouvernent ces groupements économiques trahissent, au mépris de leurs engagements, les droits de ceux qui leur ont confié l'administration de leur épargne. Il faut signaler enfin ces hommes trop habiles qui, sans s'inquiéter du résultat honnête et utile de leur activité, ne craignent pas d'exciter les mauvais instincts de la clientèle pour les exploiter au gré de leurs intérêts.

. . . . . .

Dès lors, un beaucoup plus grand nombre d'hommes, uniquement préoccupés d'accroître par tous les moyens leur fortune, ont mis leurs intérêts au-dessus de tout et ne se sont fait aucun scrupule même des plus grands crimes contre le prochain. Ceux qui se sont les premiers engagés dans cette voie large qui mène à la perdition ont aisément trouvé beaucoup d'imitateurs de leur iniquité, soit grâce à l'exemple de leur éclatant succès et à l'étalage insolent de leur vie fastueuse, soit en ridiculisant les répugnances des consciences plus délicates, soit encore en écrasant leurs concurrents plus scrupuleux.

La démoralisation des cercles dirigeants de la vie économique devait, par une pente fatale, atteindre le monde ouvrier et l'entraîner dans la même ruine, d'autant plus qu'un très grand nombre de maîtres, sans souci des âmes et même totalement indifférents aux intérêts supérieurs de leurs employés, ne voyaient en eux que des instruments. On est effrayé quand on songe aux graves dangers que courent, dans les ateliers modernes, la moralité des travailleurs, celle des plus jeunes surtout, la pudeur des femmes et des jeunes filles; quand on pense aux obstacles que souvent le régime actuel du travail, et surtout les conditions déplorables de l'habitation, apportent à la cohésion et à l'intimité de la vie familiale; quand on se rappelle les difficultés si grandes et si nombreuses qui s'opposent à la sanctification des jours de fête; quand on considère l'universel affaiblissement de ce vrai sens chrétien qui portait jadis si haut l'idéal même des simples et des ignorants, et qui a fait place à l'unique préoccupation du pain quotidien. Contrairement aux plans de la Providence, le travail destiné, même après le péché originel, au perfectionnement matériel et moral de l'homme, tend, dans ces conditions, à devenir un instrument de dépravation : la matière inerte sort ennoblie de l'atelier, tandis que les hommes s'y corrompent et s'y dégradent.

. . . . . .

II. CRITIQUE DU COMMUNISME ET DU SOCIALISME

TRANSFORMATION DU SOCIALISME

Non moins profonde que celle du régime économique est la transformation subie depuis Léon XIII par le socialisme, le principal adversaire visé par Notre prédécesseur. Alors, en effet, le socialisme pouvait être considéré comme sensiblement un : il défendait des doctrines bien définies et formant un tout organique; depuis, il s'est divisé en deux partis principaux, le plus souvent opposés entre eux et même ennemis acharnés, sans que toutefois ni l'un ni l'autre ait renoncé au fondement antichrétien qui caractérisait le socialisme.

a) Le parti de la violence ou communisme

Une partie, en effet, du socialisme a subi un changement semblable à celui que Nous venons plus haut de faire constater dans l'économie capitaliste et a versé dans le communisme. Celui-ci a dans son enseignement et son action un double objectif qu'il poursuit non pas en secret et par des voies détournées, mais ouvertement, au grand jour et par tous les moyens, même les plus violents : une lutte des classes implacable et la disparition complète de la propriété privée. A la poursuite de ce but, il n'est rien qu'il n'ose, rien qu'il respecte; là où il a pris le pouvoir, il se montre sauvage et inhumain à un degré qu'on a peine à croire et qui tient du prodige, comme en témoignent les épouvantables massacres et les ruines qu'il a accumulées dans d'immenses pays de l'Europe orientale et de l'Asie. A quel point il est l'adversaire et l'ennemi déclaré de la Sainte Eglise et de Dieu lui-même, l'expérience, hélas! ne l'a que trop, bien trop prouvé, et tous le savent abondamment. Nous ne jugeons assurément pas nécessaire d'avertir les fils bons et fidèles de l'Eglise touchant la nature impie et injuste du communisme, mais cependant Nous ne pouvons voir sans une profonde douleur l'incurie de ceux qui, apparemment insouciants de ce danger imminent et lâchement passifs, laissent se propager de toutes parts des doctrines qui, par la violence et le meurtre, vont à la destruction de la société tout entière. Ceux-là surtout méritent d'être condamnés pour leur inertie qui négligent de supprimer ou de changer des états de choses qui exaspèrent les esprits des masses et préparent ainsi la voie au bouleversement et à la ruine de la société (1).

---

(1) Dans son discours de Noël dernier, Pie XI avait déjà prêché la croisade anti-révolutionnaire en ces termes :

« D'universelles et effroyables tempêtes sont sûrement préparées par une propagande subversive de tout ordre et ennemie de toute religion, ...si des idéologies désastreuses, *de déplorables faiblesses et de plus déplorables connivences...* continuent *à trop peu combattre* ces désordres et pis encore à les favoriser.

« ...Il faut encore beaucoup prier (*au moins prier*) pour les admirables champions qui, au nom et pour l'amour de Jésus-Christ, souffrent et meurent dans la Russie, en Sibérie, préparant par leurs souffrances la

b) **Le parti plus modéré, qui a gardé le nom de socialisme**

Plus modéré sans doute est l'autre parti qui a conservé le nom de socialisme : non seulement il repousse le recours à la force, mais, sans rejeter complètement — d'ordinaire du moins — la lutte des classes et la disparition de la propriété privée, il y apporte certaines atténuations et certains tempéraments.

On dirait que le socialisme, effrayé par ses propres principes et par les conséquences qu'en tire le communisme, se tourne vers les doctrines de la vérité chrétienne et, pour ainsi dire, se rapproche d'elles : on ne peut nier, en effet, que parfois ses revendications ressemblent étonnamment à ce que demandent ceux qui veulent réformer la société selon les principes chrétiens.

Il est moins intransigeant touchant la lutte des classes et la suppression de la propriété

La lutte des classes, en effet, si elle renonce aux actes d'hostilité et à la haine mutuelle, se change peu à peu en une légitime discussion d'intérêts, fondée sur la recherche de la justice, et qui, si elle n'est pas cette heureuse paix sociale que nous désirons tous, peut cependant et doit être un point de départ pour arriver à une coopération mutuelle des professions. La guerre déclarée à la propriété privée se calme, elle aussi, de plus en plus et se restreint de telle sorte que, en définitive, ce n'est plus la propriété même des moyens de production qui est attaquée, mais une certaine prépotence sociale, que cette propriété, contre tout droit, s'est arrogée et a usurpée. Et, de fait, une telle puissance appartient en propre non à celui qui simplement possède, mais à l'autorité publique. De la sorte, les choses peuvent en arriver insensiblement à ce que les idées de ce socialisme mitigé ne diffèrent plus de ce que souhaitent et demandent ceux qui cherchent à réformer la société sur la base des principes chrétiens. Car il y a certaines catégories de biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut sans danger pour le bien public être laissée entre les mains des personnes privées.

Peut-on trouver un compromis avec lui ?

Mais alors, si ces faux principes sont ainsi mitigés et en quelque sorte estompés, une question se pose ou plutôt est soulevée à tort de divers côtés : Ne pourrait-on peut-être pas apporter aussi aux principes de la vérité chrétienne quelque adoucissement, quelque tempérament, afin d'aller au-devant du socialisme et de pouvoir se rencontrer avec lui sur une voie moyenne ? Il y en a qui nourrissent le fol espoir de pouvoir ainsi attirer à nous les socialistes. Vaine attente, cependant!

Catholiques passés au socialisme

Cela étant, vénérables Frères, vous pouvez penser avec quelle douleur Nous voyons, dans certaines régions surtout, de Nos fils en grand nombre qui, gardant encore, Nous ne pouvons pas ne pas le croire, leur vraie foi et leur volonté droite, ont abandonné cependant le camp de l'Eglise pour passer dans les rangs du socialisme : les uns se réclamant ouvertement de son nom et professant ses doctrines, les autres entrant, par entraînement ou même comme malgré eux, dans des associations qui, ou explicitement ou en fait, sont socialistes.

Pous Nous, dans les anxiétés de Notre sollicitude paternelle, Nous Nous demandons et cherchons à comprendre comment il a pu se faire qu'ils en arrivent à une telle aberration, et il Nous semble entendre ce que beaucoup d'entre eux répondent pour s'excuser : l'Eglise et ceux qui font profession de lui être attachés sont pour les riches et ne s'occupent pas des ouvriers, ne font rien pour eux ; force leur était, s'ils voulaient pourvoir à leurs intérêts, d'entrer dans les rangs du socialisme.

C'est une chose bien lamentable, vénérables Frères, qu'il y ait eu, qu'il y ait même, hélas! encore des hommes qui, tout en se disant catholiques, se souviennent à peine de cette sublime loi de justice et de charité en vertu de laquelle il ne nous est pas seulement enjoint de rendre à chacun ce qui lui revient, mais encore de porter secours à nos frères indigents comme au Christ lui-même; qui, chose plus grave, ne craignent pas d'opprimer les travailleurs par esprit de lucre. Bien plus, il en est qui abusent de la religion elle-même, cherchant à couvrir de son nom leurs injustes exactions, pour écarter les réclamations pleinement justifiées de leurs ouvriers. Nous ne cesserons jamais de stigmatiser une pareille conduite; ce sont ces hommes qui sont cause que l'Eglise, sans l'avoir en rien mérité, a pu avoir l'air et s'est vu accuser, de prendre le parti des riches et de n'avoir aucun sentiment de pitié pour les besoins et les peines de ceux qui se trouvent déshérités de leur part de bien-être en cette vie.

Apparence fausse et accusation calomnieuse, toute l'histoire de l'Eglise en fournit la preuve! L'Encyclique même dont nous célébrons l'anniversaire, est le témoignage le plus éclatant de la souveraine injustice avec laquelle ces calomnies et ces injures sont prodiguées à l'Eglise et à sa doctrine.

III. — LE PAPE A LA RECHERCHE D'UN NOUVEL « ORDRE SOCIAL »

1° **Collaboration des divers corps professionnels**

L'objectif que doivent avant tout se proposer l'Etat et l'élite des citoyens, ce à quoi ils doivent appliquer tout d'abord leur effort, c'est de mettre un terme au conflit qui divise les classes et de provoquer et encourager une cordiale collaboration des professions.

La politique sociale mettra donc tous ses soins à reconstituer les corps professionnels. Jusqu'à présent, en effet, la société reste plongée dans un état violent, partant instable et chancelant, puisqu'elle se fonde sur des classes que des appétits contradictoires mettent en conflit et qui, de ce chef, inclinent trop facilement à la haine et à la guerre. En effet, bien que le travail, ainsi que l'exposait nettement Notre prédécesseur dans son Encyclique, ne soit pas une simple marchandise, qu'il faille reconnaître en lui la dignité humaine de l'ouvrier et qu'on ne puisse pas l'échanger comme une denrée quelconque, de nos jours, sur le marché du travail, l'offre et la demande opposent les parties en deux classes, comme en deux camps; le débat qui s'ouvre transforme le marché en un champ clos où les deux armées se livrent un combat acharné. A ce grave désordre qui mène la société à la ruine, tout le monde le comprend, il est urgent de porter un prompt remède. Mais on ne saurait arriver à une guérison parfaite que si à ces classes opposées on substitue des organes bien constitués, des « ordres » ou des « professions » qui groupent les hommes non pas d'après la position qu'ils occupent sur le marché du travail, mais d'après les différentes branches de l'activité sociale auxquelles ils se rattachent. De même, en effet, que ceux que

---

renaissance dans le Christ de ces immenses régions...

« ...Il est du reste absolument impossible que les peuples possèdent et goûtent cette tranquillité dans l'ordre et la liberté..., aussi longtemps que de l'intérieur et de l'extérieur montent des menaces et des périls auxquels *il n'a pas été paré par des mesures et des précautions suffisantes de défense.* »

rapprochent des relations de voisinage en viennent à constituer des cités, ainsi la nature incline les membres d'un même métier ou d'une même profession, quelle qu'elle soit, à créer des groupements corporatifs, si bien que beaucoup considèrent de tels groupements comme des organes sinon essentiels, du moins naturels dans la société.

. . . . . .

Il est à peine besoin de le rappeler ici, ce que Léon XIII a enseigné au sujet des formes de gouvernement vaut également, toute proportion gardée, pour les groupements corporatifs des diverses professions et doit leur être appliqué : les hommes sont libres d'adopter telle forme d'organisation qu'ils préfèrent, pourvu seulement qu'il soit tenu compte des exigences de la justice et du bien commun.

Mais, comme les habitants d'une cité ont coutume de créer aux fins les plus diverses des associations auxquelles il est loisible à chacun de donner ou de refuser son nom, ainsi les personnes qui exercent la même profession gardent la faculté de s'associer librement en vue de certains objets qui, d'une manière quelconque, se rapportent à cette profession. Comme ces libres associations ont été clairement et exactement décrites par Notre illustre prédécesseur, il suffira d'insister sur un point : l'homme est libre non seulement de créer de pareilles Sociétés d'ordre et de droit privé, mais encore de leur « donner les statuts et règlements qui paraissent les plus appropriés au but poursuivi ». La même faculté doit être reconnue pour les associations dont l'objet déborde le cadre propre des diverses professions. Puissent les libres associations qui fleurissent déjà et portent de si heureux fruits, se donner pour tâche, en pleine conformité avec les principes de la philosophie sociale chrétienne, de frayer la voie à ces organismes meilleurs, à ces groupements corporatifs dont Nous avons parlé, et d'arriver, chacune dans la mesure de ses moyens, à en procurer la réalisation.

. . . . . .

Récemment (1), ainsi que nul ne l'ignore, a été inaugurée une organisation syndicale et coopérative d'un genre particulier. L'objet même de Notre Encyclique nous fait un devoir de la mentionner et de lui consacrer quelques réflexions opportunes.

L'Etat accorde au Syndicat une reconnaissance légale qui n'est pas sans conférer à ce dernier un caractère de monopole, en tant que seul le Syndicat reconnu peut représenter respectivement les ouvriers et les patrons, que seul il est autorisé à conclure les contrats ou conventions collectives de travail. L'affiliation au Syndicat est facultative, et c'est dans ce sens seulement que l'on peut qualifier de libre cette organisation syndicale, vu que la cotisation syndicale et d'autres contributions spéciales sont obligatoires pour tous ceux qui appartiennent à une catégorie déterminée, ouvriers aussi bien que patrons, comme sont aussi obligatoires les conventions collectives de travail conclues par le Syndicat légal. Il est vrai qu'il a été officiellement déclaré que le Syndicat légal n'exclut pas l'existence d'associations professionnelles de fait.

Les corporations sont constituées par les représentants des Syndicats ouvriers et patronaux d'une même profession ou d'un même métier et, ainsi que de vrais et propres organes ou institutions d'Etat dirigent et coordonnent l'activité des Syndicats dans toutes les matières d'intérêt commun.

Grève et lock-out sont interdits; si les parties ne peuvent se mettre d'accord, c'est l'autorité qui intervient.

(1) Allusion au syndicalisme fasciste.

Pas n'est besoin de beaucoup de réflexion pour découvrir les avantages de l'institution, si sommairement que Nous l'ayons décrite : collaboration pacifique des classes, éviction de l'action et des organisations socialistes, influence modératrice d'une magistrature spéciale.

Mais, pour ne rien omettre en une matière si importante, tenant compte des principes généraux ci-dessus invoqués et de ce que Nous ajouterons à l'instant, Nous devons dire cependant qu'à Notre connaissance il ne manque pas de personnes qui redoutent que l'Etat ne se substitue à l'initiative privée, au lieu de se limiter à une aide ou à une assistance nécessaire et suffisante. On craint que la nouvelle organisation syndicale et corporative ne revête un caractère exagérément bureaucratique et politique, et que, nonobstant les avantages généraux déjà mentionnés, elle ne risque d'être mise au service de fins politiques particulières, plutôt que de contribuer à l'avènement d'un meilleur équilibre social.

. . . . . .

2° Restauration d'un principe directeur de la vie économique

Une autre chose encore reste à faire, qui se rattache étroitement à tout ce qui précède. De même qu'on ne saurait fonder l'unité du corps social sur l'opposition des classes, ainsi on ne peut attendre du libre jeu de la concurrence l'avènement d'un régime économique bien ordonné. C'est, en effet, de cette illusion, comme d'une source contaminée, que sont sorties toutes les erreurs de la science économique individualiste. Cette science, supprimant par oubli ou ignorance le caractère social et moral de la vie économique, pensait que les pouvoirs publics doivent abandonner celle-ci, affranchie de toute contrainte, à ses propres réactions, la liberté du marché et de la concurrence lui fournissant un principe directif plus sûr que l'intervention de n'importe quelle intelligence créée. Sans doute, contenue dans de justes limites, la libre concurrence est chose légitime et utile; jamais, pourtant, elle ne saurait servir de norme régulatrice à la vie économique. Les faits l'ont surabondamment prouvé, depuis qu'on a mis en pratique les *postulats d'un néfaste individualisme*. Il est donc absolument nécessaire de replacer la vie économique sous la loi d'un principe directeur juste et efficace. La dictature économique qui a succédé aujourd'hui à la libre concurrence ne saurait assurément remplir cette fonction; elle le peut d'autant moins que, immodérée et violente de sa nature, elle a besoin, pour se rendre utile aux hommes, d'un frein énergique et d'une sage direction, qu'elle ne trouve pas en elle-même. C'est donc à des principes supérieurs et plus nobles qu'il faut demander *de gouverner avec une sévère intégrité ces puissances économiques*, c'est-à-dire à la justice et à la charité sociales. Cette justice doit donc pénétrer complètement les institutions mêmes et la vie tout entière des peuples; son efficacité vraiment opérante doit surtout se manifester par la création d'un ordre juridique et social qui informe en quelque sorte toute la vie économique. Quant à la charité sociale, elle doit être l'âme de cet ordre que les pouvoirs publics doivent s'employer à protéger et à défendre efficacement; tâche dont ils s'acquitteront plus facilement s'ils veulent bien se libérer des attributions qui, Nous l'avons déjà dit, ne sont pas de leur domaine propre.

Il convient aussi que les diverses nations, si étroitement solidaires et interdépendantes dans l'ordre économique, mettent en commun leurs réflexions et leurs efforts pour hâter, à la faveur d'engagements et d'institutions sagement conçus, l'avènement d'une bienfaisante et heureuse collaboration économique internationale.

...Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

LIX

La Solution des 22 jugée par R. Vivès

*L'article suivant de R. Vivès, paru dans l'*Ecole Libératrice *du* 11 *avril, a provoqué de vives discussions dans les milieux du Syndicat national des instituteurs et même en dehors d'eux. Il a sa place tout indiquée dans notre enquête :*

Nous nous sommes engagés à l'examiner de très près par sympathie pour l'idée elle-même, par sentiment de bonne camaraderie à l'égard des nombreux militants de nos sections qui lui ont apporté, avec plus de ferveur que d'esprit critique, une adhésion sans réserves, par besoin d'écarter de nos préoccupations, après mûre réflexion et débat sérieux, une tentative vouée à un échec certain et dont les résultats les plus probables paraissent devoir être malfaisants.

Nous nous excusons de dire sans atténuation notre pensée; l'échec pur et simple nous paraît être le moindre mal que l'on puisse attendre de ces efforts, louables en principe. Nous pouvons craindre qu'en soit ralenti le mouvement qui ramène à la C. G. T. un grand nombre de travailleurs — on ne saurait dire que l'Unité gagnerait à son arrêt, — mais surtout, en dépit de leurs intentions que nous ne suspectons pas, nous redoutons que la seule fin possible, en dehors de l'échec, soit la constitution d'une nouvelle C. G. T. Les promoteurs du Congrès unitaire de 1920 et leurs adhérents enthousiastes voulaient-ils tous arriver au point où ils en sont?

⁂

D'où nous viennent de si noirs pressentiments? Des hommes et surtout des événements.

Nous n'éprouvons nullement le besoin malsain de rechercher quels sont, parmi les 22, ceux qui ont, dans le passé, le plus souvent trahi leurs amis, ni de nous demander si pour certains d'entre eux la campagne pour l'Unité n'est pas la seule raison d'être. Nous retiendrons seulement que les plus marquants d'entre eux, par une fatalité dont on ne saurait leur garder rancune, se sont trouvés mêlés à des mouvements qui ont abouti à la dislocation temporaire de la minorité confédérale de 1918, à la dislocation de la C. G. T., à la chute d'autorité et d'effectifs de la C. G. T. U., à la crise survenue dans telle ou telle fédération. Peut-être est-ce de notre part préjugé ridicule; nous considérons avec scepticisme une tentative pour l'Unité faite par des hommes que la malignité des dieux a plutôt utilisés dans le passé comme des instruments involontaires de division; jusqu'ici ils ont eu peu de chance en ce domaine, nous craignons qu'il en soit de même à l'avenir.

⁂

Dès leur premier geste, n'ont-ils pas d'ailleurs été frappés d'aveuglement?

« Ils précisent que chacun devra rester fermement attaché à son organisation syndicale propre, jusqu'au jour où se réalisera l'Unité. »

Il est curieux de constater qu'après avoir reproché aux dirigeants des deux C. G. T. de s'installer dans la scission, ils en font à tous une obligation morale jusqu'au jour où sera reconstituée l'Unité, sur les bases assez floues qu'ils déterminent et selon le processus qu'ils voudront bien nous indiquer. Nous n'arrivons pas, quant à nous, à comprendre comment des syndiqués confédérés, mieux des militants, peuvent admettre comme noyau central du rassemblement souhaité un groupement de fonctionnaires qui accepte pour une durée indéterminée la perspective de rester étranger à l'une comme à l'autre des deux C. G. T.; encore moins qu'on dise à ces camarades: « Restez donc autonomes ».

« Ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'Unité syndicale unique sur les bases de la Charte d'Amiens. »

Ils sont disposés à attendre que la C. G. T. U. accepte cette base, qu'elle traite jusqu'ici comme une méprisable erreur de nos devanciers; ont-ils pris la précaution de faire ample provision de patience? Ainsi, tandis qu'en adoptant cette base on exclut de l'Unité tous les tenants d'une inspiration politique, c'est-à-dire la grosse majorité de la C. G. T. U., on nous dit : « Tant que cette majorité ne sera pas venue à nous, nous devons cristalliser nos organisations dans leurs positions respectives actuelles. » N'est-ce pas de l'aveuglement? Et les non syndiqués doivent-ils, eux aussi, rester en dehors des organisations de peur de changer le rapport des forces ouvrières?

De plus, quelle utilité y a-t-il à constituer une nouvelle C. G. T. pour reproduire dans ses statuts les idées incluses dans ceux qui nous régissent ou dans les motions de congrès? L'attachement aux principes de la lutte de classes et de l'indépendance du syndicalisme sera-t-il plus solide pour avoir été à nouveau solennellement affirmé? En admettant que le Congrès confédéral prochain vote la participation à un congrès d'unité, quelles forces nos 800.000 syndiqués et leurs cadres trouveraient-ils à côté d'eux? Une poignée d'autonomes, une masse plutôt réduite d'unitaires. Qui saurait empêcher la majorité de demain, semblable à celle d'hier, de fouler aux pieds — comme on l'accuse, à tort ou à raison, de le faire — les principes inscrits au fronton de l'édifice? Et que ferait-on si le Congrès d'Unité répondait : « L'Unité se fera au sein de la C. G. T. » ?

En fait, et il était difficile qu'il en fût autrement, il s'agit de tenter une concentration des effectifs syndicaux français, autour de ceux qui n'ont pu faire triompher leurs conceptions ni à droite, ni à gauche.

A la rigueur, on pourrait considérer avec sympathie et scepticisme à la fois un mouvement purement mystique sur l'Unité, considérée en elle-même, sans aucune discussion de tendance. Nous suivrions d'un œil indulgent les quelques douzaines d'illuminés qui s'en iraient par le monde criant à tue-tête : « Unité! Refaites l'Unité! »

Nos 22 ont trop vécu pour se lancer dans une telle croisade.

Qu'on relise leurs articles; ils éclairent singulièrement tous les termes de leur très court manifeste (12 lignes de partie utile). C'est une campagne doctrinale qu'ils ont engagée. La C. G. T. est intégrée dans l'Etat bourgeois, elle a abandonné l'esprit et la lettre de ses textes organiques; il n'y a plus rien à attendre d'elle. La C. G. T. U., en se subordonnant au parti communiste, a rompu avec la masse; il n'est plus possible de lui demander une action efficace. La classe ouvrière ne retrouvera sa puissance qu'en se groupant autour des néo-unitaires et en suivant leurs directives. Aussi aboutissent-ils à cette conclusion pratique : acceptons l'état de choses actuel, sans y rien changer, jusqu'au jour où nos thèses l'auront emporté dans les deux C. G. T.

Et l'on sent par trop dans quelques-uns des articles parus qu'il nous est offert à la fois des doctrines et des chefs.

S'ils ont véritablement l'esprit unitaire, s'ils sont capables, comme ils l'affirment, de vivre en commun avec les syndiqués de toutes tendances, s'appelleraient-ils Jouhaux ou Laurent, pourquoi posent-ils comme fondement de l'Unité une plate-forme qui exclut de la Centrale unique toute l'extrême-gauche du mouvement syndical?

Pourquoi, puisqu'en somme ils sont résignés à cette rupture, persistent-ils à mener la vie commune avec ceux qui affirment la valeur de la direction communiste?

Pourquoi considèrent-ils comme des traîtres les unitaires de la C. G. T. U. qui, tels Juin, proposent de faire faire de suite un grand pas à l'Unité en rentrant en bloc à la C. G. T.?

Nous craignons qu'à leurs yeux il n'y ait d'unité valable en dehors de leurs conceptions et de leur direction.

Nous n'en sommes pas convaincu comme eux; nous ne sommes pas certain qu'il faille être à leurs côtés pour servir utilement la cause de l'Unité ouvrière.

Leur initiative, qu'a-t-elle produit?

Un réveil des vieilles animosités;

Une atmosphère moins propice que celle d'hier au rapprochement;

Un excellent prétexte pour les inorganisés de rester en dehors de ces querelles et de toute organisation syndicale;

Une dépense déjà énorme de paroles, d'encre, de papier et de temps qui auraient trouvé dans l'étude des problèmes sociaux et dans la lutte contre notre seul adversaire une plus utile application.

Mais combien d'adhésions nouvelles à la C. G. T., à la C. G. T. U., à la Fédération autonome, lui doit-on?

Les 22 n'ont pas atteint l'Unité; ils ne paraissent pas en avoir trouvé le chemin. Nous voudrions le chercher dans une autre direction, quitte à confesser notre erreur s'ils atteignent leur but, et à leur rendre hommage, car nous suivrons toujours la majorité, même s'ils ont réussi à l'entraîner contre notre désir.

LX

Réponse de Baldacci à Vivès

*Baldacci, le militant syndicaliste de la Loire, a fait à Vivès la réponse suivante que l'*Ecole Libératrice *a publiée dans son numéro du* 30 *mai :*

Qui aime bien, châtie bien! Vivès dit avoir beaucoup de sympathie pour l'Unité syndicale. A voir comme il la châtie, et comme il nous châtie, — nous, les défenseurs de l'Unité — on n'en peut douter.

Il faut même que sa sympathie soit en réalité de l'amour puisqu'il est dit que l'amour rend aveugle. Car Vivès, qui nous reproche notre aveuglement, est bien aussi aveugle que nous. Et puisque c'est l'amour de l'Unité qui nous aveugle mutuellement, vidons au grand jour notre scène de jalousie.

⁂

Vivès aimerait mieux l'Unité que nous. Ce n'est pas possible. En tout cas, il ne l'a pas encore démontré ni montré. S'il l'aime, c'est en cachette.

Il assure que nous allons à des catastrophes avec notre campagne pour l'unité. Des catastrophes? Comme si l'Unité pouvait mener à des catastrophes. J'ai peur que Vivès se laisse impressionner par les propos des voisins et des commères. Ainsi, il reprend à son compte le dernier argument imaginé par la C. G. T. sur le « *chacun devra rester attaché à son organisme propre* ». Il reprend aussi, argent comptant, l'argument des centristes trotskystes suivant lequel, en adoptant pour base la Charte d'Amiens, les 22 excluent de l'Unité tous les tenants d'une inspiration politique, d'une inspiration communiste. Laissons leurs sophismes aux adversaires de l'Unité. Douterais-tu, Vivès, de la solidité de tes propres arguments, pour aller ainsi chercher un pareil renfort? De l'esprit critique, que diable!

Et un peu plus de confiance dans la vertu de l'Unité. Pourquoi n'accorder au mouvement des 22 que deux fins possibles : l'échec pur et simple ou la constitution d'une 3e ou d'une 4e C. G. T.? Pourquoi écarter délibérément, sans examen, d'autres fins également possibles; à mon avis, les seules possibles : un demi-succès, c'est-à-dire un progrès fait, au bout du compte, par l'idée d'unité syndicale; le succès entier, la fusion des centrales existantes et des organisations autonomes en une C. G. T. unique?

⁂

Non, les 22 n'ont pas été frappés d'aveuglement, dès leur premier geste, en déclarant que chacun doit rester attaché à son organisation syndicale propre jusqu'au jour où se réalisera l'Unité. Ils ont vu clairement, au contraire, les conditions dans lesquelles un mouvement sincère et loyal en faveur de l'Unité peut se dérouler. Ils n'ont pas voulu que les militants sérieux de l'une et l'autre C. G. T. puissent craindre que ce mouvement ne soit qu'une manœuvre contre une centrale au bénéfice de sa rivale. Les *communistes* les accusent néanmoins de faire le jeu de la C. G. T., mais cette accusation ne trouve pas crédit. Les *dirigeants confédérés* les accusent de leur côté, de fournir des armes à la C. G. T. U.; ils parlent, eux aussi, de manœuvre; mais en réalité ils savent très bien qu'il n'y a pas moyen de confondre la campagne des 22 avec celle, par exemple, des soi-disant « Amis de l'Unité » fondés par le parti communiste il y a quelques années. De là, un vif dépit chez nos dirigeants confédéraux.

Les 22 ont voulu faire tomber ces craintes. Ont-ils eu tort?

Ils ont voulu autre chose qui découle de leur conception même pour l'Unité. Les résistances et les obstacles à l'Unité ne sont pas d'un seul côté. Pour faire tomber ces résistances et ces obstacles des deux côtés, il faut que chacun s'y emploie dans la C. G. T. où il est. Qu'y a-t-il à redire contre cela? Au lieu de parler d'aveuglement, ne faut-il pas dire que les 22 ont sur ce point une vue claire et juste?

⁂

Quel aveuglement y a-t-il à prendre pour base de l'Unité la Charte d'Amiens? Comment peut-on pré-

tendre qu'en agissant ainsi on exclut de l'Unité tous les tenants d'une inspiration politique?

Quand les trotskystes de l'Enseignement unitaire, qui avaient dit quelques mois avant que l'Unité n'était ni possible ni désirable, virent l'accueil que recevait l'appel des 22, ils imaginèrent de se faire passer pour des éléments qu'on excluait de l'Unité. S'il y avait un peu d'esprit critique dans nos milieux, on leur aurait ri au nez. Contre Tartufe, rien de meilleur que le rire.

Au contraire, tous les adversaires de l'Unité ont repris le refrain; quelques amis timides de l'Unité aussi, puisque Vivès lui-même a repris cet argument.

Ce n'est pas le lieu de défendre cette brave Charte d'Amiens contre tous les reproches qui lui sont faits. Cela nous mènerait trop loin. Mais s'il est un reproche sans fondement, c'est bien celui d'exclure qui que ce soit de l'organisation centrale unique. *La C. G. T., en mettant à sa porte les conditions d'entrée qu'elle a imposées aux fonctionnaires,* exclut en effet quinconque ne déclare pas adorer le B. I. T. ou le Conseil national économique. La C. G. T. U., en reconnaissant comme son élite dirigeante le parti communiste, exclut quiconque n'est pas communiste, et communiste dans la ligne. Seule, la Charte d'Amiens n'exclut personne, pas plus l'extrême gauche que l'extrême-droite; elle donne la liberté même à ceux qui, au nom de leurs propres principes, la refusent aux autres; elle a abrité sous son aile, jadis, les fédérations réformistes du Livre, des Mécaniciens, des Cheminots, celle du Textile, partisan de la liaison organique, à côté des organisations révolutionnaires, laissant chacune se diriger elle-même et respectant son action. Aujourd'hui, seule elle peut permettre le rapprochement des organisations plus profondément séparées qu'à aucune époque, et faciliter leur vie côte à côte.

Pour le mariage de raison qu'est l'Unité syndicale, si tu trouves, Vivès, une autre formule acceptable de contrat, tu auras bien mérité du syndicalisme.

⁂

Mais quelle utilité y a-t-il, nous demande notre camarade, à constituer une nouvelle C.G.T. pour reproduire dans ses statuts les idées incluses dans ceux qui nous régissent ou dans les motions de congrès?

Les idées incluses dans nos statuts et nos motions de congrès, particulièrement dans la Charte d'Amiens, qu'on vénère tant à la C. G. T., — que l'on vénère un peu comme une trique magique à brandir sur la tête des communistes — es-tu bien sûr, Vivès, que la poussière des ans n'en ait recouvert le sens exact?

Connais-tu cette appréciation formulée par Griffuelhes (1), l'auteur même de la Charte d'Amiens, en septembre 1920?

« *On aura beau examiner à la loupe et découper au scalpel la motion d'Amiens, pas une de ses phrases, pas un de ses mots, n'autorisait le voyage à Washington de Dumoulin et de Jouhaux! Pas plus que la participation à ce B. I. T., qui est une concurrence déloyale faite par la pseudo-Société des Nations au prolétariat international! Pas plus que cette mirifique invention du Conseil national économique, dont Clemenceau se gausse encore! Pas plus que tant de choses qui se passent tous les jours et qui nous font frémir, nous les vieux!* »

Ces choses qui font frémir les vieux et tous les véritables syndicalistes se passent sous le couvert de la Charte d'Amiens. Il conviendrait peut-être que nos dirigeants de la C. G. T. mettent d'accord leurs actes avec leurs paroles, ou qu'ils envoient promener la motion d'Amiens, s'ils trouvent qu'elle ne correspond plus aux besoins d'aujourd'hui.

Ils ne la rejettent pas parce qu'ils savent combien de militants des syndicats lui restent attachés. De même que les communistes français ont longtemps hésité à la rejeter parce qu'ils savaient qu'il leur serait difficile de paraître ensuite comme les successeurs du syndicalisme révolutionnaire. Des deux côtés, on n'arrive pas à se dégager, quelque effort qu'on fasse, de la Charte d'Amiens et des traditions du mouvement syndical français qu'elle incarne.

C'est pourquoi elle est la meilleure base possible d'unité, la seule qui garantisse à chaque tendance une atmosphère respirable dans la Centrale unique.

⁂

La grande découverte de Vivès, c'est que, sous prétexte d'unité, il s'agit de tenter une concentration des effectifs syndicaux autour de ceux qui n'ont pu faire triompher leurs conceptions ni à droite ni à gauche; il s'agit d'imposer des doctrines et des chefs.

Voyons d'abord les doctrines.

C'est un fait que *deux grands courants du mouvement ouvrier français,* peut-être du mouvement international, pendant la tourmente de guerre et d'après-guerre, ont quitté leur position traditionnelle. L'un est parti, sous l'impulsion du jusqu'auboutisme de guerre, vers la collaboration de classes au sein du B. I. T., de la Société des Nations et du Conseil national économique. L'autre est parti, sous l'impulsion de l'opposition à la guerre, et plus tard de la révolution russe, vers l'action révolutionnaire immédiate, vers la révolution sociale internationale.

Dix ans, quinze ans ont passé. La collaboration de classes a déçu ses fidèles; le bilan du B. I. T., de la Société des Nations, du Conseil national économique, aboutit au néant. Ne faut-il pas revenir au point de départ, à l'action ouvrière traditionnelle, au vieux syndicalisme? De l'autre côté, la vague révolutionnaire s'est retirée; la révolution mondiale, qui pouvait sortir de la guerre, n'est pas parvenue à en sortir; la Révolution russe, événement capital, même si elle a le sort de la Révolution française, réalise aujourd'hui l'industrialisation de son pays, plutôt que le socialisme dans un seul pays; le courant syndicaliste révolutionnaire qui se dressa contre la guerre et qui, plus tard, défendit dans la mesure de ses forces la révolution russe naissante, reflue lui aussi vers sa position de départ, il revient à la terre ferme, ayant fait l'expérience de l'accord avec les partis révolutionnaires.

Les deux grands courants du mouvement ouvrier sont près de se rejoindre. Il faut qu'ils se rejoignent. Il ne s'agit pas d'attendre en fatalistes qu'ils le fassent d'eux-mêmes. Il est possible d'y aider, d'épargner à la classe ouvrière dix ans, quinze ans, vingt ans de plus de vie de scission. C'est la tâche des 22. Ce qu'ils proposent, c'est le retour à la doctrine traditionnelle.

Et les hommes?

La malignité des dieux, d'après Vivès, aurait plutôt utilisé certains des 22 comme des instruments de division. Je vois parmi eux, au contraire, certains hommes qui, toujours, ont défendu l'Unité syndicale, qui ont préféré être seuls en face des scissionnistes de droite et de gauche et être vaincus, vaincus avec leurs idées, vaincus avec la classe ouvrière, que d'être vainqueurs en abandonnant leurs idées.

La malignité des dieux pourrait bien utiliser les 22 comme des instruments d'union. Quand on voit se rapprocher et batailler ensemble Monatte et Dumoulin, qui s'étaient combattus aussi âprement que des militants peuvent le faire, est-il défendu de penser que le rapprochement des deux courants du mouvement syndical peut se faire aussi et que l'un est un

(1) On retrouvera ces déclarations dans l'*Information Sociale* du 26 septembre 1920.

signe annonciateur de l'autre, un vol d'hirondelle annonçant le printemps?

Que nous parles-tu du réveil des vieilles animosités, d'atmosphère moins propre que celle d'hier au rapprochement. En réalité, hier, le fossé se creusait plus profondément; on fabriquait des deux côtés des théories pour légitimer la scission. Le mouvement des 22 a mis à mal ces fameuses théories; il a réveillé l'idée, le sentiment d'unité syndicale. La ferveur et l'esprit critique, alliés ensemble, ont mis en branle de nombreux militants du S. N. et déjà pas mal de sections. J'espère bien que d'autres nous rejoindront.

⁂

Vivès lui-même nous rejoindra peut-être. Il nous rejoindra quand il aura expérimenté sa propre manière d'arriver à l'Unité syndicale et qu'il en aura constaté l'échec.

Il a déclaré, non sans courage, que certaines conditions posées par les dirigeants de la C. G. T. à l'entrée de la Fédération des Fonctionnaires étaient purement abusives. Qu'il transforme ce jugement en résolution de congrès regrettant l'établissement de cette barrière et demandant qu'elle soit supprimée. Qu'il mette seulement cela dans une résolution, et il verra s'il ne soulève pas, non de vieilles animosités, mais des fureurs toutes fraîches; il verra alors peut-être avec d'autres yeux la solution des 22; il s'apercevra qu'on n'escamote pas les difficultés ni les problèmes.

LXI

Réflexions sur l'Unité syndicale par Roger Francq

Le Fonctionnaire Syndicaliste *du 5 avril a publié, dans sa rubrique « Libres opinions », l'article suivant, de Roger Francq, l'un des signataires du manifeste des 22 :*

La défaite que les mineurs viennent d'essuyer est sans doute la plus grave de conséquences immédiates et lointaines que la division des forces ouvrières aura provoquée dans les temps présents.

La baisse des salaires, que certains chefs ouvriers viennent d'accepter comme conséquence de la crise, apporte en effet à l'argumentation patronale l'assise qui lui manquait vis-à-vis des salariés.

Incapables de mettre en pratique leur désir d'organiser réellement l'économie en s'attaquant aux causes profondes de la crise, parce que cela compromettrait leurs intérêts personnels, les patrons adoptent la solution paresseuse de la baisse des salaires.

L'ayant imposée dans les mines, nul doute que les autres corporations ne se la voient appliquée à leur tour.

Même tactique patronale en Europe et en Amérique. En U. R. S. S., au contraire, les salaires croissent en même temps que les heures de travail diminuent et que les forces économiques se développent. Là-bas, plus de chômage et un essor tel que la bourgeoisie mondiale commence à prendre peur.

Il faut donc croire que le prolétariat est capable de s'organiser quand il ne se laisse pas aller au découragement et refuse de suivre les chefs qui vivent de sa division et de son inaction.

En U. R. S. S., sans doute, des luttes de tendance existent au sein des organisations. Elles n'ont pas pour objet de misérables questions personnelles, de situations à conserver, mais la solution des grands problèmes économiques ou sociaux, tels que le rythme plus ou moins rapide de l'industrialisation, le maintien ou le relâchement de la dictature, l'édification du socialisme dans la seule fédération soviétique, ou encore l'extension de la révolution au monde.

Pourquoi est-ce possible là-bas? Pourquoi cet essor prodigieux, que j'ai pu personnellement constater l'été dernier, alors que le prolétariat du monde entier est dans le marasme.

Raisons locales, sans doute, mais aussi raisons profondes, organiques, tenant au fait capital qu'après la révolution de février 1917, la seule organisation vivante des travailleurs fut l'organisation des Soviets.

« Tout le Pouvoir aux Soviets », mot d'ordre de la Révolution d'Octobre, marquait non seulement une volonté politique mais un souci d'ordre.

Le régime soviétique, comme son développement économique, est assis sur une base unique : le soviet. Depuis, au cours du développement de la révolution, les syndicats, squelettiques en 1917, se développèrent eux aussi prodigieusement. Mais leur rôle se limita à l'organisation du travail, à la défense des salaires.

Il ne faudrait tout de même pas, sous le prétexte que le parti communiste français a accumulé faute sur faute et est en partie responsable du découragement ouvrier actuel, fermer les yeux sur les profonds enseignements des dix dernières années et ouvrir les oreilles aux imbécillités et aux mensonges débités dans la grande presse et même dans certains organes soi-disant révolutionnaires.

Tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes en U. R. S. S., c'est la chose humaine. Mais on ne peut nier l'amélioration du standard de vie du travailleur russe. Tout est mis en œuvre pour le protéger, l'éduquer, l'élever, moralement et physiquement.

Le moteur là-bas est l'amélioration du sort collectif. Ici, c'est l'enrichissement toujours accru, malgré ses fautes lourdes, du patronat et du capitalisme au préjudice de la masse des travailleurs.

Voici ce qu'illustrent deux images frappantes : la lutte pour la baisse des salaires menée dans le monde capitaliste par le patronat et ses serviteurs, vis-à-vis, en U. R. S. S., de la hausse des salaires, de la diminution de la durée du travail (journée de sept heures, semaine de cinq jours, congé payé) et de l'enrichissement de la collectivité par l'industrialisation à outrance de la 1/6e partie du globe.

Ce spectacle ne devrait-il pas ouvrir les yeux de tous les travailleurs?

Hélas, à la faveur de la division ouvrière, tous les profiteurs de la scission : fonctionnaires des syndicats et des partis politiques, comme politiciens marrons et capitalistes bourrent le crâne de tous les pauvres bougres qui vont payer d'un peu plus de misère leur absence de sens critique et leur veulerie.

En U. R. S. S., au-dessus de tout le fatras compliqué du développement de la Révolution russe, éclate l'idée force de l'unité absolue de la classe ouvrière : Unité à la prise du pouvoir, unité dans l'organisation.

Tout le pouvoir aux Soviets n'est pas une vaine formule. C'est là-bas une réalité.

⁂

Impossible, c'est d'évidence, espérer que la classe des travailleurs puisse remporter une victoire, ou simplement défendre ses conditions de vie les plus modestes, si elle ne fait pas l'Union.

Le mouvement pour l'unité, que pas un militant n'ose combattre en face, n'a pas d'autre but.

Que lui objecte-t-on?

Je passe sur les querelles personnelles que les 22 auraient tout avantage à « laisser tomber ». Elles ne méritent pas autre chose. L'avenir se chargera de répondre mieux qu'ils ne pourront le faire. Un jour la colère populaire saura choisir entre ceux qui servent le peuple et ceux qui s'en servent.

La C. G. T. nous objecte : « Laissez venir à nous les syndicats, les syndiqués, et même les fédérations.

L'unité, mais nous la faisons! Nous grossissons de jour en jour. Sans votre initiative, l'unité syndicale se réaliserait dans la vieille C. G. T. »

Admettons que le raisonnement soit exact et supposons les syndicats unitaires ou autonomes réintégrant le bercail C. G. T.

Cela formerait un bloc ne dépassant pas 6 à 700.000 syndiqués dont 400.000 fonctionnaires ou employés, c'est-à-dire une confédération de syndicats où les ouvriers seraient en minorité!

Bien plus, la manœuvre qui se développe actuellement, contre le gré de la quasi-unanimité de la C. G. T., mais avec le concours de quelques militants de sa direction, est d'amener la C. T. I. dans le sein de la C. G. T. Résultat : 300.000 adhérents de plus. Voici le million atteint!

Oui, mais... et les ouvriers?

Ils seraient, pour leur presque totalité, en dehors, et nous assisterions à ce spectacle étrange d'une C. G. T. unique parlant au nom de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la grosse masse des travailleurs, de celle qui « fait le boulot », dont serait exclue cette masse! Une telle situation paradoxale et hypocrite n'est certainement pas faite pour gêner d'habiles manœuvriers.

Mais que vient faire dans ces combines la défense du prolétariat?

Les ouvriers, noyés dans une sorte de classe moyenne dont la majorité sera faite d'employés, de salariés de l'Etat ou de travailleurs de professions libérales, catégories de travailleurs dont les contacts avec le patronat capitaliste sont indirects, ne peuvent espérer de ces troupes une aide efficace dans une bataille livrée contre les capitalistes. L'idéologie ne remplace pas toujours l'aiguillon du besoin. Or, la force du syndicalisme est forgée dans la lutte à soutenir pour des améliorations quotidiennes. Lutte dont les développements sont d'un profond enseignement pour les salariés, lutte créant leur esprit de classe au contact de l'esprit de classe du patronat violemment étalé sous leurs yeux.

Ces gros effectifs de la C. G. T. ne pourront, avant de longues années, intervenir de façon effective dans les luttes revendicatrices. Elles sont le décor du syndicalisme; elles n'en sont pas le moteur.

La question est jugée. Tant que les inorganisés ne viendront pas dans les Syndicats, il ne faut pas prétendre avoir réalisé l'Unité.

Aussi la C. G. T. U. prône-t-elle un autre système : le front unique à la base. Front unique sur le champ de bataille, front de combat commun entre les divers syndicats, leurs militants et les inorganisés.

Mais, du côté C. G. T. U., les effectifs en majorité ouvriers fondent de plus en plus. Actifs, vigoureux, mais impuissants faute de masse, ils sentent qu'ils seront noyés dans un Congrès de fusion. Il ne peuvent y consentir qu'en se faisant hara-kiri, ce qui est vraiment trop demander à des militants dont le dévouement n'a pas fléchi devant les atteintes du pouvoir à leur liberté et à leur vie matérielle.

Enfin, le mouvement pour l'Unité syndicale des « 22 » s'adresse à la fois aux syndiqués et aux inorganisés, pour les faire rentrer dans les Centrales existantes, Centrales de leur choix, selon leurs tendances ou leurs goûts, selon aussi les possibilités locales, et y imposer l'unité en vue de l'action.

Supposons donc l'unité réalisée et examinons comment elle pourra faire œuvre de masse.

Au moment du combat la masse des travailleurs inorganisés s'agglomère autour des syndicats. Ceux-ci, déchirés entre les centrales adverses dont les militants s'insultent, n'offrent aucun refuge aujourd'hui.

Est-il possible, dans ce désordre, de réaliser un front unique puissant? Le croire est illusion.

Prôner contre l'Unité syndicale la tactique du front unique sur le champ de bataille est aller au devant de difficultés pratiquement insurmontables puisque, tant que l'unité syndicale n'est pas faite, les militants des diverses tendances, les chefs de l'action, se combattent au lieu de s'unir. Où iront les inorganisés à ce moment? A l'une ou à l'autre des Centrales, à l'un ou à l'autre des Comités de lutte ou de grève. La dualité des Comités et des Centrales subsistera entraînant la mort du front unique.

Avec un seul Comité de lutte la situation resterait la même. Les militants des deux Centrales s'y combattraient, non pour déterminer les conditions pratiques de la lutte mais avec la même vue étroite et fausse de la situation, avec les anciens arguments de leurs batailles stériles. La défaite est au bout avec tout ce qu'elle entraîne d'écœurement et de découragement. Défaite tuant la confiance que peut avoir la classe ouvrière en elle-même. L'histoire de ces dernières années le démontre surabondamment.

Supposons pourtant qu'un véritable front unique « uni » ait pu se constituer, « sur le tas » et qu'il ait donné la victoire. Ce front unique va-t-il subsister?

Les Comités et les militants placés à leur tête vont-ils survivre? S'ils ne survivent pas, nous voici retombés dans le marasme des divisions ouvrières. Si, au contraire, les Comités créés dans la bataille ne se dissolvent pas, nous voici en présence d'une organisation nouvelle dans laquelle se trouveront réunis anciens inorganisés et adhérents aux diverses centrales. A partir de ce moment, les centrales syndicales, fortes de leurs cadres et de leur vieille organisation, reprenant les anciennes campagnes, ne seront pas longues à désagréger la jeune formation. Celle-ci, constituée sur le champ de bataille à l'image des Soviets russes de 1905 et de février 1917, ne pourra donc être une formation de combat efficace qu'à la condition d'avoir réalisé au préalable l'unité syndicale, puisque, à l'encontre de la Russie d'avant la Révolution, ici les Syndicats existent.

L'unité syndicale est la condition première de la constitution de ce front unique que recherchent les plus violents adversaires de l'initiative des « 22 ».

Vouloir le front unique avant l'unité syndicale est en vérité vouloir mettre la charrue avant les bœufs.

Il faut conclure.

Unité syndicale comme unité politique ne peuvent servir la classe des salariés qu'en rendant effectif le front unique des travailleurs; pratiquement, seul compte le front unique comme une arme de résistance ou d'offensive. Ceci n'est pas une doctrine, mais un fait d'évidence : les travailleurs groupés, encadrés, actifs, n'ont pas trop de toutes leurs forces pour résister au patronat appuyé sur l'argent et sur les gouvernements.

L'unité syndicale aboutissant à la fusion des quatre centrales actuelles, C. G. T., C. G. T. U., Centrale des Syndicats chrétiens et Centrale anarcho-syndicaliste, réaliserait-elle le front unique? Non, à coup sûr, puisque 90 % des travailleurs ne seraient pas organisés.

Unité sur le papier seulement, unité d'une bureaucratie syndicale, unité dans la faiblesse. Si le syndicalisme veut garder un sens et être à même de réaliser, il faut qu'il soit puissant.

Un syndicalisme sans action efficace n'est plus qu'un ratelier pour les meneurs, un piédestal pour les aventuriers, une illusion funeste pour les cotisants. Tel serait le lot de « l'Unité syndicale pour l'Unité ».

L'unité syndicale doit donc tendre, c'est une vérité évidente, à réaliser le front unique, sinon elle faillirait à sa tâche et ne deviendrait qu'une doctrine vide.

Dans l'esprit des « 22 », cette unité n'était subordonnée *a priori* à aucune condition. Il s'agissait de

lancer un mouvement, de faire réfléchir militants et travailleurs sur leur faiblesse s'ils ne faisaient un effort pour s'unir.

Il fallait donner un mot d'ordre répondant au souci de la masse, il fallait aussi exprimer la volonté de faire trêve aux querelles de personnes qui, plus que les disputes des doctrine, mettaient obstacle à l'union.

Sans aucun doute, ce mot d'ordre répondait aux préoccupations du moment, puisque, bon gré mal gré, C. G. T. et C. G. T. U. s'en sont émues et ne purent, comme elles le tentèrent dès l'abord, laisser ce mouvement s'ensevelir sous la conspiration du silence. L'unité remue les deux centrales, les adhésions de militants se multiplient à notre appel.

Au point où nous en sommes, nous devons envisager quel peut être le développement de l'action entreprise ou plutôt quelles sont les voies de ce développement.

La première condition à remplir est de la maintenir au-dessus des personnes. Tâche difficile à juger des réactions produites par l'action des « 22 ».

Il faut dire que certains de ceux-ci sont extrêmement « marqués » par la vigueur des positions qu'ils prirent dans le passé et l'ardeur des polémiques qu'ils menèrent.

Je suis le premier à rendre hommage à leur sincère volonté de paix et d'union pour aboutir à l'unité. Mais des militants ne peuvent indéfiniment recevoir des coups sans se raidir sous l'aiguillon et frapper à leur tour. Mauvaises conditions pour unir des travailleurs avant de les préparer à l'action.

Il importe donc de mettre fin aux querelles personnelles et le meilleur moyen, le seul, est de placer à la tête du mouvement pour l'Unité, des militants sans passé, des jeunes non empêtrés dans les doctrines, les souvenirs des luttes passées ou les ressentiments, des travailleurs ardents regardant la vie en face, non pas à travers des personnalités, mais au milieu d'hommes qui veulent forger un avenir meilleur.

Ce fut le programme initial. Les « 22 » devaient disparaître et faire place à des militants sortant du rang. Il y a certainement parmi les milliers d'adhérents au mouvement syndical des hommes capables de rassembler les troupes désorganisées. Leur présence enlèvera aux chefs des deux Centrales les meilleurs de leurs arguments contre le mouvement de l'unité.

Mais cela n'est pas suffisant. L'unité, répétons-le, n'est pas une fin en soi.

La tenue d'un Congrès d'unité ne résoudra aucun des problèmes posés devant la classe des salariés.

Convaincre les adhérents actuels de la C. G. T. et de la C.G.T.U. de la nécessité de tenir un Congrès de fusion est se donner beaucoup de mal pour peu de résultats.

Ce qu'il faut, c'est obtenir des inorganisés de réintégrer les Centrales avec ce mot d'ordre unique : exiger des directions des centrales existantes la réunion d'un Congrès de fusion.

La fusion des centrales étant réalisée, viendra la seconde étape : front unique des travailleurs sur le lieu du travail. Front unique où les comités d'action ne devront pas rejeter par principe les représentants des partis politiques de transformation sociale, eux-mêmes émanation des salariés par la voie électorale.

A ce moment, les ouvriers syndiqués, représentant la grosse masse organisée, pourront peser de toute la force de leur organisation pour interdire aux politiciens professionnels d'utiliser l'esprit de révolte au profit de leurs ambitions.

Ainsi, le prolétariat pourra-t-il, par son propre effort, se libérer de ses servitudes.

LXII

A l'Unité par le front unique par Patri

Le numéro d'avril du Bulletin de la gauche communiste *(dissidents trotskystes, car les trotskystes français ont déjà leurs dissidents) a publié, sous la signature de Patri, l'article suivant :*

Le courant vers l'unité syndicale qui existe incontestablement chez les travailleurs organisés des deux C. G. T. répond à un besoin parfaitement sain et légitime. En présence de la crise économique que le patronat essaie de résoudre sur leur dos en comprimant les salaires, les travailleurs veulent opposer à l'offensive patronale un front uni de résistance et de contre-offensive. Les ouvriers veulent l'unité parce qu'ils ne veulent pas se laisser battre en ordre dispersé par la bourgeoisie, parce qu'ils ne veulent pas voir abaisser leur niveau de vie.

Méconnaître l'existence et la légitimité de ce courant serait oublier que les communistes n'ont pas à avoir de buts distincts de ceux de la classe ouvrière en général dont ils représentent les intérêts lointains et prochains, oublier qu'ils n'ont pas à se placer en dehors d'elle pour la diriger du dehors, mais qu'ils doivent l'animer du dedans en imprimant au mouvement spontané de classe ouvrière une direction consciente dans la voie de la libération révolutionnaire.

Le courant d'unité qui existe à l'heure actuelle dans la classe ouvrière française en France passe par-dessus la tête des organisations révolutionnaires du prolétariat — parti communiste et C. G. T. U. Sa direction politique échoit pour l'instant à une formation centriste à tendances droitières et réformistes — le Comité des 22, né lui-même du Comité pour l'indépendance. Il y a là une situation qui est grave pour tout révolutionnaire. Les communistes, après avoir été longtemps à la tête du mouvement pour l'unité syndicale, après avoir inscrit dans leur programme le mot d'ordre de l'unité syndicale, voient ce mouvement leur échapper au moment même où il répond plus que jamais à un besoin spontané de la classe ouvrière. Après avoir été la tête du courant pour l'unité syndicale, les communistes n'en sont plus aujourd'hui que la queue hésitante, retardataire et désemparée dont les mots d'ordre prennent, aux yeux des ouvriers, l'allure de fausses manœuvres de la deuxième heure, plus ou moins entachées de duplicité.

A la racine de cette politique de désarroi et de cette méfiance de la classe ouvrière, il y a les erreurs de la troisième période dans le domaine syndical — tentatives désastreuses de direction « indépendante » des grèves par le parti communiste par-dessus la tête des syndicats, politisation mécanique et extérieure, proclamation en paroles du rôle dirigeant du parti dans la C. G. T. U. au moment même où la direction réelle lui échappait, abandon complet enfin du mot d'ordre de l'unité. Malgré le « tournant », le parti et la C. G. T. U. redressant pratiquement sur des points isolés quelques-unes de leurs erreurs, n'ont jamais renoncé formellement aux mots d'ordre de la troisième période. De là la méfiance continue de la classe ouvrière et l'absence de conséquences et de clarté dans leur politique. Après des expériences comme celle de Sin-le-Noble, les ouvriers continueront à penser que les communistes ne sont, au fond, que des adversaires déguisés de l'unité syndicale et qu'ils sont partisans, au fond, de l'unité dans la C. G. T. U., comme Jouhaux est partisan de l'unité dans la C. G. T. Rappelons ici que, si le Parti et la C. G. T. U. ne sont encore actuellement que la queue

du mouvement pour l'unité syndicale, la Ligue Communiste, à laquelle revenait la tâche de régénérer le mouvement communiste, s'est montrée avec une direction incompétente dans cette question comme dans bien d'autres, la queue du parti. A une échelle réduite et caricaturale elle a reproduit les zig-zags et la ligne qu'elle reproche verbalement au parti — tour à tour contre et pour le congrès de fusion et pour, avec des mots d'ordre réduits, qui la placent objectivement à droite des 22. Politique d'incohérence et de désarroi qui a sa racine dans la reproduction des erreurs de la troisième période par la Ligue elle-même dans ses rapports avec l'opposition unitaire, seul courant sain à tendance communiste dans la C. G. T. U. dont elle s'est coupée et qu'elle a saboté.

Il importe aujourd'hui avant tout que les communistes parlent aux ouvriers un langage clair dans la question de l'unité, langage qui les distingue nettement de celui des 22 tout en les faisant apparaître comme des partisans sincères de l'unité et non comme ses adversaires honteux.

A l'ouvrier politiquement éduqué, le communiste peut faire comprendre aisément pour quelles raisons il est contre le mouvement des 22. Le mouvement des 22 a à sa tête Dumoulin. Ce n'est pas seulement par son passé de rénégat du mouvement syndical révolutionnaire que Dumoulin doit inspirer la défiance, mais par son action présente. La politique de Dumoulin est une grande manœuvre de la gauche socialiste dont il est un des plus notoires représentants, contre le communisme. Le plan de la gauche socialiste, dont Dumoulin n'est que l'émissaire syndical, est de ruiner le communisme et la C. G. T. U. en redonnant non seulement au parti socialiste, mais aussi à la vieille C. G. T. un visage d'apparence « gauche ». Tout ouvrier politiquement éduqué sait qu'il doit lutter contre Dumoulin, parce que Dumoulin c'est la social-démocratie et que la social-démocratie est historiquement une partie de la contre-révolution. Mais à l'ouvrier politiquement inéduqué, à l'ouvrier réformiste, non parce qu'il est un traître comme les chefs de la C. G. T., mais parce qu'il ne voit pas plus loin que ses intérêts immédiats, type d'ouvrier qui existe aussi bien dans l'une que dans l'autre des deux C. G. T., le communiste peut et doit tenir un langage beaucoup plus simple. Si cet ouvrier demande : Où est la différence entre Dumoulin et les communistes qui prétendent, chacun de leur côté, être pour l'unité et qui se combattent, la réponse est simple. Dumoulin subordonne l'unité d'action des ouvriers, unité dont ils ont besoin tout de suite, à leur unité d'organisation qu'il place dans un futur lointain. Ainsi aux mineurs il fait dire par *Le Cri du Peuple* qu'il n'y aura rien à faire pour eux tant qu'il n'y aura pas de fédération unique. Dumoulin, de cette manière, remet les revendications des ouvriers aux calendes grecques, au jour où il aura réconcilié Jouhaux et Monmousseau, ce dont il ne prend guère le chemin. Les communistes sont avec les ouvriers pour l'unité d'action tout de suite, par des ententes entre les organisations, c'est-à-dire par le front unique. Ils sont persuadés que s'il n'y a pas d'abord unité d'action, il n'y aura jamais unité d'organisation. C'est après l'unité d'action que peut se poser la question de l'unité d'organisation, mais pas avant, car on ne met pas la charrue devant les bœufs. Les organisations ne pourront fusionner que lorsque un lien aura été créé entre elles par le front unique.

La différence entre les communistes et Dumoulin c'est, en dernière analyse, que les communistes veulent réellement l'unité parce qu'ils veulent combattre la bourgeoisie, tandis que Dumoulin ne le veut pas. La preuve que les communistes veulent et que Dumoulin ne veut pas l'unité, c'est que les communistes sont les seuls à vouloir le moyen de l'unité — le front unique, et que Dumoulin n'en veut pas. A partir de ce moment, il s'agit d'expliquer au plus simple ouvrier que si Dumoulin ne veut pas l'unité, c'est parce qu'il poursuit, en réalité, un tout autre but — la destruction du communisme.

Mais si les communistes commencent par confondre le besoin d'unité de la classe ouvrière avec le concept abstrait du congrès de fusion, s'ils se mettent à ratiociner sur les conditions maxima et minima du congrès de fusion, tout en faisant de hauts rappels historiques sur la personnalité de Dumoulin, les ouvriers ne comprendront rien. Il faut dire une fois pour toutes que le congrès de fusion n'est pas le moyen de l'unité, mais que c'est la consécration de l'unité, et que l'unité ne peut être atteinte que par un seul moyen — le front unique. Croire que le congrès de fusion est le moyen de l'unité, fera l'unité, c'est raisonner en idéaliste pur, confondre la consécration juridique d'un fait avec le fait lui-même. L'unité se fera par le front unique ou elle ne se fera pas.

LXIII

La résolution du Congrès des Indirectes

Le Congrès du Syndicat national des Contributions Indirectes qui vient de se tenir à Bordeaux a voté la résolution suivante :

Le Congrès du Syndicat national des contributions indirectes, placé devant le mouvement déclanché le 9 novembre 1930 par vingt-deux militants syndicalistes, autonomes, unitaires et confédérés et amplifié à la suite de la réunion de la Bourse du Travail de Paris du 11 janvier 1931;

Considère qu'il est du devoir du Syndicat national de suivre avec attention cette tentative nouvelle en vue de reconstruire l'unité syndicale;

Rappelle que le Syndicat national a toujours manifesté son désir de voir cesser les luttes fratricides qui dressent les uns contre les autres les divers éléments du prolétariat et déclare que le moment est venu pour lui de mettre en pratique les sentiments unitaires qu'il a toujours professés.

Il spécifie toutefois que l'Unité recherchée ne doit pas être un simple regroupement platonique pour le plaisir de n'avoir qu'une seule centrale syndicale, mais qu'au contraire, l'Unité syndicale devra correspondre à une nette orientation vers l'action du groupement futur.

Il estime qu'il appartiendra au Congrès de fusion envisagé et à la C. G. T. qui en découlera de déterminer l'orientation future du mouvement syndical français.

C'est donc vers le Congrès de fusion qu'il faut orienter le Syndicat national.

En attendant cette éventualité, le Conseil syndical préconise la pratique de l'action commune et demande au Comité de propagande pour l'unité syndicale de s'employer, par l'intermédiaire de ses comités locaux, à rassembler immédiatement les travailleurs de toutes tendances pour les luttes quotidiennes.

Il ajoute que les appels à l'unité d'action devront s'adresser directement à la masse si les chefs persistent à dresser des barrages contre sa réalisation.

Il conditionne sa participation au mouvement en cours à l'acceptation de ce mot d'ordre par le comité de propagande pour l'Unité.

A PROPOS DU PLAN QUINQUENNAL

Vers le Socialisme ou vers le Pharaonisme

LE PASSÉ

Jetons un rapide coup d'œil en arrière.

Octobre 17. La nuit même de la Révolution, Lénine rédige un décret, voté le lendemain par le Congrès des Soviets, qui partage la terre entre les paysans.

C'est antisocialiste au premier chef.

La solution socialiste n'est pas de diviser la grande propriété féodale en petites propriétés parcellaires. Elle est de maintenir la grande exploitation, tout en la transformant en propriété sociale. C'est d'ailleurs ce que tenteront, un an plus tard, les Soviets hongrois. Mais Lénine estime que l'appui, l'appui total et *immédiat* des paysans est indispensable à la Révolution, et qu'on ne peut avoir cet appui qu'en « partageant » la terre. Lénine rédige donc le décret qui contient tout le programme de ceux qu'il avait combattus toute sa vie, et précisément à cause de ce programme, les socialistes-révolutionnaires.

Pour l'industrie on se montre moins pressé. Il semble qu'on veuille ne socialiser que très progressivement. Mais les événements forcent la main. Les patrons ferment leurs usines, ou sabotent, ou s'insurgent. Il faut cependant bien faire marcher les usines; les ouvriers donc les occupent. Une socialisation de fait s'opère ainsi, s'étendant de plus en plus, et, finalement, une grande lame de fond, sortie du plus profond de l'instinct révolutionnaire, balaie le tout : un an après Octobre, l'industrie tout entière est socialisée.

C'est la période de ce qu'on appellera... plus tard, le « communisme de guerre », mais de ce qu'on appelle alors, et à juste titre, le communisme tout court. Chacun doit travailler. Chacun doit apporter sa part au labeur commun. « Qui ne travaille pas ne mange pas ». En revanche, chacun a droit à une part, la même, des produits du travail commun. Les seules inégalités dans le partage proviennent de ce que celui dont le travail est le plus pénible a droit à une plus grosse part.

Mais le paysan qui a maintenant *sa* terre, son exploitation propre, estime qu'il a un droit personnel sur des produits qui ne sont dus qu'à son travail exclusif, à celui de sa famille et de son cheptel. Il ne peut comprendre qu'il lui faille apporter le fruit de son labeur au tas commun, et se contenter de la part de ce tas qu'on déclarera, d'autorité, lui revenir; d'autant plus que cette part est, pour le moment, très petite. On est dès lors obligé de lui enlever de force ses produits : c'est le régime de la réquisition.

Le paysan qui s'est rallié d'emblée au pouvoir qui lui a donné la terre — et la paix par-dessus le marché — se révolte contre ceux qui viennent lui prendre les fruits de *sa* terre. Il crie : « Vivent les Soviets », mais aussi : « A bas la Commune! » Il passe, enfin, à la lutte armée : c'est Cronstadt.

Moment décisif.

A la lumière de Cronstadt, Lénine voit, clair comme le jour, que le régime de répartition communiste ne peut continuer à être appliqué dans un domaine où a été maintenu la production individuelle. Incompatibilité absolue. Tant que la production agricole restera individuelle, pas de possibilité de répartition communiste dans le domaine de l'agriculture.

Il va donc falloir rétablir dans l'agriculture le système commercial, le système d'échange par vente et achat, à des prix fixés librement — ou à peu près librement — entre le vendeur et l'acheteur.

Mais, si le communisme ne s'applique pas à tous les produits, il s'effondre par cela même. Du moment qu'on rétablit, en un point quelconque de l'économie, le système de l'échange, on est forcé de le rétablir partout. Le commerce, et, avec lui, la propriété privée sont donc rétablis en U.R.S.S. Avec cependant cette particularité, qui n'est ni du communisme, ni du socialisme, mais du « capitalisme d'Etat », selon l'expression même de Lénine, à savoir que la grande industrie reste la propriété de l'Etat qui, comme les autres entreprises, vendra ce que celle-ci aura produit et achètera ce dont elle aura besoin. C'est la Nep.

La Nep, champ de bataille

La Nep va constituer un formidable champ de bataille.

Bataille qui durera huit années.

Qui l'emportera?

Le capitalisme privé ou le capitalisme d'Etat?

La propriété privée a pour elle d'être le régime de plus de 100 millions de paysans; c'est donc, de beaucoup, le régime du plus grand nombre. Ses rapports sont ceux qui régissent en somme l'intégralité de l'économie puisque l'industrie d'Etat elle-même vend, achète, embauche, débauche, paie des salaires, comme n'importe quel entrepreneur privé. L'Etat n'est qu'un propriétaire parmi d'autres propriétaires, soumis aux lois communes à tous les propriétaires.

Cependant l'industrie d'Etat a, pour elle, sa masse.

Elle diffère des industries d'Etat qui existent çà et là dans les pays capitalistes par le fait qu'elle englobe pratiquement toute l'industrie. L'Etat soviétique n'est pas un industriel parmi des dizaines de milliers d'autres industriels, dont un grand nombre sont plus im-

portants que lui. Il est le seul grand industriel. Il possède notamment toutes les industries de base, les « industries-clef » comme on dit alors, celles qui techniquement commandent les autres, du fait qu'elles produisent les matières premières et leur font subir les premières transformations : les mines, les usines métallurgiques, les filatures, etc... Cette différence de « quantité » entraîne à une différence de « qualité ».

En outre, et pour, précisément, protéger son industrie, l'Etat a institué tout un système de réglementation et de contrôle sur les échanges privés (en particulier, le monopole du commerce extérieur), ainsi que tout un système d'impôts qui lui permet d'intervenir à tout moment dans les prix. La Nep a rétabli la liberté des échanges, mais elle entend que cette liberté soit une liberté contrôlée.

Ces deux principes sont inconciliables. Il faut que l'un fasse sauter l'autre. Il faut que l'économie privée fasse sauter les chaînes dont on l'a ligotée, il faut qu'elle puisse s'étendre largement à tous les domaines, y compris celui des industries de base, ou bien il faut que l'industrie d'Etat envahisse la citadelle de l'économie privée : la production agricole.

La lutte entre ces deux modes de production va être dominée par une question essentielle : comment accroître la production?

Depuis 1917, la caractéristique principale de l'économie soviétique a été la disette : disette de vivres, disette de matières premières, disette de marchandises.

Comment faire cesser cette disette?

En développant la production privée, — telle est la première réponse. C'est la grande époque des flatteries aux koulaks baptisés pour la circonstance « paysans moyens », et des concessions d'entreprises industrielles au capital étranger. « Enrichissez-vous! » clame Boukharine aux paysans, pendant que Trotsky ne voit le salut que dans l'industrialisation du pays au moyen des capitaux d'Harriman et consorts.

Mais le capital se fait tirer l'oreille, aussi bien celui de l'intérieur que celui de l'étranger, aussi bien le koulak possesseur de deux chevaux que le milliardaire d'Allemagne ou d'Amérique.

L'un comme l'autre ne demandent pas mieux que de « produire »; ils sont tout prêts à réaliser du profit sur le dos du prolétaire russe, mais à une condition : c'est que la propriété de ce profit leur soit garantie. Il leur faut être assuré que ce droit au profit, qu'on leur reconnaît en théorie, ne leur sera pas enlevé, bribes par bribes, dans la pratique. Faute de quoi, le koulak ne produira que juste le blé nécessaire à son alimentation, et le capitaliste étranger refusera les concessions, ou, s'il les accepte, il les mettra rapidement en veilleuse.

L'impossibilité du double système s'avère donc de plus en plus. Ou il faut tout lâcher, ou il faut tout détruire. Si on veut sortir de la disette, si on veut véritablement produire, il faut : ou bien rétablir un capitalisme libre d'entraves, ou bien redétruire le capitalisme. Cette Nep que Lénine avait indiquée comme une position de retraite momentanée, s'avère de plus en plus intenable.

Il semble d'abord qu'on va tout lâcher. De 1921 à 1927, les concessions au capitalisme, et particulièrement au capitalisme paysan, sauf, de temps en temps, quelques brusques retours en arrière, n'ont en fait pas cessé de s'accroître. Le capitalisme semble avoir partie gagnée.

C'est alors que, dix ans après Octobre, tout ce qui reste de révolutionnaires parmi les combattants de la grande époque se jette sous les roues du char.

Il se forme ce qu'en langage politicien on appela le « bloc des oppositions ». Tout ce qui avait tenu les premières places au combat, à l'époque de la guerre civile, militants obscurs, secrétaires du Parti, présidents des Soviets de Leningrad et de Moscou, président des Commissaires du Peuple d'Ukraine, commissaire de l'Armée Rouge... fait front contre Thermidor.

Ils furent culbutés...

Mais le char du capitalisme ne passa pas.

Ceux qui furent exilés aux confins de l'Océan Glacial avaient encore à peine gagné le lieu de leur « résidence » qu'une transformation totale dans la politique du pouvoir se produisait. L'Opposition était écrasée, mais elle triomphait.

Que s'était-il donc passé?

Il s'était passé ceci, qu'on avait eu beau envoyer dans l'Extrême Nord ou dans l'Extrême Sud, sous le Cercle polaire ou dans l'Asie centrale, les militants de l'Opposition, que le Guépéou avait beau arrêter chaque jour pour « activité contre-révolutionnaire » des centaines d'ouvriers suspects de sympathie pour l'Opposition, l'activité de celle-ci, et, plus particulièrement, semble-t-il, celle du groupe Sapronov-Smirnov ne faisait que croître et que rencontrer une sympathie de plus en plus grande de la part des travailleurs. Les prolétaires russes ne voulaient pas être frustrés des conquêtes d'Octobre.

Comprenant alors que les mesures répressives seraient impuissantes à arrêter un tel courant, qu'on ne pourrait le rompre que par des mesures profondes, qu'il fallait prendre la tête du mouvement si on ne voulait point être emporté par lui, Staline fit son coup de théâtre.

Après avoir exilé la « gauche », il rompit avec la « droite », et se mit à appliquer le programme de la « gauche ».

Le triomphe de l'Opposition

Les exilés avaient eu deux points à leur programme :

Développement de l'industrie;

Lutte contre le koulak.

Sur ces deux points, ils furent plus que servis.

Pour le développement de l'industrie, c'est l'établissement et la mise en œuvre du plan quinquennal. Pour la lutte contre le koulak, c'est le remplacement de l'entreprise paysanne individuelle par les sovkoz et les kolkhoz.

Comme si le peuple russe n'avait attendu qu'un signal, il se précipita sur les deux voies qui venaient de lui être ouvertes.

L'accroissement de la production industrielle prévue par le plan quinquennal était formidable : il s'agissait de porter en cinq ans la production houillère de 35 millions de tonnes à 75 millions de tonnes, celle de fonte de 3 millions et demi de tonnes à 10 millions, celle de l'énergie électrique de 5 à 22 milliards de kilowatt-heures; dans l'ensemble, la production devait être à

peu près quadruplée; fin 1933, l'U.R.S.S. devait être devenue la plus grande productrice de charbon après l'Allemagne, les Etats-Unis et l'Angleterre. Or, les chiffres prévus seront certainement atteints dans l'ensemble (1) ; dans certaines branches de production, ils le seront même sans doute au bout de quatre ans.

Quant à la « collectivisation » des terres, l'allure de son rythme a dépassé, beaucoup plus encore, les prévisions. Dès son début nous avons indiqué (voir *R. P.* du 15 décembre 1929) que l'allure à laquelle elle commençait, montrait qu'il s'agissait là d'un phénomène extrêmement profond, une véritable seconde révolution. Ceci a été particulièrement confirmé par le fait que lorsque l'homme qui en avait permis le déclanchement tenta de l'arrêter, ou, tout au moins de la ralentir, il n'y réussit point. Le fameux article de Staline dans la *Pravda* (voir la *R. P.* du 1er avril 1930) contre les excès des collectivisateurs, paraissait bien être le prélude à un nouveau « tournant ». On raconte qu'en effet telle était l'intention de Staline, mais que, les éléments sur lesquels il comptait pour l'appuyer l'ayant trahi, il se trouva seul en face de ses anciens amis, au premier rang desquels Molotov, qui entendaient, eux, poursuivre l'œuvre commencée et devant lesquels Staline dut s'incliner. Quoi qu'il en soit, que Staline ait raté son « tournant », ou qu'il n'ait point eu l'intention de le faire, le fait est là : le « tournant » n'a pas eu lieu. La collectivisation des terres s'est poursuivie à une allure de plus en plus vive : dans les régions à céréales, 50 % des terres sont maintenant collectivisées; les ensemencements des kolkhoz et sovkoz qu'on pensait ne devoir atteindre que 20 millions d'hectares à la fin des cinq ans, atteignent déjà 43 millions d'hectares à la fin de la seconde année : en deux ans, le double de ce qui était prévu en cinq.

Accessoirement, tous les restants de la période précédente étaient liquidés. On « liquidait » le koulak en l'envoyant cultiver en Sibérie; on liquidait les concessions étrangères, comme Harriman, la Léna, etc... et même, tout dernièrement, cette concession modèle qui avait toujours été donnée en exemple aux capitalistes étrangers à l'époque où l'on cherchait par tous les moyens à raccoler des concessionnaires : celle donnée à la puissante société suédoise S.K.F., spécialisée dans la fabrication des roulements à billes.

Ainsi, le triomphe de l'industrie d'Etat, devenue également agriculture d'Etat, est complet. Le capitalisme peut être maintenant considéré comme définitivement détruit en U.R.S.S., y ayant perdu toutes chances de s'y rétablir. Car, conjointement avec sa destruction, le problème de l'augmentation de la production s'est trouvé résolu. Tant que les deux systèmes ont coexisté, les progrès de la production furent à peu près nuls; dans certains domaines, tels que l'agriculture, c'est même plutôt un recul qu'on enregistra. Avec le triomphe d'un seul système, la production, au contraire, bondit, aussi bien aux champs qu'à l'usine. Dès la seconde année du plan quinquennal, la Russie a repris son rôle sur le marché mondial du blé.

(1) On argue que certains travaux prévus au plan quinquennal n'ont pas été effectués, et que d'autres, qui n'y étaient point prévus, ont dû, au contraire, être effectués d'urgence. Chicanes que cela! L'ordre de grandeur des réalisations est hors de proportion avec l'ordre de grandeur des erreurs.

LE PRÉSENT

Le capitalisme est détruit; est-ce le socialisme?

Ou, tout au moins, est-on sur la voie du socialisme?

Le socialisme n'est pas la substitution de la production organisée, de la production selon un plan, à la production anarchique bourgeoise. S'il était cela, la formation des trusts et cartels serait — comme ont d'ailleurs le culot de le prétendre certains social-démocrates — une étape vers le socialisme.

Le socialisme, c'est la suppression de la plus-value, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, la suppression de toute possibilité pour une classe de s'emparer du produit du travail d'une autre, et par là la suppression des classes.

Or, pour que cela soit, pour que, non seulement cela soit, mais que cela soit en voie d'être réalisé, une condition est indispensable : la suppression de l'Etat.

C'est ce que les anarchistes d'une part, Marx et Lénine de l'autre, ont parfaitement vu, et ce qu'ils ont développé avec autant d'insistance les uns que les autres (1).

Qu'est-ce que l'Etat et qu'est-ce que la dictature du prolétariat?

Qu'est-ce en effet que l'Etat? L'Etat, c'est une force armée.

Ceux qui commandent à cette armée ont la possibilité, puisque disposant de la force, d'enlever aux autres une part du produit de leur travail. Dès lors, demander à un Etat quel qu'il soit, de réaliser le socialisme, de supprimer la plus-value, est aussi utopique que le demander à un monarque ou à un milliardaire philanthrope, ainsi que le faisaient les premiers socialistes. Le suicide peut exister individuellement, ce n'est pas un phénomène collectif. Aucune classe, aucune institution ne peut travailler à supprimer sa fonction. Qui possède la faculté d'exploiter autrui, parce que seul possédant la force, a pour fonction de l'exploiter, et l'exploitera inévitablement.

Mais tandis que Bakounine et les anarchistes se contentaient d'affirmer la nécessité de détruire l'Etat, Marx et Lénine précisaient la manière dont l'Etat pourra être détruit.

Ils estiment, à juste titre, qu'il est puéril de croire qu'aussitôt la puissance capitaliste renversée, on pourra, du jour au lendemain, se passer de toute autorité (2). Mais, pour ne pas devenir une nouvelle source d'exploitation, cette autorité devra être l'autorité directe des travailleurs, une autorité exercée directement et collectivement par le prolétariat.

L'Etat est une force distincte d'oppression. Le premier acte d'une révolution prolétarienne doit être de supprimer l'Etat, c'est-à-dire l'oppression organisée en force *distincte*. Mais comme cependant l'oppression, la

(1) Pour ceux qu'étonnerait ce rapprochement entre Marx et Lénine et les anarchistes, citons cette phrase de Lénine, extraite de l'*Etat et la Révolution* (page 73 de l'édition française) : « Marx s'accorde avec Proudhon en ce que tous deux sont pour la « démolition » de la machine contemporaine de l'Etat. Cette analogie entre le marxisme et l'anarchisme — celui de Proudhon et de Bakounine — ni les opportunistes ni les kautskistes ne veulent la voir, car sur ce point ils sont eux-mêmes des dissidents du marxisme ».

(2) C'est un point dont il serait indispensable, à l'heure actuelle, que nos camarades espagnols se pénètrent.

violence oppressive demeurent nécessaires tant que le socialisme n'aura pas été solidement et définitivement installé, tant que ne seront pas extirpés tous les restants du capitalisme, il faut que soit maintenue une force oppressive; et cette force oppressive ne deviendra pas une force d'oppression et d'exploitation des travailleurs si elle n'est pas organisée en force distincte, si elle est *le prolétariat lui-même*, opérant lui-même et directement.

La substitution à la police et à l'armée, du prolétariat armé, exerçant lui-même, directement, le pouvoir par la force de ses propres armes, telle est la seule forme d'Etat qui puisse conduire au socialisme, car la seule qui puisse supprimer toute exploitation, et ne pas seulement la faire changer de forme. Mais alors, selon l'expression d'Engels, « ce n'est déjà plus un Etat, au sens propre du mot »; c'est, selon l'expression de Marx et Engels, la « dictature du prolétariat ».

Non point la dictature d'un Etat, c'est-à-dire d'une police, d'une armée, d'une bureaucratie distinctes du prolétariat (même si elles se prétendent soumises au prolétariat), mais la dictature du prolétariat lui-même, disposant lui-même, et disposant seul, de la force des armes, seul fondement du pouvoir.

Je ne voudrais point abuser des citations. Néanmoins, et bien que cela soit exposé tout au long de la *Guerre civile en France*, écrite par Marx au lendemain de la Commune, et de *l'Etat et la Révolution*, écrit par Lénine à la veille d'Octobre, les soi-disant marxistes, ceux « de gauche » et ceux de droite, ont tellement pris l'exact contre-pied des idées de Marx et de Lénine sur ce point, que je crois nécessaire de reproduire quelques passages de l'un et de l'autre.

Après avoir déclaré que la classe ouvrière ne pouvait pas « se borner à mettre la main sur le mécanisme de l'Etat, puis à s'en servir à son profit », Marx décrit ainsi en quoi a consisté la transformation de l'Etat opérée par la Commune de Paris, transformation qui, selon Engels, est le premier exemple d'une dictature du prolétariat.

« *...Paris s'était délivré de l'armée et l'avait remplacée par la garde nationale, composée en majorité d'ouvriers. Il fallait transformer ce fait en institution. Le premier décret de la Commune supprima donc l'armée permanente, et la remplaça par le peuple armé.*

La Commune fut composée de conseillers municipaux choisis par le suffrage universel dans tous les arrondissements de la ville, responsables et révocables à de courts intervalles. La majorité de ses membres étaient, naturellement, des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être, non pas une assemblée parlante, mais une assemblée agissante; elle avait en même temps le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. La police, au lieu de continuer d'être l'agent du gouvernement central, fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques, et devint l'agent responsable et toujours révocable de la Commune. Le même principe fut appliqué à tous les autres fonctionnaires de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'en bas, la rémunération du service public ne devait être qu'un salaire normal de travailleurs...

Débarrassée de l'armée permanente et de la police, éléments de la force matérielle du vieux gouvernement, la Commune... »

Ainsi, suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple armé, suppression de la police politique, suppression de la bureaucratie, en tant que telle, par la mise de ses traitements au niveau du salaire de l'ouvrier, telles sont, pour Marx, les caractéristiques de la dictature du prolétariat.

Chez Lénine, c'est peut-être plus net encore. Voici ce qu'on lit dans *l'Etat et la Révolution* :

« *Les marxistes proclament la nécessité pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir politique, de détruire entièrement la vieille machine d'Etat, et de la remplacer par une nouvelle, consistant dans l'organisation des ouvriers armés, sur le type de la Commune* » (page 150).

« *Si les ouvriers unissent volontairement leurs forces armées, ce sera du centralisme, mais il reposera sur la « destruction complète » de l'Etat centraliste, de l'armée permanente, de la police, de la bureaucratie* » (page 151).

« *... nous lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat afin que le prolétariat armé* devienne lui-même *le gouvernement* ».

Et dans d'autres écrits contemporains, ses *Lettres de loin* du printemps 1917, il écrit dans sa lettre sur la milice prolétarienne du 11 mars 1917 (*Correspondance Internationale*, numéro 46, page 368) :

« *Nous avons besoin d'un Etat, mais pas tel qu'il le faut à la bourgeoisie avec des organes du pouvoir distincts du peuple et opposés au peuple, sous les formes de la police, de l'armée et de la bureaucratie. Toutes les révolutions bourgeoises n'ont fait qu'améliorer cette machine gouvernementale et la transmettre d'un parti à un autre... Le prolétariat doit la « briser », suivant le mot de Marx, et la remplacer par une autre fusionnant la police, l'armée et la bureaucratie, avec le peuple armé tout entier.* »

et encore, dans sa lettre ouverte aux délégués du Congrès paysan de mai 1917 (*Corresp. Internationale*, n° 57, p. 711) :

« *Nous voulons une république sans police destinée à lutter contre le peuple, une république dans laquelle tous les fonctionnaires, de haut en bas, soient élus et révocables en tout temps selon la volonté du peuple. Leur salaire ne devra pas dépasser celui d'un bon ouvrier. Nous réclamons aussi que les chefs de l'armée soient élus et que l'armée permanente, coupée du peuple, commandée par une classe ennemie du peuple, soit remplacée par l'armement général du peuple, par une milice populaire* ».

Sans dictature du prolétariat pas de marche au socialisme

Est-ce là le régime de la Russie?

Est-ce qu'en Russie l'armée permanente, la police, la bureaucratie sont « détruites »? Est-ce que le peuple y est armé? Est-ce que l'Etat n'y est pas composé, comme l'Etat bourgeois, d'organes *distincts?*

Dès lors, ce qui existe en Russie, c'est le vieil Etat, l'Etat classique, l'Etat de classe, avec tous ses organes d'oppression habituels; ce n'est pas la dictature du prolétariat.

Le prolétariat russe s'est emparé de la machine de l'Etat, mais, contrairement à l'enseignement de la Com-

mune de Paris, recueilli par Marx et par Lénine, il ne l'a pas « brisée ». Il a recouvert tous les vieux organes de l'Etat tsariste d'une nouvelle étiquette, il en a renouvelé, partiellement, le personnel : l'armée du tsar est devenue l'armée rouge, l'Okhrana s'appelle maintenant le Guépéou, et la formidable bureaucratie tsariste s'est muée en la non moins formidable bureaucratie soviétique, mais rien n'en a été brisé. Tout a été maintenu ou restauré dans le fol espoir que le prolétariat pourrait « le faire fonctionner à son profit ».

Utopie!

En l'absence d'une dictature du prolétariat, à quoi doit aboutir l'industrialisation de la Russie et la mécanisation de son agriculture? Elle ne peut aboutir qu'à une nouvelle forme de l'exploitation de l'homme par l'homme, à de nouveaux modes d'acquisition par certains de la plus-value produite par les autres.

N'oublions pas, en effet, que l'exploitation de l'homme par l'homme n'est pas l'apanage exclusif du système capitaliste; elle est née bien avant celui-ci; elle est née dès que l'homme a été en possession d'une technique suffisante pour pouvoir produire de la plus-value. Dès que l'individu a pu produire tant soit peu plus que ce qui lui était strictement nécessaire pour vivre, certains se sont appropriés ce tant soit peu plus : la division en classes est apparue.

La manière dont cette appropriation s'est faite a varié selon les époques. La manière que pratiquent les capitalistes est la dernière en date... mais il n'est pas dit que ce soit la dernière. Le capitalisme peut être détruit, et néanmoins, sur ses ruines, il peut se constituer de nouveaux modes d'exploitation, d'appropriation de la plus-value, qui ne seront plus les modes d'appropriation capitaliste, mais qui n'en seront pas moins des modes d'exploitation.

L'histoire nous a montré des empires où rien n'était laissé au hasard, où toute la production s'effectuait selon des plans rigoureusement établis, où la propriété individuelle n'existait pas, l'Etat, ou son représentant, étant le seul propriétaire. Ces empires eurent une civilisation extrêmement brillante, très développée pour l'époque; les vestiges de leurs monuments font encore notre admiration, et même quelque peu notre effroi. Mais qui oserait prétendre, si ce n'est des professeurs de droit, que ces civilisations étaient des civilisations socialistes? Elles ont, au contraire, été le type le plus achevé de l'exploitation et de l'oppression.

De cette forme de société, le régime pharaonique de l'antique Egypte est le plus vieil exemple connu; l'Empire des Incas, que les conquistadores du XVIe siècle trouvèrent encore en plein fonctionnement sur les hauts plateaux péruviens, en est le plus récent (1).

Dans les deux cas, un bureau politique... pardon! un souverain et son Conseil, appuyé par tout un appareil idéologique (prêtres en Egypte, amautas au Pérou), administrait la totalité de l'économie du pays selon un plan déterminé, et par le moyen d'une bureaucratie formidable de scribes et autres fonctionnaires. Ces empires ont bâti les Pyramides et des temples magnifiques; ils ont creusé des canaux et construit des routes de plusieurs centaines de kilomètres de long, grâce à une savante organisation... qui laissait juste au travailleur de quoi assurer sa subsistance et celle de sa famille.

Est-ce là du socialisme?

Et pourtant il n'y avait pas dans ces sociétés la moindre trace de capitalisme.

Et pourtant, la production, sous ce régime fit des progrès remarquables.

Mais, tout comme dans la société capitaliste, les progrès de la production ne profitèrent pas aux producteurs. Et cela : parce qu'il y avait un Etat. Un Etat distinct des producteurs. Il y avait une police, une armée, tout un appareil de répression qui était *distinct* du peuple. Dès lors, nécessairement, la plus-value allait à ceux qui disposaient de cette force, qui disposaient de l'Etat. La présence d'un Etat, d'une force armée distincte du peuple, est la marque même qu'il y a exploitation.

L'AVENIR

Dès lors, peut-on dire, étant donné que la dictature du prolétariat n'existe pas en Russie, que l'U.R.S.S. va vers le socialisme?

Tout dépendra de la manière dont évoluera l'Etat. Si l'actuel Etat russe fait place à la dictature du prolétariat, si le Guépéou est dépouillé de ses attributs politiques, si l'armée rouge fait place à l'armement du prolétariat, si tout fonctionnaire devient effectivement constamment révocable et fréquemment soumis à la réélection, à la manière d'un secrétaire de syndicat, si aucun fonctionnaire ne reçoit un salaire supérieur à celui de l'ouvrier, alors, mais alors seulement, le développement industriel de la Russie et l'industrialisation de l'agriculture seront de la marche vers le socialisme; autrement, elles ne seront que de la marche vers un système d'exploitation bureaucratique.

Marx et Lénine ont insisté sur ce point que si le remplacement de l'Etat par la dictature du prolétariat était indispensable pour que la marche au socialisme soit possible, ce remplacement était réalisable pour la raison suivante : si les classes privilégiées ont toujours eu besoin, pour assurer leur domination, d'un appareil de force distinct d'elles-mêmes, c'est qu'elles ne constituaient qu'une minorité à l'égard de la grande masse des travailleurs qu'il fallait tenir sous le joug, mais le prolétariat, qui lui au contraire représente la grande majorité à l'égard des classes ci-devant privilégiées, peut assurer sur celles-ci sa domination, en attendant qu'elles soient complètement détruites, sans avoir besoin de recourir à un appareil de force autre que lui-même.

Il s'ensuit que ce qui a amené en Russie la constitution d'un Etat distinct du prolétariat est peut-être le fait que le prolétariat russe, loin d'être la majorité, n'était qu'une petite minorité, en face de l'innombrable classe des paysans, propriétaires ou aspirants propriétaires pour la plupart.

Mais cette raison est en train de disparaître. La collectivisation des terres prolétarise le paysan. Dans quelques années, le paysan, en tant que paysan personnellement propriétaire, aura à peu près totalement disparu. A ce moment, le prolétariat, qu'il soit des villes ou de la campagne, sera bien réellement devenu l'immense majorité. Tout prétexte à la conservation d'un Etat aura donc disparu.

Ce moment sera décisif dans l'histoire de la Révolution.

---

(1) Il faudrait peut-être y ajouter, comme cas plus récent, l'organisation du Paraguay, au XVIIe et XVIIIe siècle, sous la domination des Jésuites.

Si, à ce moment-là, un renversement politique complet ne se produit pas, si la dictature du proletariat ne s'installe pas, si l'Etat bureaucratique, policier et militaire d'aujourd'hui, peut encore pousser plus loin ses racines, c'en sera définitivement fait de la marche au socialisme. Au lieu de la marche vers le socialisme, ce sera la marche vers le pharaonisme. Vers l'exploitation maximum des forces de l'homme, pour la seule gloire du pharaon, de quelque nom moderne qu'il s'affuble, et pour la seule jouissance de ses auxiliaires et de ses séides.

Pour ma part, je ne désespère pas.

Depuis quatorze ans, la vie du peuple russe a été un miracle continu. Sans même tenir compte de la manière prodigieuse dont il a surmonté les formidables difficultés de la guerre civile, le rétablissement qu'il a opéré, il y a trois ans, pour se sortir du néo-capitalisme où il était en train de s'enliser, permet tous les espoirs.

Bien qu'on ne voie pas se développer actuellement, pour l'établissement de la dictature du prolétariat, un mouvement comparable à celui qui empêcha le retour au capitalisme, et bien même que le mouvement qui allait, dans ce sens, il y a quelques années, sous le mot d'ordre de rétablissement de la démocratie ouvrière, semble avoir actuellement beaucoup perdu de sa force, du fait même des succès remportés dans le domaine de la destruction du néo-capitalisme, la destruction du nouvel Etat est possible, tout comme l'a été la destruction du nouveau capitalisme. Cette destruction serait d'ailleurs grandement facilitée, s'il se produisait, en d'autres pays que la Russie, des révolutions prolétariennes qui s'établissent, elles, de prime-abord, sur le terrain de la dictature du prolétariat, des révolutions qui, dès le début, « brisent » l'Etat et donnent définitivement le pouvoir au peuple, directement et sans intermédiaires.

Un tel rétablissement est possible, mais on ne peut dire qu'il soit certain.

S'il ne se produit pas, alors le prolétariat russe n'aura fait que changer de maître.

Changer de maître, c'est une chose, hélas! que le prolétariat français connaît bien; il a été le premier à en faire une grandiose expérience. Lorsque, il y a un siècle, l'Ancien Régime fut renversé, le peuple français crut être libre; il crut s'être libéré de toute exploitation. Il n'avait fait que changer la forme de son exploitation; il n'avait renversé le seigneur que pour mettre à sa place le bourgois.

La solution qui sera donnée par l'U.R.S.S. à la question de l'Etat, dans les années qui viennent, déterminera si la Révolution russe aura été la dernière des Révolutions faites par le peuple mais non pour le peuple, ou la première des Révolutions faites par le peuple, et pour lui. Elle décidera si, oui ou non, cette Révolution aura été la première Révolution socialiste.

R. LOUZON.

RENOUVELEZ ! RENOUVELEZ !

Beaucoup d'abonnements arrivent à échéance avec ce numéro de fin de semestre.

Nous serions heureux que les renouvellements nous parviennent vite. Plus vite qu'en mai. Plus vite qu'en avril. Nous avons besoin d'argent. Nous comptons sur ces rentrées pour payer l'imprimeur, et nous voudrions éviter le surcroît de besogne du recouvrement postal, ainsi que les frais élevés qu'il occasionne.

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er MAI. — Premier mai terne à Paris et en France. — Incidents violents à Barcelone.

DIMANCHE 3. — Benassy, socialiste, est élu député d'Aubusson.

LUNDI 4. — *Maroc.* — Manifestation des indigènes à Tétouan; fusillades par la garde espagnole.

MARDI 5. — La Chambre vote une adresse de sympathie à la République espagnole.

— Le Consortium du textile annonce que sa décision de diminution des salaires entrera en application le 11 mai.

JEUDI 7. — *Humanité* et *Populaire* publient un télégramme signé Cancelliéri annonçant qu'en Annam, le 1er mai, plusieurs centaines de manifestants auraient été tués par la troupe.

— Le Consortium textile reporte au 18 mai la diminution des salaires.

VENDREDI 8. — Briand répond aux interpellations sur l'Anschluss.

DIMANCHE 10. — *Espagne.* — Bagarres sanglantes à Madrid entre monarchistes et républicains.

LUNDI 11. — *Espagne.* — Dix couvents incendiés à Madrid.

MARDI 12. — *Espagne.* — Des couvents brûlent à Malaga, à Séville, à Bilbao, etc.

MERCREDI 13. — Doumer est élu président de la République.

JEUDI 14. — Briand donne sa démission de ministre des affaires étrangères, mais... part à Genève.

— Ouverture à Paris du Congrès de la Fédération des Coopératives.

VENDREDI 15. — A Genève, répondant au discours de bienvenue de Henderson, Briand raconte qu'il va prendre « le bâton de pélerin ».

— Congrès des mineurs confédérés à Saint-Etienne.

— On apprend la mort de Mme Jacoby, la vieille militante de la Fédération des Tabacs.

SAMEDI 16. — Briand déclare illicite le projet austro-allemand et lui oppose un projet français.

Espagne. — Un couvent brûle près de Grenade.

LUNDI 18. — Les ouvriers du Textile de Roubaix-Tourcoing proclament la grève contre la baisse de 4 % des salaires, préface à une réduction de 10 %.

MARDI 19. — A Hanoï, 61 condamnations féroces sont prononcées contre des révolutionnaires.

Suède. — Manifestations à Stockholm contre la fusillade de grévistes de Aadalen.

JEUDI 21. — Le Consortium essaie de faire accepter la diminution de 4 % (prime de présence) par les ouvriers belges qui viennent travailler à Roubaix-Tourcoing.

Suède. — Funérailles des cinq victimes de Aadalen.

VENDREDI 22. — Manifestation gare de Lyon à l'arrivée de Briand.

— Le ministre du Travail reçoit les représentants des syndicats confédéré et chrétien et ceux du Consortium.

SAMEDI 23. — Nouvelle encyclique du pape sur les rapports du capital et du travail.

DIMANCHE 24. — Ouverture du Congrès socialiste à Tours.

LUNDI 25. — Les contremaîtres et surveillants du textile de Roubaix se joignent au mouvement de grève.

MERCREDI 27. — Echec de la tentative de conciliation faite, au ministère du Travail, entre les grévistes de Roubaix-Tourcoing et le Consortium.

— Fin du congrès socialiste de Tours.

— Briand retire sa démission.

Espagne. — Manifestation de pêcheurs en grève de Pasajes à Saint-Sébastien. Cinq morts, une quarantaine de blessés.

JEUDI 28. — La majorité réactionnaire de la Chambre approuve la politique de Briand.

— Le professeur Piccard s'élève en ballon à 16.000 mètres.

Italie. — L'anarchiste Schirru est condamné à mort.

SAMEDI 30. — Congrès des cheminots de l'Union-Etat au Mans.

Espagne. — La démission d'Indalecio Prieto, ministre des finances, est refusée par le gouvernement provisoire.

DIMANCHE 31. — Les communistes quittent le congrès de l'Union-Etat.

Le programme international anglo-hollando-norvégien

Voici le texte de la déclaration-programme dont il était question dans la « Lettre de Hollande » du mois dernier. Ce programme a été signé par l'« Independent Labor Party » d'Angleterre, le Parti socialiste de Norvège, le « Bund » (Parti socialiste juif) de Pologne; quant à l'aile gauche du parti socialiste hollandais, elle s'est déclarée d'accord avec son contenu.

Les bases d'une action nouvelle du socialisme international sont fixées comme suit :

1° Pour être efficace, l'action du socialisme doit poursuivre un but universel et englober toutes les organisations qui ont reconnu le fait de la lutte de classe.

2° Le développement d'une politique socialiste à portée mondiale nécessite l'union de tous ceux qui se réclament du socialisme avec les travailleurs de la Russie soviétique et avec les organisations anti-impérialistes et anti-coloniales des peuples coloniaux ou semi-coloniaux de l'Asie, de l'Afrique du Centre et du Sud de l'Amérique.

3° Le programme d'action immédiate comporte :

a) La séparation nette, dans chaque pays, de l'action socialiste de celle de n'importe quel parti de la bourgeoisie, ainsi que le refus absolu de participation à un gouvernement dont l'existence dépendrait de l'appui d'un parti bourgeois;

b) L'indépendance immédiate, complète et sans condition des peuples coloniaux, l'appui sans réserve donné à la classe travailleuse de ces peuples dans leur lutte pour la conquête du socialisme, l'appui lonné aux minorités en lutte pour leur indépendance,

c) Le caractère impérialiste de la Société des Nations doit être dénoncé, à défaut de quoi on entretient des illusions dans l'esprit des travailleurs quant aux possibilités de désarmement de cette organisation;

d) Le militarisme qui est le principal soutien du régime capitaliste doit être combattu systématiquement; — tous les crédits militaires doivent être refusés aux gouvernements capitalistes; — le désarmement doit être réclamé par des actions de masses et non point par des conférences de désarmement destinées à endormir l'opinion publique;

e) Ces actions de masses doivent se développer sous la forme de démonstrations publiques, de grèves, de boycotts qui se développeront en actions révolutionnaires au moment où le fascisme, le militarisme ou la guerre deviendraient une menace plus immédiate;

f) Au développement actuel du capitalisme qui place entre les mains d'une poignée de dictateurs tous les moyens financiers de la production et qui provoque le chômage chronique et la misère des masses ouvrières, il faut opposer partout une politique de socialisation des principales industries et entreprises, les mines, les forces motrices, les transports et les banques.

***

Des déclarations de Pestagna

Le *Temps* du 2 juin a publié l'analyse suivante d'un article publié dans le journal *El Sol*, par Angel Pestagna, l'un des principaux militants de la Confédération nationale du Travail espagnole :

Pestagna remarque d'abord que la dictature avait désorganisé les syndicats, en supprimant les cotisations des adhérents et en leur rendant la vie impossible. Le syndicalisme conservait cependant une force certaine à Barcelone et dans les provinces catalanes. Maintenant les syndicats uniques commencent à se réorganiser.

M. Angel Pestagna déclare que le syndicalisme s'est emparé de la majeure partie du prolétariat de l'Andalousie et qu'il prend une extension considérable dans les milieux ouvriers de Biscaye, de Leon, de Galice, d'Aragon, de Rioja et de Navarre.

« Nous avons également, continue le chef syndicaliste, quelque force à Madrid et nous croyons que, bientôt, toute la zone minière des Asturies viendra à nous. Une lettre que nous venons de recevoir du syndicat minier nous donne le droit de le penser. Il faut qu'on sache que nous n'agirons jamais comme un parti politique. Nous ne présenterons pas de candidats aux élections pour les Cortès constituantes. Ces questions ne nous intéressent que de loin. »

Parlant des buts que poursuit l'organisation, M. Angel Pestagna ajoute :

« Le communisme, toutefois, ne nous paraît pas une solution, tout au moins sous la forme qu'il a prise en Russie. Nous sommes loin du dogme de Moscou et des idées de la IIIe Internationale.

« Il faut éduquer les ouvriers pour la liberté et non pour la tyrannie. On parle toujours de la dictature du prolétariat; nous ne voulons aucune dictature. La seule solution est le syndicalisme. La révolution politique est déjà faite en Espagne. Il faut faire maintenant la révolution sociale.

« Je crois qu'elle est, d'ailleurs, inévitable. Elle aura lieu comme phénomène logique. L'Espagne doit résoudre deux graves problèmes : celui de la terre et celui des transports. Ceux-ci doivent être exploités au moyen de l'organisation syndicale.

« La Russie a ouvert le cycle des révolutions à caractère social, mais ce mouvement n'a pas atteint son but. On voit bien que, là-bas, la question sociale a dégénéré en question politique.

« Le grand succès des syndicalistes espagnols sera d'arriver à la diffusion de la culture prolétarienne. De plus, malgré l'individualisme instinctif des Espagnols, nos classes laborieuses acceptent de bon gré la discipline d'acier que le syndicat impose.

« Le communisme espagnol, en ce moment, a très peu d'importance. Il y a un noyau communiste à Séville. Celui de Malaga est plus petit encore. Ce sont des centres très réduits qui agissent dans cette région en collaboration avec les syndicats. Mais, en réalité, la seule force qui existe en Andalousie est la nôtre. Nous prendrons obligatoirement l'avantage sur l'Union générale des travailleurs. Quant aux syndicats libres, j'estime qu'ils ont vécu. »

M. Angel Pestagna continue ses déclarations en abordant la question de la forme que doit prendre à son avis la République espagnole.

« La forme qui me paraît désirable et la meilleure est le fédéralisme. Notre organisation même est par essence fédérative. »

Le chef syndicaliste annonce que son organisation pense tenir à Madrid, le 9 juin, un congrès extraordinaire.

Il termine en disant que la Confédération nationale du travail va ériger en plein cœur de Barcelone un palais des syndicats qui coûtera quatre millions de pesetas.

***

Une lettre de Tom Mooney

L'affaire Tom Mooney est une autre affaire Sacco et Vanzetti. Mooney, organisateur ouvrier de San Francisco, a été condamné aux travaux forcés sous l'accusation non fondée d'avoir lancé une bombe en juillet 1916 sur un groupe de manifestants chauvins. La preuve a été faite maintes fois qu'il avait été victime d'une vengeance patronale, ainsi que l'a relaté André Philip dans son livre « *Le Problème ouvrier aux Etats-Unis* ». Malgré cela, Tom Mooney est maintenu en prison par la justice du talon de fer américain.

Voici une lettre récente de Tom Mooney :

Cher ami, je vous écris d'une vieille cellule en pierre avec une porte en acier doublement barrée et fermée à double serrure. Il fait froid — le froid me ronge la

moelle des os — les murs sont humides — la lumière est mauvaise — la ventilation insuffisante — un vrai tombeau qui n'a jamais connu de chaleur. Les chefs de la prison me sont hostiles, surtout depuis que j'ai invité les électeurs de la Californie à voter contre l'ancien gouverneur. Il avait peur de me pardonner, et quand j'eus dénoncé sa lâcheté, je fus éloigné du travail que j'avais mérité par ancienneté et on me donna une corvée ennuyeuse, dégoûtante. Si les autorités de la prison ne craignaient pas les protestations des amis de ma cause, elles me feraient perdre les quelques privilèges qui me restent.

J'ai payé cher mes efforts pour améliorer la vie des ouvriers; mais je ne regrette rien. Pendant quinze années pleines de souffrances, j'ai bataillé sans répit. Je ne suis pas découragé. Mes convictions n'ont pas changé. Je n'ai jamais senti plus de détermination qu'à présent. Mais pour continuer cette lutte pour la délivrance du monde, ainsi que pour ma propre délivrance, j'ai besoin de votre aide.

La décision récente du Tribunal Suprême de la Californie, qui refusa ma demande de libération, sans me donner l'occasion d'être entendu, est un défi à tous ceux qui aiment la liberté et la justice. Au début, ma condamnation fut basée sur de faux témoignages. Après quinze ans derrière les grilles pour un crime que je n'ai pas commis, il ne me fut pas permis d'exposer ces mensonges et ces fraudes.

Je suis en train de préparer une brochure qui exposera toute cette étonnante conspiration par laquelle on m'a envoyé en prison. Je la répandrais dans le monde entier si l'on m'aidait à le faire.

Je vous supplie de ne pas oublier ce que j'ai enduré pendant ces quinze dernières années. Essayez de vous imaginer ce que cela veut dire pour un homme innocent, d'être emmuré si longtemps. Et à l'emprisonné, chaque semaine semble être un mois, chaque mois une année. Sans vous je perds tout espoir.

TOM MOONEY,
31921, Post Office Box,
San Francisco.

***

« L'accord mondial du sucre »

Une nouvelle entente internationale vient d'être signée à Bruxelles entre les pays exportateurs de sucre, Cuba, Java, Allemagne, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Belgique. L'*Européen* du 20 mai en signale les principaux caractères et en montre l'importance :

M. R. Duchemin exposait récemment dans nos colonnes que la concentration internationale pouvait, à bref délai, ouvrir la voie à ce désarmement tarifaire que tout le monde désire et auquel chacun se refuse. Sa suggestion mérite d'être retenue. L'histoire même des ententes ne nous apprend-elle pas que l'on peut tout attendre d'une formule de coopération dont le premier mérite est l'infinie souplesse?

Nous n'en voulons citer ici qu'un exemple : celui de la toute récente entente qui vient d'être signée à Bruxelles entre la presque totalité des pays exportateurs de sucre. Les sept pays signataires de l'accord « Chadbourne » représentent 80 pour cent des exportations mondiales et 50 pour cent de la production totale; pour la première fois, entre le sucre de canne et le sucre de betterave, la paix est signée. En vue d'assurer l'écoulement progressif de stocks s'élevant à deux millions et demi de tonnes et de rétablir l'équilibre entre la production et la consommation, les groupements intéressés ont établi un système rigide de contingents d'exportation, garanti — fait sans précédent — par des sanctions gouvernementales.

La mise en vigueur de ces dispositions doit permettre l'établissement et le maintien de prix suffisant pour couvrir les frais de production et les charges de capital. Des mesures spéciales rendent impossibles la production d'excédents imprévus dans les pays qui ne sont pas normalement exportateurs. Un Comité international, siégeant à La Haye, sera chargé de l'exécution de ce programme.

C'est là, on le voit, une formule absolument nouvelle. L'intervention des Etats lui confère une solidité particulière, sans porter atteinte au libre développement de l'activité industrielle et commerciale. Les empêchements opposés à une hausse des prix susceptible de menacer dangereusement le coût de la vie la rendent aussi acceptable pour le consommateur que pour le producteur.

Et c'est à bon droit que M. Th. Chadbourne, à la fin du discours qu'il prononçait le 9 mai, pouvait exprimer le vœu « que ce plan inspire des conventions semblables au sujet de produits qui sont affectés de la même façon que le sucre. Ainsi, ajoutait-il, nous aurons entrepris une action vraiment constructive pour la guérison du monde qui, jusqu'à maintenant, s'avère si difficile... »

« En réunissant les nations exportatrices si largement séparées l'une de l'autre, chacune avec sa situation intérieure particulière, nous avons démontré aux hommes d'affaires du monde entier qu'il est possible d'endiguer la crise qui tient le monde entier dans ses griffes et qui demande une coopération internationale étroite, altruiste et clairvoyante, comme seul prix de la solution. »

***

La durée des crises depuis 75 ans

Le *Messager de Paris*, sous la signature de M. Lenfant-Delval, a donné le tableau suivant des crises économiques survenues depuis 75 ans :

Quand finira la crise?

Un ami nous exposait hier qu'il ne se produirait de changements que lorsque seraient réalisées les trois conditions suivantes : l'annulation des dettes de guerre, la fédération européenne et le désarmement. Autant dire jamais, et cela ne se serait jamais vu. Les crises sont périodiques, et il ne faut pas avoir vécu longtemps pour en avoir fait l'expérience. Prenons un homme de 75 ans, par exemple, c'est-à-dire remontons à 1857. Pendant ce temps, il n'y a pas eu moins de dix périodes de dépression commerciales accompagnées de krachs et d'effondrements financiers.

Et combien de temps ces crises ont-elles duré?

En 1857, 12 mois.
En 1868, 8 mois.
En 1878, 30 mois.
En 1884, 22 mois.
En 1893, 25 mois.
En 1903, 25 mois.
En 1907, 12 mois.
En 1914, 8 mois.
En 1921-22, 14 mois.

Or, nous voilà au vingtième mois au moins de la crise.

Nous croyons que c'est le moment de prendre patience et de ne point désespérer.

NOUS AVONS RFÇU :

J. Guéhenno. *Conversion à l'humain* (Grasset);

E. Guillaumin : *Tableaux champêtres* (Crépin-Leblond, Moulins);

Œuvres de Jaurès : Pour la Paix, tome I : Les Alliances européennes (1887-1903). Textes rassemblés par Max Bonnafous (Rieder);

A. Raffalovitch : « *L'abominable vénalité de la presse.* D'après les documents des Archives russes (1897-1917) (Librairie du Travail);

G. Valois : *Guerre ou Révolution* (Valois);

Ch. Plisnier : *Histoire sainte*, roman (Edit. du Tambourin).

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Garnery (*Paris*-10e), 100; *Garnery* (*Paris*-4e), 100; *Castaignède* (*Seine*), 100; *Anonyme* (*Paris*-12e), 100; *Godonnèche* (*S.-et-O.*), 20; *Docteur Friedberg* (*Suisse*), 121 *fr.* 50; *Clément-Camus* (*Paris*), 100. — *Total* : 641 *fr.* 50.

SOUSCRIPTIONS DE MAI

Gruat (*Hérault*), 10; *Bouveyron* (*Seine*), 10; *Andrieu* (*Hérault*), 10; *Lavenir* (*Rhône*), 10; *Dupont* (*Alger*), 5; *Pelletier* (*Paris*), 15. — *Total* : 60 *fr.*

Le Gérant : M. CHAMBELLAND
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES, PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Souhaitez-vous au mouvement ouvrier une librairie indépendante?
Pensez-vous qu'un militant ou une tendance qui a quelque chose à dire puisse le faire sans être brimé par un « appareil »?
Alors notre effort vous intéresse et vous devez le soutenir, car durant nos treize années d'existence nous avons aidé, dès leur origine, les mouvements

CONTRE LA GUERRE
POUR LA REVOLUTION RUSSE
CONTRE L'ETOUFFEMENT DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

TOUJOURS AVEC LE COURANT PROFOND DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour que « L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SOIT L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES ».

Chaque crise justifiait notre existence, mais, en même temps, mettait notre vie en péril.
Nous avons tenu, pourtant, treize ans.
Treize ans avec ce même but : aider la classe ouvrière à se trouver, à se connaître, à préparer son avènement.
Aidez-nous. Faites connaître notre effort.
Toute notre activité passée, toute notre force présente sont dans notre stock. Aidez-nous à le répandre.

Colis de propagande "LA COMMUNE"

Irma BOYER : **Louise Michel**	12 fr.
DESCAVES : **Philémon, vieux de la vieille**	12 fr.
DOMMANGET : **Blanqui**	3 fr. 25
— **L'Instruction publique sous la Commune**	1 fr. 50
— **Varlin**	1 fr.
LENINE : **La Commune**	0 fr. 40
LISSAGARAY : **Histoire de la Commune de 1871**	30 fr.
MARX : **La guerre civile en France**	6 fr. 25
TALÈS : **La Commune de 1871**	12 fr.
TROTSKY : **La Commune**	0 fr. 60
VALLÈS : **L'insurgé**	12 fr.
LA COMMUNE DE PARIS : **Textes et documents**	1 fr. 25
Valeur	92 fr. 25

Prix spécial net franco : 70 francs
(ou en trois versements mensuels de 25 francs)

Chaque ouvrage peut être fourni séparément et aussi tous ceux non mentionnés sur cette liste, quels qu'en soient le sujet et l'éditeur.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Léon LEMONNIER : **Populisme** (Renaissance du Livre) ..... 12 fr.
René MARAN : **Le Cœur serré** (Albin-Michel) ..... 15 fr.
GEORGE SAND : **L'Histoire du rêveur** (Montaigne) ..... 15 fr.
J. FRANCE : **Trente ans à la rue des Saussaies** (N.R.F.) ..... 15 fr.
Léon CLADEL : **I. N. R. I.** (Valois) ..... 15 fr.
L. BOURGEOIS : **Faubourgs** (Editions sociales) ..... 10 fr.
J. COPEAU : **Souvenirs du Vieux-Colombier** (Les Etincelles) ..... 15 fr.
Gaston COUTÉ : **La Chanson d'un gars qu'a mal tourné** (Rey) ..... 12 fr.
Anna SEGHERS : **La Révolte des pêcheurs** (Rieder) ..... 15 fr.
J. de PIERREFEU : **Nouveaux mensonges de Plutarque** (Rieder) ..... 16 fr. 50
N... : **Douze poètes** (Editions sociales) ..... 10 fr.
Maurice BARRES : **Mes Cahiers**, tome III (Plon) ..... 16 fr.
J. GUEHENNO : **Conversion à l'humain** (Grasset) ..... 12 fr.
PANAIT ISTRATI : **Tsatsa-Minnka** (Rieder) ..... 15 fr.
Prince de BULOW : **Mémoires**, tome IV (Plon) ..... 50 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Jean JAURES : **Œuvres**, tome I, **la Paix : Les Alliances européennes** (Rieder). 50 fr.
GUMBEL, JACOB et FALK . **Les Crimes politiques en Allemagne** (N.R.F.) .... 15 fr.
R. ARON et A. DANDIEU : **Décadence de la nation française** (Rieder) ..... 15 fr.
I. DELVIGNE : **La Crise mondiale** (L'Eglantine) ..... 8 fr.
H. DUBREUIL : **Nouveaux Standards** (Grasset) ..... 15 fr.
J.-L. CHASTANET : **Ce pelé... Ce galeux... Le Fonctionnaire français** (Tallandier). ..... 15 fr.

REVISION DES TRAITÉS
RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE

SONT A L'ORDRE DU JOUR...

PAS D'OPINION POSSIBLE
SANS L'AVOIR LU

UN LIVRE NOIR

Diplomatie d'avant-guerre et de guerre
d'après les documents des Archives russes 1910-1917.

Viennent de paraître :

TOME III

LIVRE III, 204 pages in-8°, prix ..... 15 fr.
LIVRE III, 244 pages in-8°, prix ..... 18 fr.
Le LIVRE IV et dernier paraîtra en juin.
L'OUVRAGE COMPLET, 6 volumes, prix ..... 140 fr.
(Le tome I ne se vend plus séparément)